



RBC

*Toujours mériter le
privilège d'être le premier
choix de nos clients.*



**Banque Royale du Canada
Premier trimestre de 2014**

Résultats de la Banque Royale du Canada pour le premier trimestre de 2014

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

TORONTO, le 26 février 2014 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 2 092 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2014, soit une hausse de 45 millions, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, et un résultat relativement inchangé par rapport au dernier trimestre. Nos résultats tiennent à la solidité continue du secteur Services bancaires canadiens et à la hausse du bénéfice des secteurs Marchés des Capitaux, Services aux investisseurs et trésorerie et Gestion de patrimoine. Nous avons également annoncé une hausse de 0,04 \$, ou 6 %, de notre dividende trimestriel pour atteindre 0,71 \$ par action.

« Nous avons enregistré un bénéfice de plus de 2 milliards de dollars au premier trimestre, qui reflète la solide croissance des volumes liés aux clients dans la plupart des secteurs d'activité, et nous continuons de renforcer notre position de chef de file au Canada et d'accroître nos activités à l'échelle mondiale », a déclaré M. Gordon M. Nixon, chef de la direction de RBC. « Nous sommes d'avis que l'attention prêté à l'élaboration de produits et services innovateurs et notre discipline soutenue au chapitre de la gestion des coûts demeurent des avantages concurrentiels évidents dans le contexte actuel. Ce matin, nous avons également annoncé une hausse de 6 % de notre dividende trimestriel. »

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

- Bénéfice net de 2 092 millions de dollars (en hausse de 2 % par rapport à 2 047 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,38 \$ (en hausse de 0,04 \$ par rapport à 1,34 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,1 % (en baisse par rapport à 20,0 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 9,7 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

- Bénéfice net de 2 092 millions de dollars (par rapport à 2 101 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,38 \$ (en baisse de 0,01 \$ par rapport à 1,39 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,1 % (en baisse par rapport à 18,8 %)

Table des matières

1	Faits saillants du premier trimestre	9	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	33	Gestion des liquidités et du financement
2	Rapport de gestion	12	Gestion de patrimoine	41	Gestion du capital
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	13	Assurances	45	Information financière supplémentaire
2	Vue d'ensemble	14	Services aux investisseurs et trésorerie	45	Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	15	Marchés des Capitaux	46	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
3	Faits saillants financiers et autres	16	Services de soutien généraux	47	Transactions entre parties liées
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	17	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	48	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
5	Principaux événements de 2014	18	Résultats par secteur géographique	49	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
5	Rendement financier	19	Situation financière	54	Notes annexes (non audité)
5	Vue générale	19	Bilans résumés	81	Renseignements à l'intention des actionnaires
8	Résultats des secteurs d'exploitation	20	Arrangements hors bilan		
8	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	22	Gestion du risque		
8	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	22	Risque de crédit		
		27	Rendement au chapitre de la qualité du crédit		
		29	Risque de marché		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats opérationnels et notre situation financière au 31 janvier 2014 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport aux trimestres clos le 31 janvier 2013 et le 31 octobre 2013. Le présent rapport de gestion, daté du 25 février 2014, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2013. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2013, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2014, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats opérationnels aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, le risque lié à l'assurance, les risques liés à l'environnement réglementaire, aux activités opérationnelles, aux stratégies, à la réputation, et à la concurrence, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2013 et à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2014; l'incidence des réformes réglementaires y compris celles ayant trait aux normes mondiales du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) liées à la réforme visant le capital et les liquidités, à la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act et aux règlements édictés aux termes de cette loi et ceux qui seront édictés, à la réforme concernant les dérivés hors cote, au système de paiements au Canada, à la loi intitulée Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) aux États-Unis et aux réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe; les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; la cybersécurité; la conjoncture commerciale et économique au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales budgétaires, monétaires et autres; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution; les risques liés aux modèles, aux technologies de l'information et aux médias sociaux; ainsi que l'incidence des questions d'ordre environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2014 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2013, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2014. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2013, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2014.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) est la plus importante banque au Canada, et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale, au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de gestion de patrimoine, d'assurance, aux investisseurs et liés aux marchés des capitaux. Nous comptons environ 79 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 42 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre clos le			Variation au 31 janvier 2014 par rapport au	
	31 janvier 2014	31 octobre 2013 (1)	31 janvier 2013 (1)	31 octobre 2013	31 janvier 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	8 454 \$	7 919 \$	7 858 \$	535 \$	596 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	292	334	349	(42)	(57)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	982	878	705	104	277
Frais autres que d'intérêt	4 381	4 151	4 043	230	338
Bénéfice net avant impôt	2 799	2 556	2 761	243	38
Bénéfice net	2 092 \$	2 101 \$	2 047 \$	(9)\$	45 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 071 \$	1 070 \$	1 104 \$	1 \$	(33)\$
Gestion de patrimoine	235	202	229	33	6
Assurances	157	107	164	50	(7)
Services aux investisseurs et trésorerie	106	91	79	15	27
Marchés des Capitaux	505	469	462	36	43
Services de soutien généraux	18	162	9	(144)	9
Bénéfice net	2 092 \$	2 101 \$	2 047 \$	(9)\$	45 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,39 \$	1,40 \$	1,35 \$	(0,01) \$	0,04 \$
– dilué	1,38	1,39	1,34	(0,01)	0,04
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2), (3)	18,1 %	18,8 %	20,0 %	(70) p.b.	(190) p.b.
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,27 %	0,32 %	0,35 %	(5) p.b.	(8) p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,49 %	0,52 %	0,54 %	(3) p.b.	(5) p.b.
Ratios de capital et coefficients					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,7 %	9,6 %	9,3 %	10 p.b.	40 p.b.
Ratio du capital de première catégorie	11,5 %	11,7 %	11,5 %	(20) p.b.	–
Ratio du capital total	13,5 %	14,0 %	14,3 %	(50) p.b.	(80) p.b.
Coefficient actif-capital (4)	17,6X	16,6X	16,2X	1,0X	1,4X
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	904 714 \$	859 745 \$	836 936 \$	44 969 \$	67 778 \$
Valeurs mobilières	189 494	182 710	169 216	6 784	20 278
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	415 628	408 850	380 981	6 778	34 647
Actifs liés aux dérivés	79 475	74 822	87 243	4 653	(7 768)
Dépôts	590 423	559 350	515 536	31 073	74 887
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	45 143	43 064	39 414	2 079	5 729
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	44 050	42 500	38 850	1 550	5 200
Actif pondéré en fonction des risques	341 752	318 981	303 128	22 771	38 624
Biens sous gestion	415 700	391 100	356 900	24 600	58 800
Biens administrés (5)	4 311 900	4 050 900	3 779 800	261 000	532 100
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 442 434	1 440 911	1 445 489	1 523	(3 055)
– moyenne (diluée)	1 458 742	1 462 728	1 469 330	(3 986)	(10 588)
– à la fin	1 442 195	1 441 056	1 446 267	1 139	(4 072)
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,67 \$	0,67 \$	0,60 \$	– \$	0,07 \$
Rendement de l'action (6)	3,8 %	4,0 %	4,1 %	(20) p.b.	(30) p.b.
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX)	68,93 \$	70,02 \$	62,12 \$	(1,09)\$	6,81 \$
Capitalisation boursière (TSX)	99 411	100 903	89 842	(1 492)	9 569
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	74 117	74 247	74 434	(130)	(317)
Nombre de succursales	1 376	1 372	1 363	4	13
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 979	4 973	5 096	6	(117)
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (7)	0,926 \$	0,960 \$	1,005 \$	(0,034)\$	(0,079)\$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,898 \$	0,959 \$	1,003 \$	(0,061)\$	(0,105)\$

- (1) Les montants comparatifs présentés ont été retraités afin de tenir compte de l'adoption de nouvelles normes comptables. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.
- (2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (4) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire, conformément aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) sur les normes de fonds propres.
- (5) Comprend les biens administrés par les Services aux investisseurs et un montant de 32,3 milliards de dollars (32,6 milliards au 31 octobre 2013; 37,1 milliards au 31 janvier 2013) en prêts hypothécaires et prêts sur cartes de crédit titrisés.
- (6) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (7) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 25 février 2014

Canada

Le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne au quatrième trimestre civil de 2013 s'est établi à 2,8 % et découle des investissements effectués par les entreprises et des dépenses de consommation, facteurs neutralisés par la baisse des exportations nettes. Le taux de chômage moyen s'est élevé à 7,0 % au quatrième trimestre civil de 2013, en baisse légèrement par rapport au taux moyen de 7,1 % enregistré au troisième trimestre. Le dollar canadien s'est déprécié au cours du quatrième trimestre civil, en raison de la baisse des prix des marchandises et de la plus faible probabilité que la Banque du Canada hausse ses taux en 2014. Les activités sur le marché de l'habitation ont ralenti au quatrième trimestre civil, tandis qu'elles avaient affiché une remontée au troisième trimestre. Pour l'année civile 2014, nous prévoyons une croissance de l'économie canadienne de 2,5 %, en raison du solide niveau des dépenses de consommation et des investissements effectués par les entreprises, ainsi que de l'amélioration des exportations nettes. L'indice d'accessibilité à la propriété immobilière pourrait diminuer en 2014, en raison de la hausse prévue des taux d'intérêt à plus long terme. En raison du maintien d'un contexte de faible inflation, la Banque du Canada a maintenu le taux de financement à un jour à 1 % en janvier 2014, et nous ne nous attendons pas à ce qu'elle modifie ce taux avant le deuxième trimestre civil de 2015.

États-Unis

Le taux de croissance estimatif de l'économie américaine au quatrième trimestre civil de 2013 s'est établi à 2,4 %, résultat qui reflète la solide croissance des dépenses de consommation et le niveau élevé des exportations nettes. Le taux de chômage a reculé pour s'établir à son taux le plus bas des cinq dernières années, soit 7,0 %, au cours du quatrième trimestre civil de 2013, par rapport au taux de 7,2 % enregistré au troisième trimestre civil, en raison de la reprise continue du marché du travail. Au cours du premier trimestre civil de 2014, la Réserve fédérale a réduit ses achats d'actifs mensuels de 10 milliards de dollars à deux reprises (les faisant passer de 85 milliards à 65 milliards), situation qui reflète la confiance accrue dans la solidité de l'économie. Le gouvernement a négocié avec succès la conclusion d'une entente concernant le plafond de la dette en février 2014, réduisant ainsi les incertitudes concernant les perspectives économiques. Pour l'année civile 2014, nous prévoyons une croissance de l'économie américaine de 2,8 %, en raison du niveau élevé des dépenses de consommation et des solides activités sur les marchés de l'habitation, ainsi que des investissements à la hausse effectués par les entreprises. En raison de l'amélioration du marché du travail, la Réserve fédérale continuera probablement à réduire ses achats d'actifs mensuels, et nous nous attendons à ce qu'elle mette fin à ce programme d'ici la fin de 2014. En raison du maintien d'un contexte de faible inflation, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale maintienne son taux directeur dans la fourchette cible actuelle de 0,0 % à 0,25 %, jusqu'à la fin de 2015.

Europe

Le taux de croissance estimatif de l'économie dans la zone euro au quatrième trimestre civil de 2013 s'est établi à 0,3 %, résultat qui reflète le maintien d'une faible croissance. Le taux de chômage est demeuré élevé et s'est établi à 12,0 % en décembre 2013. La Banque centrale européenne (BCE) a maintenu son taux directeur à 0,25 % au cours du quatrième trimestre civil. Nous nous attendons à ce que la BCE réduise son taux directeur au premier trimestre civil de 2014, le ramenant de 0,25 % à 0,10 %, afin d'atténuer la volatilité continue sur le marché monétaire. Nous nous attendons à ce que la reprise de l'économie dans la zone euro se poursuive en 2014 et à ce que le taux de croissance de cette économie au cours de l'année civile soit de 1,0 %.

Marchés financiers

Les marchés financiers au Canada et aux États-Unis ont pour la plupart réagi favorablement à la décision de la Réserve fédérale de réduire ses achats mensuels d'actifs au cours de notre premier trimestre de 2014, mais la volatilité des marchés s'est accrue vers la fin du trimestre. La plus forte croissance prévue de l'économie en Amérique du Nord et la décision de la Réserve fédérale de réduire la taille de son programme d'achat de titres se sont traduites par une hausse des taux de rendement des obligations d'État à long terme au Canada et aux États-Unis. Les écarts de taux liés aux obligations de sociétés aux États-Unis ont diminué en janvier 2014 pour atteindre leur niveau le plus faible depuis le milieu de 2007, en raison de l'amélioration des perspectives liées à l'économie américaine. Les marchés des devises et les indices boursiers dans les marchés émergents sont devenus de plus en plus volatils vers la fin de notre trimestre, les investisseurs ayant réagi aux incertitudes d'ordre politique et économique qui touchent les marchés de certains pays émergents.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et en temps opportun des nouvelles exigences, et d'atténuer toute répercussion défavorable d'ordre commercial ou économique possible. Ces faits nouveaux comprennent la règle Volcker édictée en vertu de la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act aux États-Unis (loi Dodd-Frank). La version définitive du règlement donnant prise d'effet à la règle Volcker, qui comporte des modifications importantes par rapport à la version initiale, a été publiée en décembre 2013. Un grand nombre de ces modifications sont favorables, notamment celles qui permettent aux banques de négocier des titres d'emprunt garantis par des entités gouvernementales canadiennes, d'investir dans des fonds canadiens et d'effectuer des activités de négociation à l'extérieur des États-Unis. Le Board of Governors de la Réserve fédérale a prolongé de un an, soit jusqu'au 21 juillet 2015, la date limite de conformité à la règle Volcker. Nous évaluons l'incidence de la version définitive du règlement lié aux lignes directrices visant le capital, les liquidités et la gestion du risque s'appliquant aux banques étrangères ayant des filiales, des sociétés affiliées et des succursales aux États-Unis, publiée le 18 février 2014 par le Federal Reserve Board, qui concerne les articles 165 et 166 de la loi Dodd-Frank, intitulés Enhanced Prudential Standards and Early Remediation Requirements, pour les banques étrangères exerçant des activités aux États-Unis. Nous surveillons également les réformes mondiales concernant les dérivés hors cote, les propositions aux États-Unis visant les liquidités, le levier financier et le capital, ainsi que les modifications aux exigences concernant le capital et les liquidités apportées par le CBCB (accord de Bâle III), et nous nous préparons à leur mise en œuvre. Le 5 février 2014, le Canada et les États-Unis ont signé une entente intergouvernementale aux termes de la Convention fiscale entre le Canada et les États-Unis, en vertu de laquelle les institutions financières canadiennes semblent être dispensées de l'application d'un grand nombre des dispositions de la loi intitulée Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) aux États-Unis. Nous continuons d'accroître les informations que nous présentons en réponse aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du Conseil de stabilité financière.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents de notre rapport annuel 2013. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2013, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2014.

Principaux événements de 2014

Activités bancaires en Jamaïque

Le 29 janvier 2014, nous avons annoncé la signature d'un accord définitif visant la vente de RBC Royal Bank (Jamaica) Limited et de RBTT Securities Jamaica Limited (collectivement, les activités de RBC en Jamaïque) à Sagicor Group Jamaica Limited. La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment l'obtention des approbations réglementaires, et elle devrait être finalisée au deuxième trimestre. En raison de cette transaction, nous avons comptabilisé une perte de 60 millions de dollars ce trimestre. De plus, des montants inscrits au poste Autres composantes des capitaux propres relativement à la cession seront ultérieurement comptabilisés en résultat à la conclusion de la transaction. Au 31 janvier 2014, le poste Autres composantes des capitaux propres comprenait des pertes de change latentes de 40 millions de dollars liées à la cession. Pour plus de détails, se reporter à la note 7 de nos états financiers résumés.

Rendement financier

Les montants comparatifs présentés dans notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2014 ont été retraités afin de tenir compte de l'adoption de nouvelles normes comptables. Pour plus de détails sur l'adoption de ces nouvelles normes, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Vue générale

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est établi à 2 092 millions de dollars, soit une hausse de 45 millions, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,38 \$, en hausse de 0,04 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 18,1 %, en baisse de 190 points de base par rapport à 20,0 %. Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est établi à 9,7 % au 31 janvier 2014.

Nos résultats reflètent la solide croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens et la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes élevées. L'augmentation est aussi attribuable à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, aux avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité et à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, et par les revenus solides, mais toutefois légèrement à la baisse, tirés des Marchés Mondiaux et des services de banque d'investissement, par rapport aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent. De plus, notre bénéfice net a été touché de façon défavorable par une dotation de 40 millions de dollars (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles.

Pour plus de détails sur nos résultats et sur le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion du capital, respectivement.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net a diminué de 9 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a subi une baisse de 0,01 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a diminué de 70 points de base, par rapport à 18,8 % au dernier trimestre.

La diminution du bénéfice net reflète essentiellement la perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, laquelle a été en grande partie neutralisée par la hausse des revenus tirés des Marchés Mondiaux et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, ainsi que par la croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens et par l'incidence de la conversion des devises. Nos résultats au dernier trimestre tenaient compte d'ajustements fiscaux favorables de 124 millions de dollars ayant trait aux exercices précédents, et d'une charge de 160 millions (118 millions après impôt) découlant d'une modification de la législation fiscale au Canada, qui a une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de police.

Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

Nos résultats ont été touchés par la dépréciation du dollar canadien par rapport à d'autres devises au premier trimestre de 2014. Le tableau suivant reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013
Incidence sur le bénéfice <i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus (avant impôt)	238 \$	117 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances (avant impôt)	–	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (avant impôt)	17	11
Frais autres que d'intérêt (avant impôt)	143	74
Bénéfice net	47	16
Incidence sur le bénéfice par action :		
De base	0,03 \$	0,01 \$
Dilué	0,03	0,01

Le tableau suivant illustre les variations des taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)			
Dollar américain	0,926	0,960	1,005
Livre sterling	0,563	0,603	0,626
Euro	0,680	0,714	0,758

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
(en millions de dollars canadiens)			
Revenu d'intérêt	5 450 \$	5 391 \$	5 276 \$
Frais d'intérêt	1 990	2 040	1 992
Revenu net d'intérêt	3 460 \$	3 351 \$	3 284 \$
Services de placement (1)	1 788 \$	1 669 \$	1 524 \$
Activités d'assurance (1)	1 282	1 083	1 021
Activités de négociation	310	260	356
Services bancaires (1)	994	1 020	986
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	401	394	469
Autres (1)	219	142	218
Revenus autres que d'intérêt	4 994 \$	4 568 \$	4 574 \$
Total des revenus	8 454 \$	7 919 \$	7 858 \$
Renseignements supplémentaires liés aux activités de négociation			
Total des revenus tirés des activités de négociation			
Revenu net d'intérêt	429 \$	390 \$	438 \$
Revenus autres que d'intérêt	310	260	356
Total des revenus tirés des activités de négociation	739 \$	650 \$	794 \$

(1) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2013 pour une définition de ces catégories.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le total des revenus a augmenté de 596 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent. L'incidence de la conversion des devises ce trimestre s'est traduite par une augmentation de 238 millions de dollars du total de nos revenus.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 176 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation tient aussi à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada et à la forte croissance du portefeuille de prêts du secteur Marchés des Capitaux.

Les revenus tirés des services de placement ont augmenté de 264 millions de dollars, ou 17 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes du secteur Gestion de patrimoine. La hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement a également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés des activités d'assurance ont augmenté de 261 millions de dollars, ou 26 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance résultant de la baisse des taux d'intérêt à long terme, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'augmentation est aussi attribuable à deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni ce trimestre.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 46 millions de dollars, ou 13 %. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, s'est chiffré à 739 millions de dollars, en baisse de 55 millions, ou 7 %, en raison principalement des revenus à la baisse tirés de nos activités de négociation de titres à revenu fixe, y compris les pertes liées aux ajustements à la juste valeur de certains titres d'emprunt de RBC. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de marchandises.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 8 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui découle essentiellement de l'accroissement des volumes de transactions sur cartes de crédit.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont diminué de 68 millions de dollars, ou 14 %, résultat qui s'explique principalement par la diminution des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis, ainsi que par la réduction des activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada et en Europe. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des activités de montage de titres de participation au Canada.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le total des revenus a augmenté de 535 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que de l'incidence de 117 millions de la conversion des devises. L'augmentation est aussi attribuable à la croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens, à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, aux résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe découlant de l'accroissement des volumes de transactions des clients, ainsi qu'à deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni comptabilisés dans le secteur Assurances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis, ainsi que par la diminution des activités de syndication de prêts.

Dotation à la provision pour pertes sur créances**Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 57 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la diminution des dotations du secteur Marchés des Capitaux et à l'amélioration de la qualité du crédit de nos portefeuilles dans les Antilles, facteurs neutralisés en partie par la hausse des dotations des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 42 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction des dotations des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux et des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles, facteurs neutralisés en partie par la hausse des dotations du secteur Services bancaires canadiens.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 277 millions de dollars, ou 39 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. L'augmentation est aussi imputable à l'accroissement des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité et aux sinistres liés aux intempéries, ainsi qu'à deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 104 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. L'augmentation est aussi imputable à l'accroissement des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité et aux sinistres liés aux intempéries, ainsi qu'à deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni. Nos résultats au trimestre précédent tenaient compte d'une charge de 160 millions de dollars découlant d'une modification de la législation fiscale au Canada, qui a une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de police, facteur neutralisé en partie par les ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Salaires	1 200 \$	1 167 \$	1 116 \$
Rémunération variable	1 108	958	1 082
Avantages du personnel et conservation du personnel	431	358	370
Rémunération fondée sur des actions	111	47	81
Ressources humaines	2 850 \$	2 530 \$	2 649 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	10	–
Autres charges	1 531	1 611	1 394
Frais autres que d'intérêt	4 381 \$	4 151 \$	4 043 \$

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 338 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète principalement l'incidence de 143 millions de la conversion des devises ce trimestre, la perte de 60 millions liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque ainsi que la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités du secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation est aussi imputable à la hausse de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus du secteur Gestion de patrimoine, à une dotation de 40 millions de dollars liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, ainsi qu'à l'accroissement des coûts liés à l'effectif. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux et par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficience.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 230 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'accroissement des coûts liés à l'effectif et de la hausse de la rémunération variable découlant en grande partie de l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de l'augmentation des revenus du secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation est aussi imputable à l'incidence de 74 millions de dollars de la conversion des devises, ainsi qu'à la perte de 60 millions liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des honoraires et par la baisse saisonnière des coûts de marketing dans le secteur Services bancaires canadiens. De plus, les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Bénéfice net avant impôt	2 799 \$	2 556 \$	2 761 \$
Impôt sur le résultat	707 \$	455 \$	714 \$
Taux d'imposition effectif (1)	25,3 %	17,8 %	25,9 %

(1) Total de l'impôt sur le résultat en pourcentage du bénéfice net avant impôt sur le résultat.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

L'impôt sur le résultat a diminué de 7 millions de dollars, ou 1 %, et le taux d'imposition effectif s'est établi à 25,3 %, en baisse de 60 points de base par rapport à 25,9 % à l'exercice précédent. Ces résultats tiennent principalement à la réduction du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé, facteur neutralisé en partie par l'incidence de la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et par la comptabilisation d'ajustements fiscaux favorables à l'exercice précédent.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

L'impôt sur le résultat a augmenté de 252 millions de dollars, ou 55 %, et le taux d'imposition effectif s'est établi à 25,3 %, en hausse de 750 points de base par rapport à 17,8 % au trimestre précédent. L'augmentation tient essentiellement à l'incidence défavorable de la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi qu'à l'incidence favorable, au trimestre précédent, des ajustements fiscaux ayant trait aux exercices précédents.

Résultats des secteurs d'exploitation**Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation**

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2013. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2013.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR**Mesures du rendement****Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires**

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2013.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
	le 31 janvier 2014								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 048 \$	227 \$	155 \$	103 \$	486 \$	(14) \$	2 005 \$	2 016 \$	1 957 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	15 000	5 400	1 500	2 050	13 350	6 750	44 050	42 500	38 850
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	27,7 %	16,6 %	40,5 %	19,7 %	14,5 %	n.s.	18,1 %	18,8 %	20,0 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

(3) Calculé conformément à l'accord de Bâle III, incluant les périodes comparatives. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR**Bénéfice économique**

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives. Le bénéfice économique est une mesure hors PCGR qui n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2014, nous avons révisé le coût des capitaux propres; ce coût, qui était de 8,5 % en 2013, a été porté à 9,0 %, en raison principalement de la hausse des taux d'intérêt à long terme.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
	le 31 janvier 2014								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net	1 071 \$	235 \$	157 \$	106 \$	505 \$	18 \$	2 092 \$	2 101 \$	2 047 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	–	–	–	–	(23)	(25)	(24)	(25)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	7	20	–	5	–	1	33	30	27
Bénéfice net ajusté	1 076 \$	255 \$	157 \$	111 \$	505 \$	(4)\$	2 100 \$	2 107 \$	2 049 \$
Moins : Charge de capital	359	130	36	49	319	168	1 061	972	899
Bénéfice économique	717 \$	125 \$	121 \$	62 \$	186 \$	(172)\$	1 039 \$	1 135 \$	1 150 \$

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
Revenu net d'intérêt	2 443 \$	2 405 \$	2 314 \$
Revenus autres que d'intérêt	968	903	878
Total des revenus	3 411	3 308	3 192
Dotation à la provision pour pertes sur créances	274	275	241
Frais autres que d'intérêt	1 673	1 602	1 474
Bénéfice net avant impôt	1 464	1 431	1 477
Bénéfice net	1 071 \$	1 070 \$	1 104 \$
Revenus par division			
Services bancaires canadiens	3 178 \$	3 109 \$	2 989 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	233	199	203
Principales données et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	27,7 %	27,5 %	34,6 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,79 %	2,76 %	2,80 %
Ratio d'efficience (2)	49,0 %	48,4 %	46,2 %
Levier d'exploitation	(6,6)%	(2,7)%	1,9 %
Taux d'imposition effectif	26,8 %	25,2 %	25,3 %
Moyenne du total des actifs productifs (3)	347 200 \$	345 800 \$	327 400 \$
Moyenne des prêts et des acceptations (3)	347 300	345 200	326 300
Moyenne des dépôts	275 100	268 200	255 700
Biens administrés (4)	198 400	192 200	180 800
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,31 %	0,32 %	0,29 %

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains et en dollars de Trinité-et-Tobago (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos	
	Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus (avant impôt)	16 \$	8 \$
Frais autres que d'intérêt (avant impôt)	20	11
Bénéfice net	(5)	(4)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(8)%	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars de Trinité-et-Tobago	(8)%	(4)%

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 janvier 2014, laquelle s'est établie à 52,9 milliards de dollars et à 7,2 milliards, respectivement (53,9 milliards et 7,2 milliards au 31 octobre 2013; 44,6 milliards et 7,0 milliards au 31 janvier 2013).

(4) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 25,1 milliards de dollars et de 7,2 milliards, respectivement, au 31 janvier 2014 (25,4 milliards et 7,2 milliards au 31 octobre 2013; 30,1 milliards et 7,0 milliards au 31 janvier 2013).

Nos résultats au premier trimestre de 2014 ont été touchés par une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque. De plus, des montants inscrits au poste Autres composantes des capitaux propres relativement à la cession seront ultérieurement comptabilisés en résultat à la conclusion de la transaction. Au 31 janvier 2014, le poste Autres composantes des capitaux propres comprenait des pertes de change latentes de 40 millions de dollars liées à la cession. Pour plus de détails, se reporter à la note 7 de nos états financiers résumés.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a diminué de 33 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que la solide croissance des volumes de tous nos secteurs d'activité au pays et la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada ont été largement neutralisées par une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que par une dotation de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles.

Le total des revenus a augmenté de 219 millions de dollars, ou 7 %.

Les revenus tirés des Services bancaires canadiens ont augmenté de 189 millions de dollars, ou 6 %, en raison de la solide croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité, de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, et de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés des Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont accrus de 30 millions de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement de l'incidence de la conversion des devises et de l'augmentation du bénéfice tiré des placements dans une société liée.

La marge nette d'intérêt est demeurée relativement inchangée.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 33 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 2 points de base, en raison principalement de la hausse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux au Canada, facteur neutralisé en partie par la diminution des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 199 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et de la dotation liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que de l'accroissement des coûts liés à l'effectif et d'une provision pour litiges au Canada, facteurs neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité. L'augmentation est aussi imputable à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net est demeuré relativement inchangé, résultat qui tient au fait que la solide croissance des volumes de tous les secteurs d'activité au Canada a été en grande partie neutralisée par la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque dont il est fait mention ci-dessus.

Le total des revenus s'est accru de 103 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la croissance des volumes de tous les secteurs d'activité au Canada, de la hausse saisonnière des volumes de transactions sur cartes de crédit, et de l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

La marge nette d'intérêt s'est améliorée de 3 points de base, en raison principalement de la composition favorable du financement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée relativement inchangée.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 71 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient en grande partie à la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque dont il est fait mention ci-dessus, à l'accroissement des coûts liés à l'effectif, ainsi qu'à une provision pour litiges au Canada, facteurs neutralisés en partie par la baisse saisonnière des coûts de marketing au Canada.

Services bancaires canadiens

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)</i>			
Revenu net d'intérêt	2 296 \$	2 265 \$	2 169 \$
Revenus autres que d'intérêt	882	844	820
Total des revenus	3 178	3 109	2 989
Dotations à la provision pour pertes sur créances	258	249	213
Frais autres que d'intérêt	1 390	1 398	1 313
Bénéfice net avant impôt	1 530	1 462	1 463
Bénéfice net	1 137 \$	1 087 \$	1 090 \$
Revenus par division			
Services financiers aux particuliers	1 805 \$	1 776 \$	1 683 \$
Services financiers aux entreprises	758	750	738
Solutions cartes et paiements	615	583	568
Principales données et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	36,7 %	34,4 %	42,8 %
Marge nette d'intérêt ⁽¹⁾	2,73 %	2,70 %	2,73 %
Ratio d'efficacité ⁽²⁾	43,7 %	45,0 %	43,9 %
Levier d'exploitation	0,5 %	0,0 %	2,1 %
Taux d'imposition effectif	25,7 %	25,6 %	25,5 %
Moyenne du total des actifs productifs ⁽³⁾	334 200 \$	333 200 \$	315 600 \$
Moyenne des prêts et des acceptations ⁽³⁾	339 600	337 700	319 000
Moyenne des dépôts	259 800	253 600	242 100
Biens administrés ⁽⁴⁾	189 200	183 600	172 900
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,30 %	0,29 %	0,26 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 janvier 2014, laquelle s'est établie à 52,9 milliards de dollars et à 7,2 milliards, respectivement (53,9 milliards et 7,2 milliards au 31 octobre 2013; 44,6 milliards et 7,0 milliards au 31 janvier 2013).

(4) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 25,1 milliards de dollars et de 7,2 milliards, respectivement, au 31 janvier 2014 (25,4 milliards et 7,2 milliards au 31 octobre 2013; 30,1 milliards et 7,0 milliards au 31 janvier 2013).

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 47 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, ainsi que la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, qui s'est traduite par une hausse de 22 millions du bénéfice net, facteurs qui ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a augmenté de 189 millions de dollars. Notre acquisition d'Ally Canada s'est traduite par une augmentation de 62 millions de dollars, ou 2 %, du total des revenus, soit une hausse de 45 millions des revenus tirés des Services financiers aux particuliers et une augmentation de 17 millions des revenus tirés des Services financiers aux entreprises.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers ont augmenté de 122 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui tient en grande partie à la solide croissance des volumes de prêts hypothécaires, de prêts aux particuliers et de dépôts des particuliers, ainsi qu'à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 20 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète essentiellement la solide croissance des volumes de dépôts des entreprises et de prêts aux entreprises, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts découlant de la concurrence au chapitre des tarifs.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 47 millions de dollars, ou 8 %, en raison de l'accroissement des volumes de transactions sur cartes de crédit et des soldes des prêts.

La marge nette d'intérêt est demeurée inchangée par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que la compression des écarts découlant de la concurrence au chapitre des tarifs a été neutralisée par la composition favorable du financement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 45 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 4 points de base, résultats qui reflètent la hausse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 77 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient au fait que l'accroissement des coûts liés à l'effectif et la provision pour litiges ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité. La prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada s'est traduite par une augmentation de 12 millions de dollars (9 millions après impôt) des coûts au titre de l'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est accru de 50 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète essentiellement la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité.

Le total des revenus a augmenté de 69 millions de dollars, ou 2 %, en raison de la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, de la hausse saisonnière des volumes de transactions sur cartes de crédit, ainsi que de l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 3 points de base, en raison essentiellement de la composition favorable des produits et du financement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 9 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 1 point de base, résultats qui s'expliquent en grande partie par la hausse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts aux particuliers.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 8 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la baisse saisonnière des coûts de marketing, ainsi que de la réduction des honoraires, facteurs qui ont été neutralisés en grande partie par la hausse des coûts liés à l'effectif et par une provision pour litiges.

Gestion de patrimoine

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	111 \$	103 \$	96 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	1 017	910	828
Revenus tirés des transactions et autres revenus	407	402	416
Total des revenus	1 535	1 415	1 340
Dotations à la provision pour pertes sur créances	19	42	–
Frais autres que d'intérêt	1 191	1 089	1 027
Bénéfice net avant impôt	325	284	313
Bénéfice net	235 \$	202 \$	229 \$
Revenus par division			
Gestion de patrimoine – Canada	520 \$	493 \$	456 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	582	583	535
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	539	560	537
Gestion mondiale d'actifs (1)	433	339	349
Principales données et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,6 %	14,4 %	16,4 %
Marge avant impôt (2)	21,2 %	20,1 %	23,4 %
Nombre de conseillers (3)	4 371	4 366	4 389
Moyenne des prêts et acceptations	14 600	13 400	11 000
Moyenne des dépôts	34 800	33 200	30 400
Biens administrés – total	675 300 \$	639 200 \$	593 300 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	414 800	387 800	359 400
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	372 400	371 900	360 400
Biens sous gestion	411 500	387 200	353 400
Moyenne des biens administrés	663 000	628 000	585 800
Moyenne des biens sous gestion	402 000	381 900	347 600

	Pour les trimestres clos	
	Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013
Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus (avant impôt)	61 \$	31 \$
Frais autres que d'intérêt (avant impôt)	51	26
Bénéfice net	7	4
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(10)%	(7)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(10)%	(5)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(8)%	(4)%

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2014, les résultats de BlueBay ne sont plus présentés avec un décalage de un mois. En conséquence, les résultats du premier trimestre de 2014 tiennent compte des résultats de BlueBay pour quatre mois.

(2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.

(3) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 6 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, facteur neutralisé en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a augmenté de 195 millions de dollars, ou 15 %.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 64 millions de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes élevées.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont augmenté de 47 millions de dollars, ou 9 %. Libellés en dollars américains, les revenus sont demeurés relativement inchangés, résultat qui tient au fait que la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes a été en grande partie neutralisée par la diminution de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis et par la réduction des volumes de transactions.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 84 millions de dollars, ou 24 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation du capital et les ventes nettes élevées, de la prise en compte des revenus de BlueBay pour un mois supplémentaire⁽¹⁾ et de l'incidence de la conversion des devises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 19 millions de dollars, résultat qui reflète la dotation à la provision pour pertes sur créances supplémentaire comptabilisée ce trimestre relativement aux mêmes comptes que ceux s'étant répercutés sur les résultats du quatrième trimestre de 2013; les provisions au titre de ces comptes sont maintenant pleinement constituées.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 164 millions de dollars, ou 16 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, de la prise en compte des frais de BlueBay pour un mois supplémentaire⁽²⁾, de l'incidence de la conversion des devises, ainsi que de la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 33 millions de dollars, ou 16 %, résultat qui tient principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, aux honoraires liés au rendement semestriels, et à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus s'est accru de 120 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation du capital et les ventes nettes, des honoraires liés au rendement semestriels, de la prise en compte des revenus de BlueBay pour un mois supplémentaire⁽¹⁾, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 23 millions de dollars, résultat qui tient aux dotations moins élevées comptabilisées relativement aux mêmes comptes que ceux s'étant répercutés sur les résultats du quatrième trimestre de 2013; les provisions au titre de ces comptes sont maintenant pleinement constituées.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 102 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, de la prise en compte des frais de BlueBay pour un mois supplémentaire⁽¹⁾, de l'incidence de la conversion des devises, ainsi que de la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus.

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2014, les résultats de BlueBay ne sont plus présentés avec un décalage de un mois. En conséquence, les résultats du premier trimestre de 2014 tiennent compte des résultats de BlueBay pour quatre mois.

Assurances

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	953 \$	926 \$	913 \$
Revenu de placement (1)	260	92	39
Honoraires	69	82	69
Total des revenus	1 282	1 100	1 021
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	884	764	587
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	98	114	118
Frais autres que d'intérêt	147	143	136
Bénéfice net avant impôt	153	79	180
Bénéfice net	157 \$	107 \$	164 \$
Revenus par division			
Assurances – Canada	770 \$	611 \$	537 \$
Assurances – International	512	489	484
Principales données et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	40,5 %	31,8 %	42,9 %
Primes et dépôts (2)	1 276 \$	1 266 \$	1 195 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	123	(28)	(80)

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des obligations au titre des polices d'assurance sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a diminué de 7 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité et aux sinistres liés aux intempéries, facteur neutralisé en partie par le bénéfice tiré de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni ce trimestre.

Le total des revenus a augmenté de 261 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont augmenté de 233 millions de dollars, ou 43 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle découle de la diminution des taux d'intérêt à long terme et est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par la diminution des primes liées à nos polices d'assurance voyage.

Les revenus tirés du secteur Assurances – International se sont accrus de 28 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni ce trimestre.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 277 millions de dollars, ou 39 %, résultat qui tient en grande partie à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. L'augmentation tient également à la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité et des sinistres liés aux intempéries, ainsi qu'à deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 11 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et de l'accroissement des coûts liés à l'effectif.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 50 millions de dollars, ou 47 %. En excluant l'incidence défavorable de la charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'une modification de la législation fiscale au Canada comptabilisée au trimestre précédent⁽³⁾, le bénéfice net a diminué de 68 millions, ou 30 %, ce qui tient au fait que les résultats du trimestre précédent tenaient également compte d'ajustements favorables des provisions techniques et d'un profit à la vente de nos activités liées à l'assurance voyage au Canada. Au cours du trimestre considéré, le bénéfice tiré des deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni a été largement neutralisé par la hausse des coûts nets liés aux sinistres.

(3) Les résultats excluant l'incidence défavorable, au trimestre précédent, d'une charge découlant d'une modification de la législation fiscale au Canada, qui a une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de police, sont des mesures hors PCGR. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de la charge comptabilisée à l'exercice précédent donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants, permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance et devrait accroître la comparabilité de la performance financière pour le trimestre clos le 31 janvier 2014.

Le total des revenus a augmenté de 182 millions de dollars, ou 17 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des primes liées à nos activités d'assurance au Canada. Les revenus du trimestre précédent tenaient également compte d'un profit à la vente de nos activités liées à l'assurance voyage au Canada.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 104 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. L'augmentation tient également à la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité et des sinistres liés aux intempéries, ainsi qu'à deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni. Les résultats du trimestre précédent tenaient compte de la charge liée à certaines polices d'assurance vie individuelle dont il est fait mention ci-dessus, facteur neutralisé en partie par des ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 4 millions de dollars, ou 3 %.

Services aux investisseurs et trésorerie

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	183 \$	165 \$	175 \$
Revenus autres que d'intérêt	269	281	275
Total des revenus	452	446	450
Frais autres que d'intérêt	310	324	342
Bénéfice net avant impôt	142	122	108
Bénéfice net	106 \$	91 \$	79 \$
Principales données et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	19,7 %	17,9 %	15,3 %
Moyenne des dépôts	113 000 \$	102 800 \$	101 100 \$
Dépôts des clients	40 800	37 400	32 200
Dépôts liés au financement de gros	72 200	65 400	68 900
Biens administrés	3 426 000	3 208 800	2 995 600
Moyenne des biens administrés	3 344 000	3 153 400	2 928 100

	Pour les trimestres clos	
	Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013
Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
<i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus (avant impôt)	21 \$	10 \$
Frais autres que d'intérêt (avant impôt)	14	7
Bénéfice net	5	2
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(8) %	(4) %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(10) %	(7) %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(10) %	(5) %

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 27 millions de dollars, ou 34 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité, ainsi que la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des dépôts des clients. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de la conversion des devises.

Le total des revenus est demeuré relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que l'incidence de la conversion des devises et la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des dépôts des clients ont été neutralisées en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement, les résultats de l'exercice précédent ayant bénéficié du resserrement des écarts de taux ainsi que de la diminution des commissions de garde.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 32 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui tient essentiellement aux avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité, ainsi qu'au recouvrement non récurrent de frais juridiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la conversion des devises.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est accru de 15 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de l'augmentation des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement tirés des actifs détenus à des fins de liquidités, ainsi que de la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des dépôts des clients.

Le total des revenus a augmenté de 6 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement tirés des actifs détenus à des fins de liquidités, lesquels ont bénéficié de l'incidence favorable du resserrement des écarts de taux, ainsi que la volatilité accrue du marché des contrats de change à terme. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des dépôts des clients, et à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des commissions de garde.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 14 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement du recouvrement non récurrent de frais juridiques. La diminution est également attribuable aux avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à la gestion de l'efficacité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la conversion des devises.

Marchés des Capitaux

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt (1)	761 \$	694 \$	738 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 049	989	1 169
Total des revenus (1)	1 810	1 683	1 907
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(2)	11	109
Frais autres que d'intérêt	1 065	960	1 054
Bénéfice net avant impôt	747	712	744
Bénéfice net	505 \$	469 \$	462 \$
Revenus par division			
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	826 \$	786 \$	840 \$
Marchés Mondiaux	989	888	1 035
Autres	(5)	9	32
Principales données et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,5 %	14,0 %	16,1 %
Moyenne du total de l'actif	376 000 \$	358 500 \$	367 300 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	100 700	98 900	99 800
Moyenne des prêts et acceptations	60 600	57 400	52 800
Moyenne des dépôts	39 400	37 400	32 600
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,01)%	0,08 %	0,82 %

	Pour les trimestres clos	
	Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013	Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013
Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus (avant impôt)	103 \$	51 \$
Frais autres que d'intérêt (avant impôt)	79	42
Bénéfice net	14	5
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(8)%	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(10)%	(7)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(10)%	(5)%

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 s'élève à 95 millions de dollars (94 millions au 31 octobre 2013; 90 millions au 31 janvier 2013). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2013.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 43 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, de la réduction du taux d'imposition effectif ce trimestre, lequel s'est établi à 32,3 %, par rapport à 37,9 % à l'exercice précédent, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des revenus solides mais toutefois légèrement en baisse tirés des Marchés Mondiaux et des services de banque d'investissement, par rapport aux revenus élevés comptabilisés à l'exercice précédent, lesquels tenaient compte d'un profit non récurrent lié à la cession de nos actions de la London Metal Exchange (LME).

Le total des revenus a diminué de 97 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont diminué de 14 millions de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement de la réduction des activités de montage, principalement aux États-Unis, de la baisse des activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada et en Europe, ainsi que de la réduction des activités de syndication de prêts dans la plupart des secteurs géographiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la conversion des devises ainsi que par la solide croissance des prêts, principalement aux États-Unis.

Les revenus du secteur Marchés Mondiaux ont diminué de 46 millions de dollars, ou 4 %, La diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et des activités de montage de prêts, y compris les pertes liées aux ajustements à la juste valeur de certains titres d'emprunt de RBC, a été en grande partie neutralisée par l'incidence de la conversion des devises, par les revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation et par l'accroissement des activités de montage de titres de participation. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par la cession de nos actions de la LME.

Les pertes liées aux autres activités se sont établies à 5 millions de dollars, par rapport à des revenus de 32 millions à l'exercice précédent, résultat qui est principalement imputable aux pertes liées à nos portefeuilles existants de titres à enchères liés aux prêts aux étudiants aux États-Unis, des profits à ce titre ayant été comptabilisés à l'exercice précédent, ainsi qu'à la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un profit sur les produits à valeur stable existants liés aux contrats d'assurance vie détenus par des banques.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une reprise de provision pour pertes sur créances de 2 millions de dollars ayant trait à quelques comptes, par rapport à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 109 millions à l'exercice précédent. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 11 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises, facteur neutralisé par la diminution de la rémunération variable et par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficience.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 36 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des Marchés Mondiaux et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la rémunération variable. Les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes.

Le total des revenus a augmenté de 127 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement des revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe découlant de l'accroissement des volumes de transactions des clients, ainsi que de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de marchandises et de devises, facteurs neutralisés en partie par les pertes liées aux ajustements à la juste valeur de certains titres d'emprunt de RBC. L'augmentation est également attribuable à l'incidence de la conversion des devises, à l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition, ainsi qu'à la solide croissance des activités de prêts, principalement aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis, et par la baisse des activités de syndication de prêts, comparativement aux niveaux élevés enregistrés au dernier trimestre.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une reprise de provision pour pertes sur créances de 2 millions de dollars ayant trait à quelques comptes, par rapport à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 11 millions au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 105 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui tient principalement à l'accroissement de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse enregistrés, ainsi qu'à l'incidence de 42 millions de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficience. Les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(38) \$	(16) \$	(39) \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt	2	(17)	(13)
Total des revenus (1)	(36)	(33)	(52)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	6	(1)
Frais autres que d'intérêt	(5)	33	10
Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)	(32)	(72)	(61)
Charge (économie) d'impôt (1)	(50)	(234)	(70)
Bénéfice net (2)	18 \$	162 \$	9 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 s'est établi à 23 millions de dollars (24 millions au 31 octobre 2013; 23 millions au 31 janvier 2013).

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant lié à la majoration pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 s'est établi à 95 millions de dollars, par rapport à 94 millions au trimestre précédent et à 90 millions à la période correspondante de l'exercice précédent. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2013.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Premier trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est élevé à 18 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est établi à 162 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement les ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 124 millions lié à des exercices précédents, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Premier trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est élevé à 9 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement nos mesures de gestion de l'actif et du passif, facteur neutralisé en partie par des ajustements fiscaux nets défavorables.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport à d'autres devises. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2014	2013				2012		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Activités poursuivies								
Revenu net d'intérêt	3 460 \$	3 351 \$	3 392 \$	3 222 \$	3 284 \$	3 174 \$	3 273 \$	3 010 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 994	4 568	3 776	4 495	4 574	4 294	4 290	3 566
Total des revenus	8 454 \$	7 919 \$	7 168 \$	7 717 \$	7 858 \$	7 468 \$	7 563 \$	6 576 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	292	334	267	287	349	361	324	347
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	982	878	263	938	705	770	1 000	640
Frais autres que d'intérêt	4 381	4 151	3 991	4 009	4 043	3 854	3 586	3 533
Bénéfice net avant impôt	2 799 \$	2 556 \$	2 647 \$	2 483 \$	2 761 \$	2 483 \$	2 653 \$	2 056 \$
Impôt sur le résultat	707	455	362	574	714	584	408	505
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 092 \$	2 101 \$	2 285 \$	1 909 \$	2 047 \$	1 899 \$	2 245 \$	1 551 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–	(30)
Bénéfice net	2 092 \$	2 101 \$	2 285 \$	1 909 \$	2 047 \$	1 899 \$	2 245 \$	1 521 \$
Bénéfice par action – de base	1,39 \$	1,40 \$	1,52 \$	1,26 \$	1,35 \$	1,25 \$	1,49 \$	0,99 \$
– dilué	1,38	1,39	1,51	1,25	1,34	1,24	1,48	0,98
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies – de base	1,39 \$	1,40 \$	1,52 \$	1,26 \$	1,35 \$	1,25 \$	1,49 \$	1,01 \$
– dilué	1,38	1,39	1,51	1,25	1,34	1,24	1,48	1,00
Bénéfice net (perte nette) par secteur lié aux activités poursuivies								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 071 \$	1 070 \$	1 167 \$	1 039 \$	1 104 \$	1 026 \$	1 093 \$	933 \$
Gestion de patrimoine	235	202	233	222	229	204	154	210
Assurances	157	107	160	164	164	195	178	150
Services aux investisseurs et trésorerie	106	91	104	65	79	71	69	(121)
Marchés des Capitaux	505	469	386	383	462	409	427	370
Services de soutien généraux	18	162	235	36	9	(6)	324	9
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 092 \$	2 101 \$	2 285 \$	1 909 \$	2 047 \$	1 899 \$	2 245 \$	1 551 \$
Total du bénéfice net	2 092 \$	2 101 \$	2 285 \$	1 909 \$	2 047 \$	1 899 \$	2 245 \$	1 521 \$
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	25,3 %	17,8 %	13,7 %	23,1 %	25,9 %	23,5 %	15,4 %	24,6 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,926 \$	0,960 \$	0,963 \$	0,982 \$	1,005 \$	1,011 \$	0,982 \$	1,008 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

Éléments importants ayant eu une incidence sur nos résultats consolidés

- Pour le premier trimestre de 2014, nos résultats tiennent compte d'une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque.
- Pour le quatrième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'une nouvelle loi fiscale au Canada qui a une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices, ainsi que d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 124 millions de dollars ayant trait à des exercices précédents.
- Pour le troisième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions de dollars lié à l'exercice précédent.
- Pour le deuxième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, laquelle touche principalement nos activités en Europe.
- Pour le troisième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions de dollars et d'un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) au titre du remboursement d'impôts payés, lequel découle du règlement de plusieurs questions fiscales avec l'ARC, ainsi que d'un ajustement favorable de 125 millions (92 millions après impôt) lié à la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, et d'une perte supplémentaire de 12 millions (11 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.
- Pour le deuxième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte d'une perte de 212 millions de dollars (202 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

Analyse des tendances

Le raffermissement de l'économie au Canada et aux États-Unis s'est poursuivi au cours de la période. Les marchés financiers au Canada et aux États-Unis se sont améliorés en 2013, mais certains marchés ont affiché une volatilité vers la fin du trimestre considéré. Les marchés financiers mondiaux ont de façon générale été volatils au cours de la période, en raison de la persistance des inquiétudes liées à l'endettement d'États souverains en Europe, ainsi que des récentes préoccupations liées à la stabilité politique et économique de certaines économies émergentes.

De façon générale, le bénéfice a été robuste au cours de la période, résultat qui tient à la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et au rendement élevé du secteur Marchés des Capitaux, y compris les solides résultats comptabilisés au cours des deux derniers trimestres. Les résultats du secteur Gestion de patrimoine ont de façon générale affiché une tendance à la hausse depuis le troisième trimestre de 2012, en raison de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions, la baisse enregistrée au quatrième trimestre de 2013 découlant de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les résultats du secteur Assurances ont continué de fluctuer au cours de la période, situation qui tient au calendrier des nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, aux ajustements des provisions techniques et aux coûts liés aux sinistres, et ils ont été touchés de façon

défavorable au quatrième trimestre de 2013 par une charge découlant d'une nouvelle loi fiscale au Canada qui a une incidence sur certaines polices d'assurance vie individuelle. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie ont fluctué au cours de la période, mais ils ont de façon générale affiché une tendance à la hausse, qui tient aux avantages que nous tirons de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité, ainsi qu'au rendement amélioré de ce secteur.

Les revenus ont continué d'afficher une tendance à la hausse au cours de la période, mais ils ont subi certaines fluctuations. L'augmentation générale des revenus au cours de la période résulte toujours de la forte croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, de la croissance du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, et de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Les revenus du secteur Services aux investisseurs et trésorerie sont attribuables à la hausse générale des commissions de garde et des revenus de change au cours de la période. Notre acquisition d'Ally Canada s'est traduite par des revenus supplémentaires depuis le deuxième trimestre de 2013. Les revenus tirés des activités de négociation ont, de façon générale, fluctué au cours de la période, l'augmentation enregistrée au cours des deux derniers trimestres tenant à l'amélioration des conditions du marché. Le revenu net d'intérêt a continué d'afficher une tendance à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts découlant du maintien de faibles taux d'intérêt et par la concurrence au chapitre des taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est, de façon générale, demeurée stable au cours de la période. Les dotations comptabilisées dans le secteur Marchés des Capitaux ont fluctué au cours de la période et affiché une tendance à la baisse au cours des quatre derniers trimestres. Malgré l'augmentation des dotations comptabilisées dans le secteur Services bancaires canadiens ce trimestre, la stabilisation de la qualité des actifs liés au portefeuille de prêts de détail au Canada et l'amélioration de la qualité du crédit liée à notre portefeuille dans les Antilles ont contribué à la stabilité. Depuis le troisième trimestre de 2013, nous avons comptabilisé des dotations ayant trait à quelques comptes dans le secteur Gestion de patrimoine.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi été touchés par la croissance des volumes liés à nos activités d'assurance, par les ajustements apportés aux provisions techniques et par la diminution générale des coûts liés aux sinistres. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance au quatrième trimestre de 2013 tiennent compte d'une charge découlant d'une nouvelle loi fiscale au Canada qui a une incidence sur certaines polices d'assurance vie individuelle et dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, qui tient à la croissance des activités. L'augmentation est aussi imputable aux coûts supplémentaires liés à notre acquisition d'Ally Canada au deuxième trimestre de 2013. Les résultats ce trimestre ont été touchés par la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque dont il est fait mention ci-dessus. Les dotations liées à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles ont eu une incidence sur nos résultats ce trimestre et sur nos résultats au quatrième trimestre de 2013. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée aux activités de gestion de l'efficacité.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice présenté dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et divers ajustements fiscaux. La réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi au cours de la période a, de façon générale, donné lieu à une diminution de notre taux d'imposition effectif. Aux troisième et quatrième trimestres de 2013, le taux d'imposition effectif a été touché par les ajustements fiscaux nets favorables liés à des exercices précédents dont il est fait mention ci-dessus.

Résultats par secteur géographique (1)

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos											
	le 31 janvier 2014				le 31 octobre 2013				le 31 janvier 2013			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Total des revenus	5 385 \$	1 560 \$	1 509 \$	8 454 \$	5 070 \$	1 450 \$	1 399 \$	7 919 \$	4 810 \$	1 544 \$	1 504 \$	7 858 \$
Bénéfice net	1 586 \$	332 \$	174 \$	2 092 \$	1 499 \$	456 \$	146 \$	2 101 \$	1 531 \$	341 \$	175 \$	2 047 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails, se reporter à la note 29 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 55 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la solide croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par l'accroissement des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité et aux sinistres liés aux intempéries du secteur Assurances.

Le bénéfice net aux États-Unis a diminué de 9 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la réduction des activités de montage du secteur Marchés des Capitaux et des pertes liées à nos portefeuilles existants de titres à enchères liés aux prêts aux étudiants aux États-Unis, des profits à ce titre ayant été comptabilisés à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la réduction du taux d'imposition effectif du secteur Marchés des Capitaux pour le trimestre considéré par rapport à l'exercice précédent, et par l'incidence de la conversion des devises.

Le bénéfice net dans les autres pays est demeuré relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent; ce résultat tient au fait que la perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, les revenus à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe en Europe, la dotation de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles ont été en grande partie neutralisés par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée au secteur Marchés des Capitaux et aux services bancaires dans les Antilles, par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion de l'efficacité, ainsi que par l'accroissement du bénéfice du secteur Assurances découlant de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au cours du trimestre considéré.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 87 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la solide croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux. De plus, les résultats du Secteur Assurances au trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'une modification de la législation fiscale au Canada, facteur neutralisé en partie par des ajustements favorables des provisions techniques.

Le bénéfice net aux États-Unis a reculé de 124 millions de dollars, ou 27 %, résultat qui s'explique par le fait que nos résultats au trimestre précédent ont été touchés de façon favorable par un ajustement fiscal de 124 millions de dollars. La hausse de la rémunération variable tenant à l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux et la diminution des activités de montage de prêts ont été largement neutralisées par les revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe découlant de l'accroissement des volumes de transactions des clients, par l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition, ainsi que par l'incidence de la conversion des devises.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 28 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans les secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, et de la diminution de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux. L'augmentation est aussi attribuable au bénéfice découlant de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, aux honoraires liés au rendement semestriels comptabilisés dans le secteur Gestion de patrimoine, et à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe.

Situation financière**Bilans résumés (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
Actif			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	13 786 \$	15 550 \$	13 539 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 245	9 039	8 480
Valeurs mobilières	189 494	182 710	169 216
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	140 669	117 517	121 333
Prêts			
Prêts de détail	322 518	320 627	301 308
Prêts de gros	95 089	90 182	81 627
Provision pour pertes sur prêts	(1 979)	(1 959)	(1 954)
Actif net lié aux fonds distincts	542	513	406
Autres – Dérivés	79 475	74 822	87 243
– Autres	56 875	50 744	55 738
Total de l'actif	904 714 \$	859 745 \$	836 936 \$
Passif			
Dépôts	590 423 \$	559 350 \$	515 536 \$
Passif lié aux fonds distincts	542	513	406
Autres – Dérivés	80 702	76 745	92 262
– Autres	174 521	166 234	173 301
Débitures subordonnées	6 521	7 443	9 441
Passif au titre des actions privilégiées	490	–	–
Total du passif	853 199	810 285	790 946
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	49 743	47 665	44 226
Participations ne donnant pas le contrôle	1 772	1 795	1 764
Total des capitaux propres	51 515	49 460	45 990
Total du passif et des capitaux propres	904 714 \$	859 745 \$	836 936 \$

(1) Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

Notre bilan consolidé a été touché par la conversion des devises, laquelle a donné lieu à une augmentation du total de l'actif et du total du passif et des capitaux propres d'environ 35 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent et d'environ 24 milliards par rapport au dernier trimestre, en raison de la dépréciation du dollar canadien.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le total de l'actif a augmenté de 68 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques sont demeurés relativement inchangés par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que la baisse des dépôts auprès des banques centrales a été en grande partie neutralisée par l'augmentation des dépôts de nuit et par l'incidence de la conversion des devises.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 20 milliards de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises et à l'augmentation des titres d'emprunt de gouvernements et de sociétés dans le cadre de nos mesures de gestion du risque de liquidité et de financement.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 19 milliards de dollars, ou 16 %, résultat qui tient essentiellement à l'accroissement des activités des clients et à l'incidence de la conversion des devises.

Les prêts ont augmenté de 35 milliards de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et de l'augmentation des prêts de gros découlant de la croissance des activités. L'augmentation est aussi attribuable à notre acquisition d'Ally Canada et à l'incidence de la conversion des devises.

Les actifs dérivés ont diminué de 8 milliards de dollars, ou 9 %, résultat qui s'explique essentiellement par la diminution de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, facteur neutralisé en partie par la hausse de la juste valeur des positions liées aux swaps de devises.

Le total du passif a augmenté de 62 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts ont augmenté de 75 milliards de dollars, ou 15 %, résultat qui tient principalement à l'accroissement des dépôts des entreprises découlant en grande partie de l'émission d'obligations sécurisées et d'autres billets à terme fixe aux fins du respect des exigences relatives au financement, et à la croissance des activités des clients. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail.

Les passifs dérivés ont diminué de 12 milliards de dollars, ou 13 %, résultat qui est principalement attribuable à la diminution de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, facteur neutralisé en partie par la hausse de la juste valeur des positions liées aux swaps de devises.

Les autres passifs se sont accrus de 1 milliard de dollars, ou 1 %, résultat qui reflète essentiellement l'incidence de la conversion des devises. Ce facteur a été en grande partie neutralisé par la diminution des engagements afférents à des titres vendus à découvert, par la réduction des conventions de rachat, ainsi que par la réduction des exigences relatives aux garanties en espèces.

Le total des capitaux propres a augmenté de 6 milliards de dollars, ou 12 %, résultat qui reflète principalement la hausse des bénéfices non distribués, déduction faite des dividendes.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le total de l'actif a augmenté de 45 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui est principalement attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à l'augmentation des biens achetés en vertu de conventions de revente, laquelle découle en grande partie de l'augmentation des activités des clients. L'augmentation est aussi attribuable à la croissance des prêts de gros découlant de l'accroissement des activités des clients.

Le total du passif a augmenté de 43 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises et à l'accroissement des dépôts des entreprises découlant en grande partie de nos émissions d'obligations sécurisées et d'autres billets à terme fixe aux fins du respect des exigences relatives au financement. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des dépôts à des banques et des conventions de rachat découlant de l'accroissement des activités des clients.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces transactions comprennent les transactions avec des entités structurées et peuvent aussi comprendre l'émission de garanties. Ces transactions entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements est présentée aux pages 48 à 51 de notre rapport annuel 2013.

Nous avons recours à des entités structurées pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

La majorité de nos transactions de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH), et ces prêts hypothécaires ne sont pas décomptabilisés dans nos bilans consolidés. Pour des détails sur nos transactions, se reporter aux notes 6 et 7 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Participations dans des entités structurées non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits d'investissement et d'autres types de financement structuré. Le tableau suivant fournit des renseignements sur les entités structurées dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives, mais que nous n'avons pas consolidées.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 janvier 2014		31 octobre 2013		31 janvier 2013	
	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)
Entités structurées non consolidées						
Conduits multicédants (2)	32 434 \$	32 936 \$	31 075 \$	31 556 \$	28 052 \$	28 471 \$
Entités de financement structuré	4 149	1 371	3 895	1 272	4 446	1 515
Fonds de placement	1 860	1 686	1 621	1 461	1 856	1 356
Entités de titrisation de tiers	10 725	1 016	8 098	992	8 156	1 178
Autres	251	76	315	91	1 245	269
	49 419 \$	37 085 \$	45 004 \$	35 372 \$	43 755 \$	32 789 \$

(1) Le risque de perte maximal découlant des participations financières significatives détenues dans ces entités est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit, et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.

(2) Représente les conduits multicédants que nous gérons.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite, entre autres, l'examen des données concernant le rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos cotes chaque trimestre et nous confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle cote sur une base annuelle. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Une tranche d'environ 76 % des actifs dans des entités structurées non consolidées dans lesquelles nous détenons des participations financières importantes est assortie d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 81 % au trimestre précédent et à 78 % à l'exercice précédent. La diminution par rapport aux périodes précédentes tient principalement aux activités de négociation effectuées au cours du trimestre, y compris l'achat d'obligations émises par une entité de titrisation de tiers dont les actifs constituent des prêts hypothécaires à taux variable. Dans le cas des conduits multicédants, 99 % des actifs sont assortis d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, soit un résultat conforme à celui du trimestre précédent et de l'exercice précédent. Toutes les transactions financées par les conduits multicédants non consolidés sont assorties d'une note attribuée sur une base interne au moyen d'un système qui est, dans l'ensemble, conforme aux systèmes utilisés par les agences de notation externes.

Les actifs dans les entités structurées non consolidées au 31 janvier 2014 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,7 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients.

Au 31 janvier 2014, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, et de 4,5 milliards, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent. Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont augmenté de 147 millions de dollars par rapport au trimestre précédent et de 388 millions par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels par rapport au trimestre précédent s'explique principalement par les écarts de change. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent reflète les écarts de change et l'augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants visant à soutenir les besoins de nos clients en matière de titrisation. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités a augmenté de 46 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison des fluctuations des taux de change, et il a diminué de 332 millions par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison du remboursement intégral de plusieurs prêts.

Notre risque global a augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par les écarts de change, et de 4,5 milliards, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète les écarts de change et la croissance continue des activités, laquelle a donné lieu à une augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants. De ce fait, le total de l'actif des conduits multicédants a augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, et de 4,4 milliards, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui a trait principalement aux catégories d'actifs Prêts sur cartes de crédit, Prêts automobiles et crédit-bail automobile et Financement au secteur des transports.

Au 31 janvier 2014, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 20 milliards de dollars, en hausse de 1,5 milliard, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, et de 2,8 milliards, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent reflète principalement les écarts de change et le plus grand recours au papier commercial par les clients. Une tranche de 73 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une cote parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA, et la tranche restante du papier commercial a obtenu une cote se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation, comparativement à 75 % au trimestre précédent et à 75 % à l'exercice précédent.

Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. La juste valeur de nos placements au 31 janvier 2014 s'élevait à 4 millions de dollars (14 millions au 31 octobre 2013; 5 millions au 31 janvier 2013). La variation de nos placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères d'entités qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Au 31 janvier 2014, le total des actifs des fiducies de titres à enchères non consolidées dans lesquelles nous avons des placements significatifs s'établissait à 2,9 milliards de dollars (2,8 milliards au 31 octobre 2013; 3,1 milliards au 31 janvier 2013). Le risque de perte maximal, qui représente notre placement dans ces fiducies de titres à enchères figurant au bilan, s'élevait à 728 millions de dollars au 31 janvier 2014 (680 millions au 31 octobre 2013; 750 millions au 31 janvier 2013). L'augmentation du risque de perte maximal par rapport au trimestre précédent a trait à des écarts de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Au 31 janvier 2014, environ 89 % de ces placements présentaient une note AA ou supérieure, selon les notations publiées par Standard & Poor's (S&P).

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales dans lesquels nous détenons des participations significatives mais que nous ne consolidons pas. Au 31 janvier 2014, le total de l'actif de ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 1,0 milliard de dollars (941 millions au 31 octobre 2013; 1,2 milliard au 31 janvier 2013), et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés était de 627 millions (572 millions au 31 octobre 2013; 690 millions au 31 janvier 2013).

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds référencés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés, lesquels sont également gérés par des tiers. Notre risque maximal au 31 janvier 2014, qui vise principalement nos placements dans les fonds référencés, s'est établi à 1,0 milliard de dollars (867 millions au 31 octobre 2013; 1,0 milliard au 31 janvier 2013). Le total de l'actif détenu dans des fonds référencés non consolidés, au 31 janvier 2014, s'est élevé à 1,2 milliard de dollars (1,0 milliard au 31 octobre 2013; 1,5 milliard au 31 janvier 2013).

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Les fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et ils investissent dans des portefeuilles d'obligations municipales exonérées d'impôt. Au 31 janvier 2014, le total de l'actif de ces fonds s'élevait à 623 millions de dollars (584 millions au 31 octobre 2013; 322 millions au 31 janvier 2013) et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés, qui reflète nos engagements inutilisés relatifs aux liquidités, s'élevait à 634 millions (594 millions au 31 octobre 2013; 328 millions au 31 janvier 2013). L'augmentation du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent a trait principalement à des écarts de taux de change et à de nouveaux engagements conclus à l'exercice précédent, respectivement.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations significatives dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités structurées. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Le total de l'actif de ces fonds s'élevait à 5,6 milliards de dollars au 31 janvier 2014 (4,4 milliards au 31 octobre 2013; 4,6 milliards au 31 janvier 2013), et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités se chiffrait à 833 millions (774 millions au 31 octobre 2013; 1,1 milliard au 31 janvier 2013). L'augmentation du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport aux périodes précédentes reflète principalement les actifs titrisés supplémentaires financés par nous et par d'autres investisseurs dans une entité au cours du trimestre. La diminution du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport à l'exercice précédent reflète la nature amortissable de plusieurs de ces transactions et le remboursement intégral d'une transaction.

Nous investissons également dans des titres émis par des entités structurées non consolidées mises en place par des tiers, y compris des entités dont le gouvernement est le promoteur, dans le cadre de nos activités de négociation. Ces placements ne sont assortis d'aucun engagement de financement; par conséquent, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés se limite à notre placement. Au 31 janvier 2014, le total des actifs des entités dans lesquelles nous avons des placements significatifs s'établissait à 5,2 milliards de dollars (3,7 milliards au 31 octobre 2013; 3,6 milliards au 31 janvier 2013). Le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités s'élevait à 183 millions de dollars (218 millions au 31 octobre 2013; 99 millions au 31 janvier 2013). La variation des montants présentés relativement à ces entités reflète des niveaux normaux d'activités de négociation, ainsi que la mesure dans laquelle nos placements dans certaines entités est significative à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'est établi à 244 milliards de dollars au 31 janvier 2014, comparativement à 232 milliards au trimestre précédent et à 215 milliards à l'exercice précédent. L'augmentation par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent tient principalement à l'augmentation des autres engagements de crédit découlant de la croissance des activités, ainsi qu'à l'incidence du change. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement et à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Gestion du risque**Risque de crédit****Risque de crédit par portefeuille et par secteur, montant brut**

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 octobre 2013
	31 janvier 2014						Risque total (3)	
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation				
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres		Risque total (3)		
En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)		Dérivés (2)				
Prêts hypothécaires résidentiels	210 246 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	210 246 \$	209 238 \$	
Prêts aux particuliers	94 336	79 049	–	–	–	173 385	170 755	
Prêts sur cartes de crédit	14 016	20 261	–	–	–	34 277	34 489	
Prêts aux petites entreprises (4)	3 920	4 203	–	–	–	8 123	8 071	
Prêts de détail	322 518 \$	103 513 \$	– \$	– \$	– \$	426 031 \$	422 553 \$	
Prêts aux entreprises (4)								
Exploitations agricoles	5 524 \$	779 \$	37 \$	– \$	93 \$	6 433 \$	6 152 \$	
Industrie automobile	6 456	3 882	233	–	635	11 206	10 475	
Biens de consommation	6 393	5 420	457	–	246	12 516	12 667	
Énergie	9 127	20 790	3 233	–	2 280	35 430	33 936	
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	5 186	9 535	13 458	154 142	20 042	202 363	179 464	
Industrie forestière	959	426	107	–	25	1 517	1 446	
Produits industriels	4 149	3 766	371	–	342	8 628	8 344	
Mines et métaux	1 006	2 760	856	–	209	4 831	4 687	
Secteur immobilier et secteurs connexes	25 840	6 087	1 582	16	310	33 835	31 663	
Technologie et médias	4 693	7 481	528	3	711	13 416	12 012	
Transport et environnement	5 593	3 146	1 528	–	387	10 654	10 763	
Autres	24 904	10 207	9 940	2 970	12 755	60 776	58 543	
Organismes souverains (4)	4 641	5 720	35 558	33 900	10 014	89 833	80 224	
Banques (4)	1 121	297	69 428	112 215	20 645	203 706	177 793	
Prêts de gros	105 592 \$	80 296 \$	137 316 \$	303 246 \$	68 694 \$	695 144 \$	628 169 \$	
Risque total	428 110 \$	183 809 \$	137 316 \$	303 246 \$	68 694 \$	1 121 175 \$	1 050 722 \$	

(1) Tient compte des passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, les titres d'emprunt disponibles à la vente et les dépôts auprès d'institutions financières.

(2) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation.

(3) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(4) Se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2013 pour obtenir la définition de ces termes.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a augmenté de 70 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la hausse enregistrée relativement aux prêts de gros. Les risques liés aux prêts de détail ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 1 %, résultat qui s'explique en grande partie par la croissance continue des volumes de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires résidentiels. Le risque de crédit lié aux prêts de gros a augmenté de 67 milliards de dollars, ou 11 %, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises et de l'augmentation des biens achetés en vertu de conventions de revente, laquelle tient en grande partie à l'accroissement des engagements relatifs au financement. Le taux d'utilisation des prêts de gros s'est établi à 37 %, soit un taux inchangé par rapport au trimestre précédent.

Risque de crédit brut par région (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 octobre 2013
	31 janvier 2014			Risques liés aux activités de négociation			
	Risques liés aux prêts et autres risques			Mise en pension de titres			
	Prêts et acceptations			Dérivés			
En cours	Engagements inutilisés	Autres	Dérivés	Risque total		Risque total	
Canada	375 521 \$	131 934 \$	58 984 \$	65 546 \$	22 918 \$	654 903 \$	640 407 \$
États-Unis	26 600	37 896	19 289	144 412	11 731	239 928	211 932
Europe	12 926	11 158	40 604	69 063	29 822	163 573	143 925
Autres pays	13 063	2 821	18 439	24 225	4 223	62 771	54 458
Risque total	428 110 \$	183 809 \$	137 316 \$	303 246 \$	68 694 \$	1 121 175 \$	1 050 722 \$

(1) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

La composition géographique du risque de crédit brut auquel nous sommes exposés a varié légèrement par rapport au trimestre précédent; elle a diminué de 3 % au Canada et a augmenté de 1 % aux États-Unis, en Europe et dans les autres pays, et elle s'est établie à 58 %, à 21 %, à 15 % et à 6 %, respectivement, à la fin du trimestre. Ces variations découlent essentiellement de l'incidence de la conversion des devises.

Risque lié à l'Europe

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 octobre 2013
	31 janvier 2014			Risques liés aux activités de négociation				
	Prêts et acceptations			Autres				
	En cours	Engagements inutilisés (1)	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total lié à l'Europe	
Risque brut lié à l'Europe	12 926 \$	11 158 \$	21 374 \$	19 230 \$	69 063 \$	29 822 \$	163 573 \$	143 925 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	-	-	-	-	66 774	-	66 774	54 416
Montant additionnel au titre du risque de crédit éventuel	-	-	-	-	-	20 021	20 021	18 827
Engagements inutilisés	-	11 158	-	19 230	-	-	30 388	27 719
Risque de crédit brut lié à l'Europe – en cours	12 926 \$	- \$	21 374 \$	- \$	2 289 \$	9 801 \$	46 390 \$	42 963 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	-	-	-	-	-	7 385	7 385	6 306
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	-	-	17 193	-	-	-	17 193	13 816
Risque net lié à l'Europe (3)	12 926 \$	- \$	38 567 \$	- \$	2 289 \$	2 416 \$	56 198 \$	50 473 \$

(1) Se compose d'engagements inutilisés de 8,1 milliards de dollars à des entreprises, de 2,2 milliards à des institutions financières et de 0,9 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 4,2 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 2,7 milliards en France, de 1,8 milliard en Allemagne, de 250 millions en Irlande et de 205 millions en Espagne, la tranche résiduelle de 2,0 milliards ayant trait aux autres pays européens. Plus de 88 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une note de première qualité.

(2) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 17,2 milliards de dollars (13,8 milliards au 31 octobre 2013), des dépôts de 13,0 milliards (13,8 milliards au 31 octobre 2013) et des titres disponibles à la vente de 8,4 milliards (7,8 milliards au 31 octobre 2013).

(3) Exclut un risque de 1,6 milliard de dollars (1 milliard au 31 octobre 2013) lié aux organismes supranationaux et un risque de 2,6 milliards (2,4 milliards au 31 octobre 2013) lié aux produits de réassurance crédit.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III. En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Conformément à cette définition, le total du risque de crédit lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 164 milliards de dollars au 31 janvier 2014. Le risque de crédit brut lié à l'Europe en cours se chiffrait à 46 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres de 67 milliards, des lettres de crédit et garanties et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 31 milliards, ainsi que du montant de 20 milliards lié au risque de crédit éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 56 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 7 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 17 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 0,7 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

Risque net lié à l'Europe, par pays (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 octobre 2013
	31 janvier 2014						
	Prêts en cours	Valeurs mobilières	Mise en pension de titres	Dérivés	Total	Total	
Royaume-Uni	8 749 \$	9 537 \$	2 040 \$	764 \$	21 090 \$	17 515 \$	
Allemagne	384	7 329	–	637	8 350	8 270	
France	720	3 373	89	254	4 436	3 856	
Total – R.-U., Allemagne et France	9 853 \$	20 239 \$	2 129 \$	1 655 \$	33 876 \$	29 641 \$	
Grèce	– \$	1 \$	– \$	– \$	1 \$	– \$	
Irlande	72	60	1	69	202	174	
Italie	69	173	–	24	266	325	
Portugal	5	1	–	1	7	6	
Espagne	428	141	–	1	570	491	
Total – pays périphériques (2)	574 \$	376 \$	1 \$	95 \$	1 046 \$	996 \$	
Luxembourg	314 \$	5 063 \$	– \$	80 \$	5 457 \$	5 666 \$	
Pays-Bas	599	2 467	–	332	3 398	2 861	
Norvège	343	2 628	–	34	3 005	2 925	
Suède	–	3 359	54	–	3 413	2 831	
Suisse	435	3 018	61	25	3 539	3 094	
Autres	808	1 417	44	195	2 464	2 459	
Total – autres pays d'Europe	2 499 \$	17 952 \$	159 \$	666 \$	21 276 \$	19 836 \$	
Total du risque lié à l'Europe	12 926 \$	38 567 \$	2 289 \$	2 416 \$	56 198 \$	50 473 \$	

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe est de néant pour la Grèce (néant au 31 octobre 2013), de 1,1 milliard pour l'Irlande (1,5 milliard au 31 octobre 2013), de 0,3 milliard pour l'Italie (0,3 milliard au 31 octobre 2013), de 0,1 milliard pour le Portugal (0,1 milliard au 31 octobre 2013) et de 1,3 milliard pour l'Espagne (0,9 milliard au 31 octobre 2013).

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le risque de crédit lié à l'Europe a augmenté de 6 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent. Ce résultat reflète une augmentation de 4 milliards de dollars qui touche principalement le Royaume-Uni, ainsi que de plus faibles augmentations qui touchent l'Allemagne et les autres pays d'Europe. L'augmentation du risque qui touche le Royaume-Uni tient à l'accroissement des activités commerciales et à l'incidence de la conversion des devises, facteurs qui ont chacun entraîné une augmentation de 2 milliards de dollars.

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, y compris la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible et le risque de crédit total s'élevait à 1 milliard de dollars au 31 janvier 2014, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent. Ce risque concerne principalement des titres de première qualité. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et aux services aux investisseurs; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont essentiellement axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européennes. Nous menons également des activités de courtier principal au Royaume-Uni, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de titres d'emprunt gouvernementaux, et nous exerçons des activités de tenue de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux autres pays européens sont principalement liés aux valeurs mobilières, qui comprennent les titres détenus à des fins de transaction, les dépôts et les titres disponibles à la vente.

Les titres détenus à des fins de transaction sont liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Tous nos titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur de marché sur une base quotidienne. Les dépôts comprenaient principalement les dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Les titres disponibles à la vente se composent principalement de créances d'entités gouvernementales de pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques et de titres d'emprunt de sociétés. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts s'inscrivent dans la foulée de l'approche adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Nous avons comptabilisé une reprise de provision pour pertes sur créances de 1 million de dollars au titre de ce portefeuille ce trimestre, par rapport à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 15 millions au trimestre précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts s'est établi à 0,19 %, en baisse de 0,69 % par rapport au trimestre précédent.

Risque net lié à l'Europe par type de client

(en millions de dollars canadiens)	Au												31 octobre 2013
	31 janvier 2014												
	R.-U.	Allemagne	France	Total – R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total – pays périphériques	Autres pays d'Europe	Total – Europe	
Institutions financières	7 363 \$	5 985 \$	1 686 \$	15 034 \$	– \$	85 \$	90 \$	2 \$	119 \$	296 \$	11 349 \$	26 679 \$	21 593 \$
Organismes souverains	5 923	1 446	1 971	9 340	–	15	51	–	20	86	6 832	16 258	16 205
Grandes entreprises	7 804	919	779	9 502	1	102	125	5	431	664	3 095	13 261	12 675
Total	21 090 \$	8 350 \$	4 436 \$	33 876 \$	1 \$	202 \$	266 \$	7 \$	570 \$	1 046 \$	21 276 \$	56 198 \$	50 473 \$

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux institutions financières et aux grandes entreprises concerne principalement le Royaume-Uni et il reflète l'accroissement des activités et l'incidence de la conversion des taux de change. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux organismes souverains est demeuré relativement stable.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette**Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)**

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau suivant présente la répartition par région géographique :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au					
	31 janvier 2014					Marges de crédit sur valeur nette
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					
Assurés (2)		Non assurés		Total	Total	
Secteur géographique (3)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	6 347 \$	57 %	4 809 \$	43 %	11 156 \$	2 014 \$
Québec	12 452	51	11 899	49	24 351	4 062
Ontario	36 296	43	47 254	57	83 550	16 643
Provinces des Prairies	25 049	54	21 300	46	46 349	10 357
Colombie-Britannique et territoires	15 927	39	24 898	61	40 825	9 987
Total – Canada (4)	96 071 \$	47 %	110 160 \$	53 %	206 231 \$	43 063 \$
États-Unis	5	1	415	99	420	297
Autres pays	11	–	2 897	100	2 908	2 595
Total – autres pays	16 \$	– %	3 312 \$	100 %	3 328 \$	2 892 \$
Total	96 087 \$	46 %	113 472 \$	54 %	209 559 \$	45 955 \$
Total – 31 octobre 2013	96 624 \$	46 %	111 822 \$	54 %	208 446 \$	45 494 \$

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent des titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 687 millions de dollars (792 millions au 31 octobre 2013).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.

(3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2013 pour la définition de ces secteurs géographiques.

(4) Le solde total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 206 milliards de dollars comprend des prêts hypothécaires résidentiels de 184 milliards et des prêts hypothécaires commerciaux de 5 milliards, dont une tranche de 3,7 milliards est garantie, dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de 17 milliards dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 janvier 2014, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 43 milliards de dollars (43 milliards au 31 octobre 2013) de ce portefeuille. Environ 97 % de ces marges de crédit (97 % au 31 octobre 2013) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et une tranche de moins de 8 % (8 % au 31 octobre 2013) des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau suivant présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents :

Période d'amortissement	Au			
	31 janvier 2014			31 octobre 2013
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Total
25 ans ou moins	69 %	91 %	69 %	68 %
Plus de 25 à 30 ans	22	9	22	22
Plus de 30 à 35 ans	8	–	8	8
Plus de 35 ans	1	–	1	2
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau suivant présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique :

	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2014		le 31 octobre 2013	
	Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Secteur géographique (3)				
Provinces de l'Atlantique	74 %	74 %	73 %	74 %
Québec	71	72	71	73
Ontario	71	70	71	71
Provinces des Prairies	73	73	73	73
Colombie-Britannique et territoires	67	66	69	68
États-Unis	70	n.s.	70	n.s.
Autres pays	85	n.s.	85	n.s.
Moyenne (4), (5)	71 %	70 %	71 %	71 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2013 pour la définition de ces secteurs géographiques.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors du montage.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio, divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

n.s. non significatif

Bien que le tableau ci-dessus présente les ratios prêt-valeur concernant les prêts montés au cours du trimestre considéré, le ratio prêt-valeur des soldes en cours des prêts hypothécaires résidentiels non assurés de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, y compris les produits de la gamme Marge Proprio, s'est établi à 56 % au 31 janvier 2014 (56 % au 31 octobre 2013). Le calcul est pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'Indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, y compris les ventes de propriétés comparables et les tendances au chapitre des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, y compris des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers. Ces simulations démontrent que la grande majorité des clients auxquels nous avons consenti un prêt hypothécaire résidentiel ou un produit de la gamme Marge Proprio sont en mesure de continuer à effectuer des paiements si un choc se répercute sur l'un des paramètres mentionnés ci-dessus.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	31 janvier 2013
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	274 \$	275	241
Gestion de patrimoine	19	42	–
Marchés des Capitaux	(2)	11	109
Services de soutien généraux et autres (1)	1	6	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	292 \$	334	349
Canada (2)			
Prêts hypothécaires résidentiels	8 \$	12	4
Prêts aux particuliers	117	114	93
Prêts sur cartes de crédit	83	80	88
Prêts aux petites entreprises	14	9	8
Prêts de détail	222	215	193
Prêts de gros	34	40	14
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	256	255	207
États-Unis (2)			
Prêts de détail	– \$	–	2
Prêts de gros	1	(8)	(1)
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	1	(8)	1
Autres pays (2)			
Prêts de détail	29 \$	53	17
Prêts de gros	6	34	124
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	35	87	141
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	292 \$	334	349
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances (3)			
Total du ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,27 %	0,32 %	0,35 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,31 %	0,32 %	0,29 %
Services bancaires canadiens	0,30 %	0,29 %	0,26 %
Services bancaires dans les Antilles	0,89 %	1,53 %	1,53 %
Gestion de patrimoine	0,52 %	1,25 %	0,00 %
Marchés des Capitaux	(0,01)%	0,08 %	0,82 %

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été classés à titre de prêts douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2013.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 57 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances, de 27 points de base, a diminué de 8 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 33 millions de dollars, ou 14 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 2 points de base, résultats qui découlent principalement de la hausse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux au Canada reflétant le plus grand nombre de prêts douteux, facteur neutralisé en partie par la diminution des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 19 millions de dollars, résultat qui reflète la comptabilisation, ce trimestre, d'une dotation supplémentaire liée aux mêmes comptes que ceux s'étant répercutés sur les résultats du quatrième trimestre de 2013; des provisions au titre de ces comptes sont maintenant pleinement constituées.

La reprise de provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux s'est élevée à 2 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 109 millions à l'exercice précédent, et elle a principalement trait à quelques comptes. Les dotations comptabilisées à l'exercice précédent avaient principalement trait à deux comptes des secteurs Technologie et médias et Transport et environnement.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 42 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 27 points de base, en baisse de 5 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises est demeurée relativement inchangée, résultat qui tient au fait que l'amélioration de la qualité du crédit liée à nos portefeuilles de gros dans les Antilles a été en grande partie neutralisée par la hausse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts aux particuliers au Canada, laquelle reflète le nombre plus élevé de prêts douteux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a diminué de 23 millions de dollars, résultat qui tient aux dotations moins élevées comptabilisées relativement aux mêmes comptes que ceux s'étant répercutés sur les résultats du quatrième trimestre de 2013; des provisions au titre de ces comptes ont maintenant été constituées.

La reprise de provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux s'est élevée à 2 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 11 millions au dernier trimestre, et elle a principalement trait à quelques comptes. Les dotations comptabilisées au trimestre précédent avaient principalement trait à un seul compte lié au secteur Transport et environnement.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 891 \$	1 872 \$	1 809 \$
Gestion de patrimoine	76	96	7
Marchés des Capitaux	139	229	287
Services aux investisseurs et trésorerie	3	3	2
Services de soutien généraux et autres	2	1	32
Total du montant brut des prêts douteux	2 111 \$	2 201 \$	2 137 \$
Canada (1)			
Prêts de détail	794 \$	729	725 \$
Prêts de gros	446	526	503
Montant brut des prêts douteux	1 240	1 255	1 228
États-Unis (1)			
Prêts de détail	15 \$	14	7 \$
Prêts de gros	86	98	153
Montant brut des prêts douteux	101	112	160
Autres pays (1)			
Prêts de détail	377 \$	348 \$	257 \$
Prêts de gros	393	486	492
Montant brut des prêts douteux	770	834	749
Total du montant brut des prêts douteux	2 111 \$	2 201 \$	2 137 \$
Ratio du montant brut des prêts douteux (2)			
Total du ratio du montant brut des prêts douteux	0,49 %	0,52 %	0,54 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,54 %	0,54 %	0,55 %
Services bancaires canadiens	0,35 %	0,35 %	0,35 %
Services bancaires dans les Antilles	9,42 %	9,81 %	9,91 %
Gestion de patrimoine	0,52 %	0,72 %	0,06 %
Marchés des Capitaux	0,23 %	0,40 %	0,54 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 26 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux a diminué de 5 points de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 82 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient principalement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux particuliers au Canada. Le ratio du montant brut des prêts douteux est demeuré relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 69 millions de dollars, en raison essentiellement des quelques comptes s'étant répercutés sur les résultats du quatrième trimestre de 2013, relativement auxquels des provisions sont maintenant pleinement constituées.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 148 millions de dollars, ou 52 %, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Technologie et médias, Transport et environnement, et Produits industriels, lequel reflète en grande partie les remboursements effectués et les radiations.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 90 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux a diminué de 3 points de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accru de 19 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient principalement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux particuliers, de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux petites entreprises au Canada, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts commerciaux au Canada. Le ratio du montant brut des prêts douteux est demeuré inchangé par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 20 millions de dollars, en raison essentiellement du remboursement de quelques comptes.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 90 millions de dollars, ou 39 %, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Technologie et médias et Transport et environnement, qui reflète en grande partie les remboursements effectués et les radiations.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Provision pour prêts douteux			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	517 \$	486 \$	510 \$
Gestion de patrimoine	73	53	–
Marchés des Capitaux	27	58	79
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	2
Services de soutien généraux et autres	–	–	3
Total de la provision pour prêts douteux	619	599	594
Canada (1)			
Prêts de détail	174 \$	149	140 \$
Prêts de gros	157	170	163
Provision pour prêts douteux	331	319	303
États-Unis (1)			
Prêts de détail	2 \$	2 \$	2 \$
Prêts de gros	23	19	23
Provision pour prêts douteux	25	21	25
Autres pays (1)			
Prêts de détail	168 \$	146 \$	96 \$
Prêts de gros	95	113	170
Provision pour prêts douteux	263	259	266
Total de la provision pour prêts douteux	619	599	594
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 451	1 451	1 451
Total de la provision pour prêts douteux	2 070 \$	2 050 \$	2 045 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 25 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'augmentation de la provision pour pertes sur créances liée aux portefeuilles des secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par la diminution de la provision pour pertes sur créances liée aux portefeuilles du secteur Marchés des Capitaux et aux portefeuilles dans les Antilles.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 20 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement l'augmentation de la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, facteur neutralisé en partie par la diminution de la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux, laquelle tient aux radiations.

Abstention relative aux prêts

Comme l'a recommandé le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, nous avons fourni un sommaire de notre politique d'abstention relativement aux prêts.

Dans le cadre de la gestion générale de nos relations avec des emprunteurs, il se pourrait que nous devions, pour des raisons d'ordre économique ou juridique, accorder une abstention à certains clients en ce qui a trait aux modalités initiales de leur prêt. Nous nous efforçons de déterminer suffisamment tôt quels emprunteurs sont aux prises avec des difficultés financières et de modifier les modalités de leur prêt ou de restructurer celui-ci, afin de maximiser les montants recouverts et d'éviter les saisies, les reprises de possession ou d'autres recours judiciaires. Lorsque de tels cas se produisent, l'emprunteur peut se voir accorder des allègements qui ne le seraient pas autrement. Nous avons mis en place des groupes spécialisés et des politiques officielles aux fins de la gestion des prêts en retard ou en défaillance. Les allègements offerts en ce qui a trait aux prêts de détail pourraient inclure une réduction du taux d'intérêt, une renonciation au principal et la prolongation de la durée à l'échéance. Les allègements offerts relativement aux prêts de gros pourraient inclure la restructuration du contrat de prêt, la modification des modalités initiales du contrat ou l'assouplissement des clauses restrictives. Tant en ce qui concerne les prêts de détail que les prêts de gros, les mesures correctrices appropriées sont basées sur la situation de l'emprunteur et reflètent la politique de la banque ainsi que la volonté et la capacité de l'emprunteur à se conformer au nouveau contrat. Lorsqu'un prêt est restructuré, le placement comptabilisé au titre du prêt est réduit à la date de la restructuration et ramené au montant des flux de trésorerie nets à recevoir en vertu des modalités modifiées du contrat, et il est actualisé au taux d'intérêt effectif du prêt (soit le taux avant la restructuration).

Risque de marché

Évaluations du risque de marché – positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Nous évaluons la VAR en fonction du 99^e centile de l'intervalle de confiance en ce qui a trait aux fluctuations des prix sur une période de détention de un jour, à l'aide d'une simulation historique fondée sur les deux derniers exercices pour lesquels il existe des données de marché historiques à pondération égale. Ces calculs sont révisés quotidiennement en fonction des positions de risque actuelles, sauf en ce qui concerne les ajustements

de l'évaluation du crédit et certaines autres positions qui sont révisées chaque semaine. La VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché est calculée chaque semaine de manière semblable à la VAR liée à la gestion du risque de marché, sauf que les calculs sont basés sur une période historique de volatilité extrême de un an et sur la situation inverse, plutôt que sur les données historiques des deux derniers exercices. La période de tensions utilisée s'échelonne de septembre 2008 à août 2009. La VAR en période de tensions est calculée hebdomadairement pour tous les portefeuilles. Pour plus de détails sur notre démarche aux fins de la gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2013.

Le tableau ci-après illustre la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché concernant toutes les positions qui sont évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf en ce qui concerne les positions faisant partie d'une relation de couverture désignée et les positions détenues dans le secteur RBC Assurances.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2014				31 octobre 2013		31 janvier 2013	
	Au 31 janv.	Pour le trimestre clos à cette date			Au 31 oct.	Pour le trimestre clos à cette date	Au 31 janv.	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	11 \$	8 \$	11 \$	5 \$	8 \$	7 \$	7 \$	11 \$
Change	3	4	5	2	5	5	2	2
Marchandises	2	4	7	2	3	4	2	3
Taux d'intérêt	30	32	35	28	38	42	38	41
Risque spécifique de crédit (1)	11	10	11	9	10	9	9	11
Effet de diversification (2)	(23)	(24)	(30)	(18)	(23)	(22)	(20)	(25)
VAR liée à la gestion du risque de marché	34 \$	34 \$	36 \$	31 \$	41 \$	45 \$	38 \$	43 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	108 \$	103 \$	121 \$	94 \$	117 \$	114 \$	73 \$	78 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée au taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(2) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

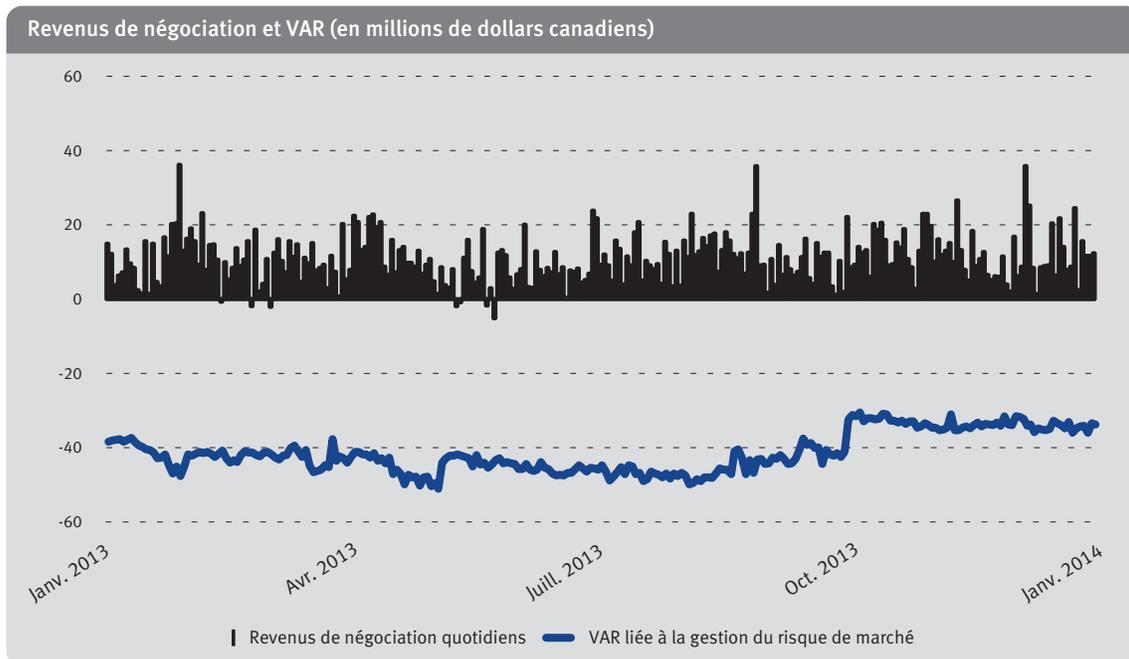
La moyenne de la VAR s'est établie à 34 millions de dollars au premier trimestre de 2014, soit un résultat en baisse de 9 millions par rapport à l'exercice précédent. La diminution tient essentiellement à l'actualisation de l'horizon historique utilisé pour calculer la VAR. Plus particulièrement, la volatilité des marchés en 2011 suivant la baisse de la note des États-Unis n'est plus prise en compte dans l'horizon.

La moyenne de la VAR en période de tensions a augmenté de 25 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'accroissement des positions à l'égard des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres d'emprunt à revenu fixe de première qualité sensibles au risque de crédit relativement auxquels les taux ont été particulièrement volatils au cours de la période historique utilisée pour calculer la VAR en période de tensions, comparativement aux données historiques plus récentes. L'augmentation de la VAR en période de tensions découle également de l'incidence de la conversion des devises sur les portefeuilles libellés en devises.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

La moyenne de la VAR s'est établie à 34 millions de dollars, en baisse de 11 millions par rapport à 45 millions au dernier trimestre. La diminution s'explique principalement par l'actualisation de l'horizon historique utilisé pour calculer la VAR, ainsi que par la réduction du risque à l'égard de certains portefeuilles de titres adossés à des créances hypothécaires. La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 103 millions de dollars, en baisse de 11 millions par rapport au dernier trimestre, en raison de la diminution du risque à l'égard de certains portefeuilles de titres adossés à des créances hypothécaires. La diminution a été neutralisée en partie par l'incidence de la conversion des devises sur les portefeuilles libellés en devises.

Le graphique ci-dessous illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens, ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché. Au cours du trimestre, nous n'avons connu aucune séance marquée par des pertes de négociation nettes.



Évaluations du risque de marché – autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. En conséquence, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans les revenus de placement figurant au compte consolidé de résultat, et elles sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des obligations au titre des polices d'assurance, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 8,1 milliards de dollars en janvier 2014. Nous avons des titres détenus à des fins de transaction de 6,2 milliards de dollars à l'appui des passifs. Nous détenons également des titres de 1,8 milliard de dollars classés comme des placements disponibles à la vente.

Évaluations du risque de marché – Positions liées au taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du premier trimestre de 2014, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de nos objectifs.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2014						31 octobre 2013		31 janvier 2013	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b	(480)\$	(3)\$	(483)\$	455 \$	12 \$	467 \$	(540)\$	391 \$	(464)\$	489 \$
diminution des taux de 100 p.b	403	3	406	(317)	(1)	(318)	446	(303)	387	(346)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Évaluations du risque de marché concernant les autres importants portefeuilles d'activités autres que de négociation

Risque de marché – Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente se sont établis à 40 milliards de dollars au 31 janvier 2014, comparativement à 38 milliards au 31 octobre 2013. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente à des fins de placement principalement et pour gérer le risque de taux d'intérêt lié à nos activités bancaires autres que de négociation. Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Notre portefeuille de titres disponibles à la vente nous expose au risque de taux d'intérêt, lequel correspond à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, ainsi qu'au risque lié à l'écart de taux, lequel correspond à la variation de la valeur découlant de l'élargissement de un point de base des écarts de taux. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 janvier 2014, le risque de taux d'intérêt lié au portefeuille représentait un montant négatif de 4,3 millions de dollars et le risque lié à l'écart de taux, un montant négatif de 9,2 millions. Nos titres disponibles à la vente comprennent également des risques liés aux actions de 1,8 milliard de dollars au 31 janvier 2014, en hausse par rapport à 1,7 milliard au dernier trimestre.

(1) Le risque de taux d'intérêt et le risque lié à l'écart de taux sont présentés avant impôt et ils excluent les valeurs mobilières détenues dans le cadre de nos activités d'assurance.

Dérivés dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée se sont établis à 2,0 milliards de dollars au 31 janvier 2014, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent, et les passifs dérivés se sont chiffrés à 1,3 milliard au 31 janvier 2014, en hausse par rapport à 931 millions à l'exercice précédent. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer notre risque de taux d'intérêt structurel, comme il est décrit à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2013. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leurs justes valeurs sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures des flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, représentait un montant positif de 4,8 millions de dollars au 31 janvier 2014.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des actifs couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous avons également recours à des dérivés de change pour gérer le risque auquel nous sommes exposés relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains et en livres sterling. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-dessous illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes mesures.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2014			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	13 786 \$	6 571 \$	7 215 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	8 245	1 842	6 403	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	148 774	142 483	6 291	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	40 720	–	40 720	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	140 669	140 334	335	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	322 518	16 667	305 851	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	95 089	419	94 670	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(1 979)	–	(1 979)	Taux d'intérêt
Actif net lié aux fonds distincts (10)	542	–	542	Taux d'intérêt
Dérivés	79 475	75 283	4 192	Taux d'intérêt
Autres actifs (11)	50 797	14 971	35 826	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	6 078			
Total de l'actif	904 714 \$	398 570 \$	500 066 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	590 423 \$	117 803 \$	472 620 \$	Taux d'intérêt
Passif lié aux fonds distincts (14)	542	–	542	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	48 818	48 818	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	67 015	66 690	325	Taux d'intérêt
Dérivés	80 702	79 031	1 671	Taux d'intérêt
Autres passifs (16)	47 538	13 432	34 106	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	6 521	–	6 521	Taux d'intérêt
Passif au titre des actions privilégiées	490	–	490	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (17)	11 150			
Total du passif	853 199 \$	325 774 \$	516 275 \$	
Total des capitaux propres	51 515 \$			
Total du passif et des capitaux propres	904 714 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux périodes de tensions servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 6 505 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 710 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 6 403 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 6 169 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Des titres disponibles à la vente de 36 645 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 4 075 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel, et relativement à certains actifs existants.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 335 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 305 851 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 93 578 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 092 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 33 424 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 402 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les autres actifs comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 078 millions de dollars qui ne sont pas exposés au risque de marché.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 472 620 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 325 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les autres passifs comprennent un montant de 8 582 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 25 524 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(17) Les autres passifs comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 11 150 millions de dollars qui ne sont pas exposés au risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2013			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	15 550 \$	8 202 \$	7 348 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	9 039	2 833	6 206	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	144 023	137 718	6 305	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	38 687	–	38 687	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	117 517	116 703	814	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	320 627	16 168	304 459	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	90 182	387	89 795	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(1 959)	–	(1 959)	Taux d'intérêt
Actif net lié aux fonds distincts (10)	513	–	513	Taux d'intérêt
Dérivés	74 822	71 678	3 144	Taux d'intérêt
Autres actifs (11)	43 999	12 631	31 368	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	6 745			
Total de l'actif	859 745 \$	366 320 \$	486 680 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	559 350 \$	101 584 \$	457 766 \$	Taux d'intérêt
Passif lié aux fonds distincts (14)	513	–	513	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 128	47 128	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	60 416	60 147	269	Taux d'intérêt
Dérivés	76 745	75 368	1 377	Taux d'intérêt
Autres passifs (16)	46 243	12 962	33 281	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	7 443	–	7 443	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (17)	12 447			
Total du passif	810 285 \$	297 189 \$	500 649 \$	
Total des capitaux propres	49 460 \$			
Total du passif et des capitaux propres	859 745 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux périodes de tensions servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 6 396 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 952 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 6 206 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 5 863 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Des titres disponibles à la vente de 34 307 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 4 380 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel, et relativement à certains actifs existants.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 814 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 304 459 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 88 765 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 030 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 28 756 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 612 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les autres actifs comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 745 millions de dollars qui ne sont pas exposés au risque de marché.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 457 766 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 269 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les autres passifs comprennent un montant de 8 745 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 24 536 millions utilisés aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(17) Les autres passifs comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 12 447 millions de dollars qui ne sont pas exposés au risque de marché.

Gestion des liquidités et du financement

Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2013. Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Les risques de liquidité et de financement auxquels nous sommes exposés demeurent essentiellement dans les limites de notre goût du risque.

Nous continuons de surveiller et, le cas échéant, de modifier nos politiques, nos pratiques et nos processus aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner en prévision de la mise en œuvre des réformes réglementaires dont l'application est prospective, notamment les normes de liquidités réglementaires de l'accord de Bâle III élaborées par le CBCB et

appuyées par le BSIF et d'autres autorités. Les normes concernant les liquidités élaborées par le CBCB comprennent des exigences minimales liées à deux mesures de réglementation, soit le ratio de couverture des liquidités et le ratio de capitalisation stable net. En janvier 2013, le CBCB a publié ses règles définitives concernant le ratio de couverture des liquidités, ainsi qu'un échéancier aux fins de la mise en application graduelle de ces exigences, lequel prévoit une couverture minimale de 60 % en 2015, qui augmentera de 10 % annuellement pour atteindre 100 % en 2019. En janvier 2014, le CBCB a publié son document final intitulé *Liquidity coverage ratio disclosure standards*, ainsi qu'un document consultatif sur les exigences liées au ratio de capitalisation stable net. On s'attend à ce que les banques se conforment aux normes d'information relatives au ratio de couverture des liquidités du CBCB à compter du premier trimestre complet de l'année civile 2015 (soit le deuxième trimestre pour les banques canadiennes), et les commentaires sur le document consultatif à propos du ratio de capitalisation stable net doivent être soumis au CBCB au plus tard le 11 avril 2014. La mise en application du ratio de capitalisation stable net est prévue pour 2018. Pendant la période d'observation intermédiaire, nous présentons au BSIF des rapports réguliers concernant notre ratio de couverture des liquidités et notre ratio de capitalisation stable net.

En novembre 2013, le BSIF a publié un document consultatif sur la ligne directrice sur les normes de liquidité aux fins d'examen public et de commentaires avant le 24 janvier 2014. Cette ligne directrice a pour objectif de décrire les méthodes à l'appui d'une série de paramètres d'évaluation des liquidités qui seront utilisés par le BSIF pour évaluer l'adéquation des liquidités d'une institution. La ligne directrice sur les normes de liquidité convertit les exigences concernant les liquidités élaborées par le CBCB (y compris celles relatives au ratio de couverture des liquidités, au ratio de capitalisation stable net et aux outils de surveillance) en ligne directrice du BSIF, en plus d'intégrer le paramètre des flux de trésorerie nets cumulatifs du BSIF à la réglementation nationale officielle. Le BSIF a introduit les flux de trésorerie nets cumulatifs en 2010 et nous présentons un rapport de conformité officiel mensuel au BSIF. Dans certains cas, les hypothèses et les paramètres concernant les flux de trésorerie nets cumulatifs intégrés à la ligne directrice sur les normes de liquidité ont été considérablement modifiés par rapport aux normes actuelles concernant les flux de trésorerie nets cumulatifs. Le BSIF a qualifié les flux de trésorerie nets cumulatifs d'outil de supervision plutôt que de paramètre d'évaluation des liquidités, avec une norme minimale prescrite comme le ratio de couverture des liquidités et, ultérieurement, le ratio de capitalisation stable net. Fait à noter dans la ligne directrice sur les normes de liquidité : tandis que la date de mise en application du ratio de couverture des liquidités de janvier 2015 est conforme aux exigences du CBCB, il n'y aura pas de période d'application progressive, puisque l'exigence minimale liée au ratio de couverture des liquidités pour les institutions canadiennes à cette date sera de 100 %, comparativement à la couverture minimale de 60 % prescrite par le CBCB. La mise en application des outils de surveillance révisés relatifs aux flux de trésorerie nets cumulatifs et aux autres liquidités est également prévue pour janvier 2015. Les outils de surveillance intrajournaliers seront mis en application d'ici 2017. Nous nous attendons à ce que le BSIF publie sa ligne directrice définitive sous peu.

Mesure du risque

Pour surveiller et contrôler les risques en fonction de seuils de tolérance appropriés, nous établissons des plafonds relatifs à divers paramètres réglementaires et internes qui reflètent divers horizons et degrés de gravité des périodes de tensions. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes quant aux paramètres internes afin d'évaluer leur concordance avec notre contexte opérationnel, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues.

Selon nos paramètres internes, nous évaluons le risque de liquidité à l'aide des dates d'échéance contractuelles de certains actifs et passifs (p. ex., les prêts et le financement de gros) et des échéances réelles d'autres actifs et passifs. Dans le cas des évaluations fondées sur les échéances réelles, la valeur de liquidité des actifs et des passifs est calculée en fonction de modèles fondés sur des comportements observés ou sur le marché qui ne sont pas liés à l'échéance contractuelle. Par exemple, l'échéance réelle peut être plus courte que l'échéance contractuelle si le comportement observé de l'actif suggère que ce dernier peut être monétisé avant l'échéance. L'échéance réelle d'un passif peut être plus longue que l'échéance contractuelle si le comportement observé du passif suggère que ce dernier sera prolongé ou reconduit à l'échéance. En ce qui a trait aux actifs, cela est notamment le cas des obligations liées à des gouvernements, car elles peuvent être monétisées de façon rapide et sûre; en ce qui a trait aux passifs, cela est notamment le cas des dépôts basés sur les relations, une valeur de base étant habituellement attribuée à un grand nombre de ces dépôts, même si les dates d'échéance contractuelles peuvent être très rapprochées ou si les dépôts peuvent, sur le plan juridique, être considérés comme étant à vue (inversement, les prêts à vue affichent les attributs d'actifs à plus long terme et ils sont considérés comme tels pour ce qui est de l'échéance réelle). Les hypothèses formulées à l'interne tiennent compte de toutes les données et informations importantes et pertinentes disponibles ainsi que des méthodes utilisées pour quantifier le risque de liquidité.

Pour plus de détails sur nos méthodes et évaluations, se reporter à la rubrique *Gestion des liquidités et du financement* de notre rapport annuel 2013.

Profil de risque

Au 31 janvier 2014, les dépôts basés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 375 milliards de dollars, ou 53 % du total du financement (359 milliards, ou 54 %, au 31 octobre 2013). Notre source de financement pour les actifs très liquides se composait principalement de financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation prévue de ces actifs. Ce financement de gros se composait de passifs à court terme non garantis de 80 milliards de dollars et de passifs garantis (conventions de rachat et ventes à découvert) de 120 milliards, qui représentaient 11 % et 17 % du total du financement au 31 janvier 2014, respectivement (67 milliards et 111 milliards, ou 10 % et 17 % du total du financement, respectivement, au 31 octobre 2013). Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides. Des informations quantitatives supplémentaires sont fournies à la rubrique *Financement* ci-dessous.

Au 31 janvier 2014, nos actifs liquides en cas d'urgence se chiffraient à 12 milliards de dollars, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (11,5 milliards, soit 6,5 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA au 31 octobre 2013). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, nos actifs liquides en cas d'urgence s'élevaient en moyenne à 11,7 milliards de dollars, soit 6,7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (10,5 milliards, soit 5,8 milliards de dollars US et 4,7 milliards de dollars CA au 31 octobre 2013). Nous détenions également des réserves d'actifs liquides aux fins des activités de mise en gage des dérivés s'élevant à 3,7 milliards de dollars US au 31 janvier 2014 (3,7 milliards US au 31 octobre 2013); elles servent à atténuer la volatilité de nos besoins nets relatifs aux activités de mise en gage des dérivés. Ces réserves se sont chiffrées en moyenne à 3,7 milliards de dollars US au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014 (4,3 milliards US au 31 octobre 2013).

Conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, les tableaux suivants présentent des sommaires de nos réserves de liquidités ainsi que de nos charges grevant les actifs. Les actifs non grevés représentent dans la plupart des cas une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès, au besoin. Dans le tableau des réserves de liquidités, les actifs liquides disponibles comprennent la trésorerie et les portefeuilles de titres figurant au bilan, ainsi que les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres (conventions de revente et transactions de financement contre sûretés hors bilan) et des transactions sur dérivés, et ils constituent notre source préférée d'accès rapide à des liquidités. Les autres éléments de notre réserve de liquidités sont constitués essentiellement de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales lorsque des avances pouvaient être appuyées

par des actifs admissibles qui ne sont pas compris dans la catégorie des actifs liquides dans des circonstances plus inhabituelles, dans la mesure où certaines conditions préalables peuvent être respectées. Le tableau des charges grevant les actifs présente une vue d'ensemble détaillée des actifs dont peut disposer la banque, pas seulement la réserve de liquidités, et détermine les actifs déjà donnés en garantie, de même que ceux disponibles à titre de garantie (y compris les actifs non grevés du tableau de la réserve de liquidités) aux fins du financement garanti. Les actifs moins liquides tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit peuvent être monétisés en partie, mais la monétisation de ces actifs nécessite un plus long délai d'exécution que celle des actifs liquides. Au 31 janvier 2014, nos actifs disponibles à titre de garantie comprenaient 66 % du total de nos actifs liquides. Aux fins des tableaux présentés ci-après, les actifs grevés comprennent : i) les actifs liquides détenus par des banques qui sont donnés en garantie (p. ex., financement de rachat et dérivés donnés en garantie) ou qui ne peuvent être utilisés librement en raison d'exigences réglementaires ou de politiques internes (p. ex., pour assurer le maintien d'une réserve obligatoire ou le respect d'exigences locales en matière d'adéquation des fonds propres, et de manière à maintenir l'accès continu aux systèmes de paiement et de règlement); ii) les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés qui ont été de nouveau donnés en garantie, lorsque cela est permis (p. ex., pour obtenir un financement à l'aide de conventions de rachat ou pour couvrir des titres vendus à découvert), ou qui n'ont aucune valeur de liquidité puisque qu'ils ne peuvent pas être de nouveau donnés en garantie; iii) les actifs illiquides qui ont été titrisés et vendus sur le marché ou qui ont été donnés en garantie à l'appui des entités de financement à terme structuré. Nous ne tenons pas compte des actifs non grevés comme source de liquidités disponibles dans notre calcul du risque de liquidité. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non.

Réserve de liquidités (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2014				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	10 090 \$	– \$	10 090 \$	1 050 \$	9 040 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	3 670	–	3 670	254	3 416
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3)	216 130	19 205	235 335	102 539	132 796
Autres (2)	96 614	23 941	120 555	59 836	60 719
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	64	–	64	–	64
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	7 195	–	7 195	–	7 195
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	124 210	–	124 210	–	124 210
Autres actifs liquides (7)	12 187	–	12 187	12 187	–
Total des actifs liquides	470 160 \$	43 146 \$	513 306 \$	175 866 \$	337 440 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2013				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	12 711 \$	– \$	12 711 \$	980 \$	11 731 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	3 767	–	3 767	287	3 480
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3)	203 619	15 470	219 089	101 925	117 164
Autres (2)	69 225	11 953	81 178	40 834	40 344
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	62	–	62	–	62
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	6 345	–	6 345	–	6 345
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	125 589	–	125 589	–	125 589
Autres actifs liquides (7)	11 678	–	11 678	11 678	–
Total des actifs liquides	432 996 \$	27 423 \$	460 419 \$	155 704 \$	304 715 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 janvier 2014	31 octobre 2013
Banque Royale du Canada	220 135 \$	209 867 \$
Succursales à l'étranger	41 323	37 616
Filiales	75 982	57 232
Total	337 440 \$	304 715 \$

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Le montant des actifs liquides détenus par des banques tient compte des titres détenus sans condition par la banque ou acquis dans le cadre de transactions financières visant des titres figurant au bilan.
- (3) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux.
- (4) Inclut les titres à enchères.

- (5) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la Federal Reserve Bank afin de déterminer la valeur de la garantie/la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est conditionnel au respect des exigences établies par la Federal Reserve Bank, et les emprunts devraient normalement être rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (6) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garanti à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.
- (7) Représente les biens donnés en garantie dans le cadre de transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Charges grevant les actifs ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au									
	31 janvier 2014					31 octobre 2013				
	Grevés		Non grevés			Grevés		Non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)
Trésorerie et montants à recevoir de banques	164 \$	1 050 \$	12 260 \$	312 \$	13 786 \$	204 \$	980 \$	14 082 \$	284 \$	15 550 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	90	–	8 155	–	8 245	83	–	8 956	–	9 039
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	53 505	–	94 359	910	148 774	51 443	–	92 315	265	144 023
Titres disponibles à la vente	2 007	52	34 026	4 635	40 720	1 988	48	34 495	2 156	38 687
Biens achetés en vertu de conventions de vente et titres empruntés	115 624	–	74 714	253	190 591	104 878	–	52 581	2 262	159 721
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	41 760	–	26 410	–	68 170	44 589	–	21 821	–	66 410
Prêts hypothécaires	22 718	–	–	119 358	142 076	22 750	–	–	120 078	142 828
Prêts autres qu'hypothécaires	8 020	–	103 697	555	112 272	8 174	–	102 646	569	111 389
Prêts de gros	–	–	27 709	67 380	95 089	–	–	29 288	60 894	90 182
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	(1 979)	(1 979)	–	–	–	(1 959)	(1 959)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	542	542	–	–	–	513	513
Autres – Dérivés	–	–	–	79 475	79 475	–	–	–	74 822	74 822
– Autres (6)	12 187	–	–	44 688	56 875	11 678	–	–	39 066	50 744
Total de l'actif	256 075 \$	1 102 \$	381 330 \$	316 129 \$	954 636 \$	245 787 \$	1 028 \$	356 184 \$	298 950 \$	901 949 \$

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Inclut les actifs qui ne peuvent être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (3) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garanti à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché a été gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer la perturbation des liquidités sur le marché.
- (4) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme aisément disponibles car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.
- (5) Inclut les actifs liquides détenus par des banques et les titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres figurant au bilan.
- (6) Les montants donnés en garantie ont trait aux transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Les autres sources de liquidités qui pourraient être disponibles pour atténuer des périodes de tension comprennent : i) notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est régulièrement évaluée à l'aide d'une méthode qui est revue périodiquement et révisée, selon les besoins; ii) des facilités de crédit de soutien auprès de banques centrales advenant le cas où, dans des circonstances exceptionnelles, les sources sur le marché seraient perturbées et ne seraient temporairement pas assez liquides pour nous permettre de monétiser nos actifs liquides non grevés (par opposition aux prêts, comme il est décrit ci-dessus) pour satisfaire à nos besoins quotidiens normaux (p. ex., la Banque du Canada, la Federal Reserve Bank, la Banque d'Angleterre, la Banque de France et la Banque centrale du Luxembourg).

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

Profil des dépôts

Les dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques, ajustées en fonction des liquidités, des tranches très stables des soldes des dépôts basés sur les relations (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, représentent 70 % du total de nos dépôts (70 % au 31 octobre 2013). Au cours du trimestre, les dépôts de base ont augmenté d'environ 4 %, les dépôts basés sur les relations et l'élargissement du profil des échéances du financement de gros ayant contribué presque également à la hausse du niveau des dépôts de base. Pour plus de détails sur le montant brut de nos dépôts basés sur les relations et sur nos financements de gros arrivant à échéance dans plus de un an, se reporter à la rubrique Profil de risque et au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous, respectivement.

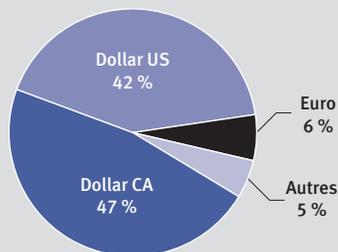
Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées sur le plan géographique, des secteurs d'investissement, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes d'émission de titres d'emprunt à plus long terme enregistrés. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

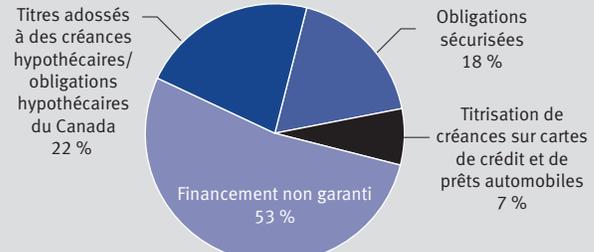
Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 15 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Programme enregistré auprès de la SEC – 25 milliards de dollars US Programme d'obligations sécurisées enregistré auprès de la SEC – 12 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US Programme d'obligations sécurisées – 23 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement inexploités par rapport aux coûts d'émission relatifs, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel en ce qui a trait à la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque type de produit de financement à long terme. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme par monnaie d'émission
(123,7 milliards de dollars au 31 janvier 2014)



Composition du financement de la dette à long terme par produit
(123,7 milliards de dollars au 31 janvier 2014)



Le tableau suivant illustre la composition de notre financement de gros et il représente une divulgation accrue de renseignements, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Composition du financement de gros (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2014							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	4 510 \$	49 \$	241 \$	356 \$	5 156 \$	11 \$	– \$	5 167 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	6 937	12 234	5 295	10 459	34 925	318	2 557	37 800
Papier commercial adossé à des actifs (3)	390	990	1 081	3 101	5 562	–	–	5 562
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	4	2 904	1 179	8 961	13 048	11 606	43 453	68 107
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	1 035	1 640	1 932	2 506	7 113	2 445	7 229	16 787
Titrisation de prêts hypothécaires	2 006	1 677	875	696	5 254	3 119	19 246	27 619
Obligations couvertes/titres adossés à des actifs (6)	47	84	113	932	1 176	7 694	21 218	30 088
Passifs subordonnés	–	–	600	200	800	1 500	4 137	6 437
Autres (7)	857	182	300	901	2 240	–	3 443	5 683
Total	15 786 \$	19 760 \$	11 616 \$	28 112 \$	75 274 \$	26 693 \$	101 283 \$	203 250 \$
Dont :								
– Garanti	3 234 \$	2 751 \$	2 069 \$	4 729 \$	12 783 \$	10 814 \$	40 463 \$	64 060 \$
– Non garanti	12 552	17 009	9 547	23 383	62 491	15 879	60 820	139 190

Au 31 octobre 2013

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	1 820 \$	148 \$	26 \$	254 \$	2 248 \$	100 \$	– \$	2 348 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	549	3 350	17 122	9 969	30 990	2 088	624	33 702
Papier commercial adossé à des actifs (3)	–	626	1 586	1 717	3 929	–	–	3 929
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	–	2 332	3 161	4 519	10 012	9 789	36 614	56 415
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	1 155	1 734	1 674	2 041	6 604	2 131	6 287	15 022
Titrisation de prêts hypothécaires	757	2 565	4 211	2 154	9 687	2 371	18 392	30 450
Obligations couvertes/titres adossés à des actifs (6)	54	94	132	213	493	5 304	23 039	28 836
Passifs subordonnés	1 000	–	–	600	1 600	1 700	4 121	7 421
Autres (7)	914	55	163	1 148	2 280	–	3 477	5 757
Total	6 249 \$	10 904 \$	28 075 \$	22 615 \$	67 843 \$	23 483 \$	92 554 \$	183 880 \$
Dont :								
– Garanti	1 552 \$	3 286 \$	5 929 \$	4 083 \$	14 850 \$	7 675 \$	41 431 \$	63 956 \$
– Non garanti	4 697	7 618	22 146	18 532	52 993	15 808	51 123	119 924

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires.

(2) Inclut seulement les dépôts constitués à partir de la trésorerie. Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons à ces banques (p. ex, services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation et les billets de dépôt au porteur.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux suivants présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan, et les informations fournies ont été accrues conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements. Les éléments hors bilan sont attribués selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2014									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	15 679 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	6 352 \$	22 031 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	96 559	6	40	33	39	271	525	4 796	46 505	148 774
Titres disponibles à la vente	4 024	3 834	1 420	1 287	702	3 081	12 729	11 711	1 932	40 720
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	70 536	29 150	17 816	6 612	7 877	1 230	–	–	7 448	140 669
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	15 021	14 532	10 236	9 292	11 903	54 309	184 592	30 175	85 568	415 628
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 446	1 776	389	670	2 221	–	–	–	1	10 503
Dérivés	3 503	4 187	3 080	2 418	3 839	8 508	20 247	33 688	5	79 475
Autres actifs financiers	18 853	1 386	475	158	470	228	443	810	844	23 667
Total des actifs financiers	229 621 \$	54 871 \$	33 456 \$	20 470 \$	27 051 \$	67 627 \$	218 536 \$	81 180 \$	148 655 \$	881 467 \$
Autres actifs non financiers	1 836	644	326	372	926	488	1 249	2 132	15 274	23 247
Total de l'actif	231 457 \$	55 515 \$	33 782 \$	20 842 \$	27 977 \$	68 115 \$	219 785 \$	83 312 \$	163 929 \$	904 714 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	38 266 \$	24 725 \$	13 523 \$	18 078 \$	16 667 \$	53 571 \$	49 995 \$	13 235 \$	291 243 \$	519 303 \$
Emprunts garantis	2 052	2 842	2 107	1 902	797	8 532	21 702	8 736	–	48 670
Obligations couvertes	–	–	–	–	748	4 244	13 739	3 719	–	22 450
Autres										
Acceptations	5 446	1 776	389	670	2 221	–	–	–	1	10 503
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	48 818	–	–	–	–	–	–	–	–	48 818
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	58 804	3 629	847	307	359	1 500	–	–	1 569	67 015
Dérivés	3 334	4 597	3 185	2 803	3 924	9 434	20 051	33 373	1	80 702
Autres passifs financiers	20 573	1 308	567	319	329	398	541	4 397	152	28 584
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	213	–	–	6 308	–	6 521
Passifs au titre des actions privilégiées	–	–	–	–	–	–	–	–	490	490
Total des passifs financiers	177 293 \$	38 877 \$	20 618 \$	24 079 \$	25 258 \$	77 679 \$	106 028 \$	69 768 \$	293 456 \$	833 056 \$
Autres passifs non financiers	2 124	343	216	83	1 270	775	2 017	7 282	6 033	20 143
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	51 515	51 515
Total du passif et des capitaux propres	179 417 \$	39 220 \$	20 834 \$	24 162 \$	26 528 \$	78 454 \$	108 045 \$	77 050 \$	351 004 \$	904 714 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	132 \$	1 204 \$	1 801 \$	1 780 \$	4 209 \$	2 915 \$	4 229 \$	131 \$	67 \$	16 468 \$
Engagements en vertu de baux	64	126	186	182	178	689	1 424	1 331	–	4 180
Engagements de crédit	1 317	3 888	9 067	6 856	7 824	19 501	103 151	9 828	1 627	163 059
Autres engagements	147	383	652	808	2 226	302	795	107	58 925	64 345
Total des éléments hors bilan	1 660 \$	5 601 \$	11 706 \$	9 626 \$	14 437 \$	23 407 \$	109 599 \$	11 397 \$	60 619 \$	248 052 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins opérationnels et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2013									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques (1)	12 989 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	11 600 \$	24 589 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (2)	93 407	40	19	40	38	249	534	4 507	45 189	144 023
Titres disponibles à la vente	3 420	4 641	1 268	796	1 116	2 452	10 021	13 140	1 833	38 687
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	61 871	18 388	17 985	6 268	6 980	1 151	–	–	4 874	117 517
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts) (1)	15 049	11 665	5 573	10 213	18 894	45 615	181 299	30 445	90 097	408 850
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations (1)	5 224	1 621	470	254	2 384	–	–	–	–	9 953
Dérivés	2 349	5 028	2 338	2 353	1 627	6 284	21 056	33 786	1	74 822
Autres actifs financiers	16 082	847	754	114	122	270	447	639	575	19 850
Total des actifs financiers	210 391 \$	42 230 \$	28 407 \$	20 038 \$	31 161 \$	56 021 \$	213 357 \$	82 517 \$	154 169 \$	838 291 \$
Autres actifs non financiers	1 273	453	311	147	741	406	1 341	2 227	14 555	21 454
Total de l'actif	211 664 \$	42 683 \$	28 718 \$	20 185 \$	31 902 \$	56 427 \$	214 698 \$	84 744 \$	168 724 \$	859 745 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis (1)	22 556 \$	16 929 \$	29 243 \$	12 330 \$	15 000 \$	52 027 \$	46 194 \$	11 564 \$	281 237 \$	487 080 \$
Emprunts garantis	812	3 129	5 048	2 129	1 905	6 823	20 828	10 288	–	50 962
Obligations couvertes	–	–	–	–	–	3 226	14 612	3 470	–	21 308
Autres										
Acceptations (1)	5 224	1 621	470	254	2 384	–	–	–	–	9 953
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 128	–	–	–	–	–	–	–	–	47 128
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	53 389	1 991	1 308	877	290	1 500	–	–	1 061	60 416
Dérivés	3 021	5 233	2 569	2 536	2 312	11 365	17 739	31 970	–	76 745
Autres passifs financiers	20 852	922	692	268	344	399	662	3 969	60	28 168
Débitures subordonnées (1)	–	–	–	–	–	217	–	7 226	–	7 443
Total des passifs financiers	152 982 \$	29 825 \$	39 330 \$	18 394 \$	22 235 \$	75 557 \$	100 035 \$	68 487 \$	282 358 \$	789 203 \$
Autres passifs non financiers	1 606	2 834	686	114	135	1 105	1 692	7 349	5 561	21 082
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	49 460	49 460
Total du passif et des capitaux propres	154 588 \$	32 659 \$	40 016 \$	18 508 \$	22 370 \$	76 662 \$	101 727 \$	75 836 \$	337 379 \$	859 745 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières (1)	392 \$	1 341 \$	2 336 \$	1 938 \$	2 985 \$	2 295 \$	4 113 \$	141 \$	51 \$	15 592 \$
Engagements en vertu de baux	62	122	181	179	173	662	1 389	1 346	–	4 114
Engagements de crédit	3 757	6 843	4 780	6 488	7 320	18 031	91 288	13 615	1 044	153 166
Autres engagements	156	405	444	799	2 292	371	585	169	57 749	62 970
Total des éléments hors bilan	4 367 \$	8 711 \$	7 741 \$	9 404 \$	12 770 \$	21 359 \$	97 375 \$	15 271 \$	58 844 \$	235 842 \$

(1) Certains montants ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.

(2) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(3) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins opérationnels et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et elles sont basées sur leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications de temps à autre, en raison de facteurs comprenant, sans toutefois s'y limiter, notre solidité financière, notre situation concurrentielle et nos liquidités, ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le 24 janvier 2014, Fitch Ratings a confirmé nos notations assorties d'une perspective stable, de même que les notations des six autres principales banques canadiennes. Les notations reflètent des niveaux de bénéfice solides et stables, le maintien d'une bonne qualité du crédit, un financement et une position de liquidité solides et des ratios de capital sains.

Le tableau suivant présente nos principales notations et perspectives au 25 février 2014 :

	Au 25 février 2014 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1(élevé)	AA	stable

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Le tableau suivant illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse de un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences additionnelles pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative des révisions. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, y compris le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à position positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités liées à des contreparties garanties. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 janvier 2014			31 octobre 2013		
	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	576 \$	143 \$	874 \$	616 \$	171 \$	762 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	425	143	80	490	187	95

(1) Comprend les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York et à Londres.

Gestion du capital

Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion du capital depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2013. Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de capital réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et en temps opportun des nouvelles exigences.

Les exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit ont eu prise d'effet le 1^{er} janvier 2014. Afin d'assurer une mise en application similaire à celle effectuée dans d'autres pays, la mise en application de ces normes sera graduelle et s'échelonnera sur une période de cinq ans débutant en 2014 et se terminant le 31 décembre 2018, et deux options seront possibles. RBC a choisi l'option 1, selon laquelle l'ajustement de l'évaluation du crédit a augmenté l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total; les exigences seront mises en application graduellement à l'aide de multiples de 57 %, de 65 % et de 77 %, respectivement, et varieront d'un exercice à l'autre jusqu'à la fin de 2018.

En janvier 2014, le CBCB a publié la version finale de son document intitulé Basel III leverage ratio framework and disclosure requirements, en vertu duquel les banques doivent présenter le ratio de levier financier et ses composantes, avec prise d'effet au premier trimestre complet de 2015. Le ratio de levier financier se définit comme la mesure du capital divisée par la mesure des risques. La mesure du capital se définit actuellement comme le capital de première catégorie, et le risque correspond à la somme a) des risques figurant au bilan; b) des risques liés aux dérivés; c) des risques liés aux transactions de financement de titres; et d) des éléments hors bilan. Le ratio de levier financier minimum est de 3 %. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital de notre rapport annuel 2013.

Le tableau suivant présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Notre position de capital est demeurée solide au cours du trimestre et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF.

Ratios du capital en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles du capital réglementaire du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios du capital de RBC au 31 janvier 2014	Ratios cibles du BSIF atteints ou dépassés	Année d'application des exigences de ratios cibles du BSIF (1)
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale (1)	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale (1)			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie (%)	>4,5 %	2,5 %	>7,0 %	1,0 %	>8,0 %	9,7 %	✓	2013/2016
Capital de première catégorie (%)	>6,0 %	2,5 %	>8,5 %	1,0 %	>9,5 %	11,5 %	✓	2014/2016
Capital total (%)	>8,0 %	2,5 %	>10,5 %	1,0 %	>11,5 %	13,5 %	✓	2014/2016

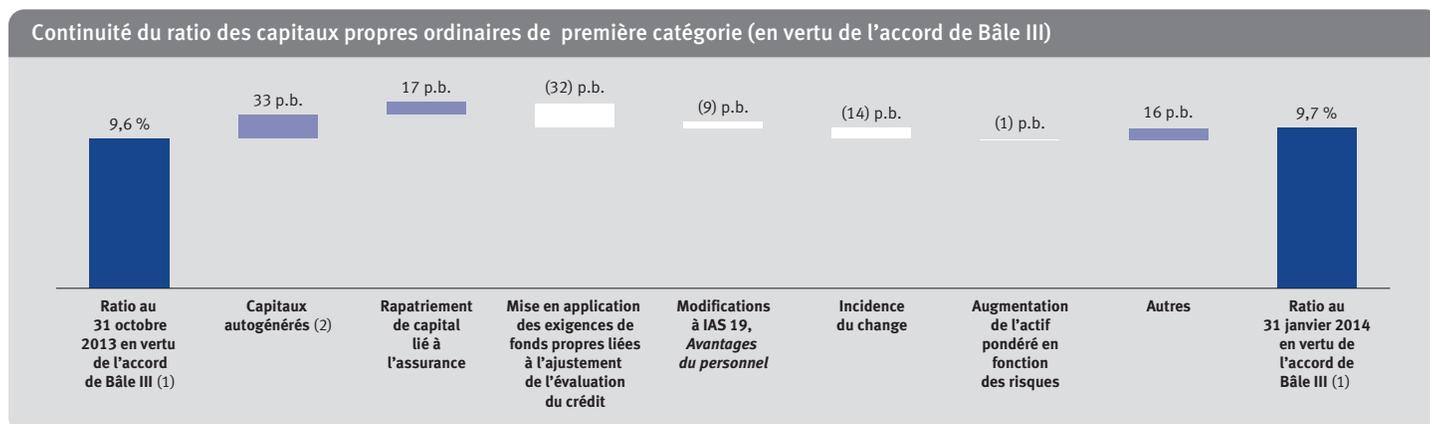
(1) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique nationale concerne le capital pondéré en fonction des risques, et il aura prise d'effet le 1^{er} janvier 2016.

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Au		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
Capital			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	32 998 \$	30 541 \$	28 115 \$
Capital de première catégorie	39 414	37 196	34 769
Capital total	45 978	44 716	43 287
Actif pondéré en fonction des risques			
Risque de crédit	253 799 \$	232 641 \$	223 318 \$
Risque de marché	44 055	42 184	38 099
Risque opérationnel	43 898	44 156	41 711
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	341 752 \$	318 981 \$	303 128 \$
Ratios de capital et coefficients (1)			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,7 %	9,6 %	9,3 %
Ratio du capital de première catégorie	11,5 %	11,7 %	11,5 %
Ratio du capital total	13,5 %	14,0 %	14,3 %
Coefficient actif-capital (2)	17,6 X	16,6 X	16,2 X
Montant brut de l'actif ajusté (en milliards) (2)	850,8 \$	807,0 \$	762,7 \$

- (1) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, nous utilisons les ratios de capital transitoires suivants : le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total transitoires étaient de 11,7 %, de 11,7 % et de 13,5 %, respectivement, au 31 janvier 2014. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.
- (2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital et le montant brut de l'actif ajusté sont calculés sur une base transitoire, conformément à la ligne directrice du BSIF sur les normes de fonds propres.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Les capitaux autogénérés de 1,0 milliard de dollars représentent le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III s'est établi à 9,7 % au 31 janvier 2014, comparativement à 9,6 % au 31 octobre 2013, en hausse de 10 points de base. Ce résultat reflète principalement les capitaux autogénérés et le rapatriement du capital d'assurance, contrebalancés par la mise en application, au cours du trimestre, d'exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit, par l'incidence de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*, et par l'incidence nette de l'écart de change. La variation du ratio tient également aux variations des déductions de capital telles que les variations du goodwill et des actifs d'impôt différé.

Notre ratio du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III a diminué de 20 points de base, principalement en raison du rachat de titres TruCS d'un montant de 900 millions de dollars, contrebalancé en partie par l'émission d'actions privilégiées de premier rang de série AZ pour un montant de 500 millions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) admissibles à titre de capital de première catégorie supplémentaire en vertu des règles de l'accord de Bâle III du BSIF et des autres facteurs susmentionnés.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 23 milliards de dollars, principalement en raison de l'incidence de l'écart de change, de la mise en application d'exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit, à 57 % conformément aux exigences en matière d'application graduelle du BSIF, et de la croissance des activités.

Notre ratio du capital total a diminué de 50 points de base, principalement en raison des facteurs susmentionnés touchant le ratio du capital de première catégorie, et du rachat de débetures subordonnées d'un montant de un milliard de dollars.

Au 31 janvier 2014, notre coefficient actif-capital (sur une base transitoire) était de 17,6 fois, comparativement à un coefficient actif-capital de 16,6 fois au 31 octobre 2013. L'augmentation tient à la hausse du montant brut de l'actif ajusté découlant de l'écart de change et de la croissance des activités, au rachat de TruCS et des débetures subordonnées dont il a déjà été question aux modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*, contrebalancés en partie par les capitaux autogénérés et l'émission d'actions privilégiées de premier rang de série AZ admissibles à titre de capital de première catégorie.

Principales activités de gestion du capital

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion du capital pour le trimestre clos le 31 janvier 2014.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Capital de première catégorie		
Actions ordinaires émises		
Options sur actions exercées (1)	1 139	65 \$
Émission d'actions privilégiées de série AZ (2)	20 000	500
Capital de deuxième catégorie		
Remboursement de débetures subordonnées échéant le 4 novembre 2018 (3)		1 000
Remboursement de titres TruCS 2013 (3)		900

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) En fonction des montants bruts.

(3) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les dividendes par action)	Au 31 janvier 2014		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation	1 442 195	14 442 \$	0,67 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400	0,31
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	0,35
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225	0,39
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275	0,39
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350	0,39
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275	0,39
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400	0,39
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325	0,38
À dividende non cumulatif, série AZ (3)	20 000	490	–
Actions propres – privilégiées	(2)	–	
Actions propres – ordinaires	556	33	
Options sur actions			
En cours	10 170		
Pouvant être exercées	6 571		
Dividendes			
Actions ordinaires		966	
Actions privilégiées		62	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Le 1^{er} novembre 2013, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de laquelle nous pouvons racheter un nombre maximal de 30 millions de nos actions ordinaires. Cette offre se poursuivra jusqu'au 31 octobre 2014. Au 24 février 2014, nous n'avions racheté aucune action en vertu de cette offre publique de rachat.

Le 30 janvier 2014, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AZ, pour un produit brut de 500 millions de dollars. Le produit net sera affecté aux fins commerciales générales.

Le 24 février 2014, nous avons émis 2,4 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, de série AK, d'un montant total de 61 millions de dollars dans le cadre d'une option au gré du détenteur permettant la conversion à raison de une pour une de nos actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AJ. Par suite de la conversion, 13,6 millions d'actions de série AJ demeurent en circulation, pour un montant nominal de 339 millions de dollars. Les privilèges de conversion étaient permis pour les actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AL; toutefois, aucune action de série AL n'a été convertie en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série AM.

Le 24 février 2014, également, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, séries AN, AP et AR, pour une contrepartie en espèces équivalant à un prix de rachat de 25 \$ l'action. Il y avait 9 millions d'actions de série AN en circulation d'un capital de 225 millions de dollars, 11 millions d'actions de série AP en circulation d'un capital de 275 millions et 14 millions d'actions de série AR en circulation d'un capital de 350 millions.

Au 24 février 2014, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 442 270 017 et à 10 094 863, respectivement, et il y avait 150 000 000 d'actions privilégiées en circulation. Au 24 février 2014, après le rachat des actions privilégiées de séries AN, AP et AR susmentionnées, le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à (3 744) et à (573 209), respectivement.

Capital attribué

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III. Nous assurons la concordance du taux de conversion du capital avec notre ratio cible des capitaux propres ordinaires de première catégorie, lequel est établi dans notre plan relatif au capital. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources, en fonction d'autres facteurs. L'attribution du capital à chaque secteur d'exploitation pourrait varier en raison des changements apportés au cadre réglementaire, tels que la mise en application d'exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2014, et la mise en œuvre du supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale à compter du 1^{er} janvier 2016.

Le tableau ci-après présente un sommaire des composantes de notre capital attribué :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Risque de crédit	13 000 \$	12 450 \$	11 400 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 900	3 050	3 700
Risque opérationnel	4 200	4 000	4 100
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 700	2 550	2 850
Risque d'assurance	500	500	500
Goodwill et immobilisations incorporelles	11 350	11 150	10 150
Attribution du capital réglementaire	3 900	4 950	1 550
Capital attribué	39 550 \$	38 650 \$	34 250 \$
Sous-attribution de capital	4 500	3 850	4 600
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	44 050 \$	42 500 \$	38 850 \$

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le capital attribué a augmenté de 5 milliards de dollars, en raison principalement de l'augmentation du risque de crédit reflétant l'incidence de la conversion des devises, l'acquisition d'Ally Canada, l'accroissement des activités et les variations des taux. Ces facteurs ont également contribué à l'accroissement du risque lié au goodwill et aux immobilisations incorporelles, en plus de la comptabilisation d'immobilisations incorporelles liées à certaines activités. L'augmentation de l'ajustement du capital réglementaire de 2,4 milliards de dollars découle de la prise en compte, ce trimestre, des exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit. L'augmentation découle également de l'accroissement du risque opérationnel tenant à la croissance des revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une diminution du risque commercial et du risque lié aux immobilisations corporelles.

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques significatifs. Le capital non attribué a augmenté par rapport à l'exercice précédent, puisque nous avons conservé des capitaux additionnels en prévision des exigences supplémentaires du BSIF en matière de capital pour les banques d'importance systémique nationale.

Premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le capital attribué a augmenté de 900 millions de dollars en raison de l'introduction du risque de change structurel, d'un accroissement du risque de marché lié aux activités de négociation, de l'augmentation du risque de crédit reflétant l'accroissement des activités et de l'incidence de la conversion des devises, facteurs qui ont également donné lieu à une augmentation du goodwill et des immobilisations incorporelles.

Information financière supplémentaire

Risques liés à certains instruments financiers

Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des titres garantis par des créances (TGC) et des prêts hypothécaires

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2014				31 janvier 2013			
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total
Juste valeur des titres	150 \$	250 \$	– \$	400 \$	176 \$	156 \$	15 \$	347 \$
Juste valeur des titres selon la note								
AAA	6 \$	– \$	– \$		15 \$	– \$	– \$	
AA	31	7	–		38	12	–	
A	–	14	–		12	7	–	
BBB	26	20	–		25	–	–	
Inférieure à BBB-	87	209	–		86	137	15	
Total	150 \$	250 \$	– \$	400 \$	176 \$	156 \$	15 \$	347 \$
Juste valeur des titres par année de montage								
2003 (ou avant)	18 \$	26 \$	– \$		8 \$	9 \$	– \$	
2004	3	76	–		7	36	–	
2005	78	70	–		89	60	15	
2006	19	61	–		66	26	–	
2007 et par la suite	32	17	–		6	25	–	
Total	150 \$	250 \$	– \$	400 \$	176 \$	156 \$	15 \$	347 \$
Coût amorti des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	7 \$	27 \$	– \$	34 \$	7 \$	28 \$	– \$	35 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A	157 \$	277 \$	– \$	434 \$	183 \$	184 \$	15 \$	382 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(3)\$	(9)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(1)	(7)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(1)	(4)
Diminution de 25 % des taux de remboursement anticipé	(1)	2

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux TGC et aux prêts hypothécaires

Certaines activités et transactions que nous effectuons nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 434 millions de dollars, représente moins de 0,1 % du total de notre actif au 31 janvier 2014, comparativement à 382 millions, ou 0,1 %, à l'exercice précédent. L'augmentation de 52 millions de dollars s'explique principalement par l'achat de certains titres.

Premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013

Le total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles illustré dans le tableau ci-dessus pourrait être exposé aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Au 31 janvier 2014, notre exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain s'est établie à 150 millions de dollars, en baisse de 26 millions, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la vente de certains titres. Relativement à ces risques, une tranche de 37 millions de dollars, ou 25 %, de nos placements connexes présentait une note A ou mieux, soit une diminution de 28 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de la vente de certains titres.

Au 31 janvier 2014, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain qui présentaient une note AAA représentaient 4 % du total des placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à 9 % à l'exercice précédent, en raison de la vente de titres. Au 31 janvier 2014, notre exposition aux prêts à risque aux États-Unis se chiffrait à 7 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Du total de notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 250 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a augmenté de 94 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'achat de certains titres. Environ 31 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 ou par la suite, comparativement à 33 % à l'exercice précédent. Au 31 janvier 2014, notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 27 millions de dollars, a diminué de 1 million par rapport à l'exercice précédent.

À l'heure actuelle, nous ne détenons pas de TGC qui pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Au 31 janvier 2014, les risques liés aux prêts à risque sur le marché américain ayant trait aux TGC ont diminué de 15 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de la vente de ces titres. Au 31 janvier 2014, la juste valeur des TGC de sociétés, qui se composent principalement de titres garantis par des prêts de sociétés de 1,3 milliard de dollars, a diminué de 0,6 milliard par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement du rachat de certains titres.

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 janvier 2014, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types de financement. Ils ne comprennent ni le financement de première qualité, ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de commandite liée aux placements privés. Cette définition est assujettie aux modifications qui pourraient être apportées dans l'avenir. Au 31 janvier 2014, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 14,3 milliards de dollars, soit une hausse de 2,9 milliards par rapport à l'exercice précédent, qui reflète l'accroissement des volumes de transactions des clients. Au 31 janvier 2014, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés représentait 1,6 % du total de l'actif, soit un résultat semblable à celui de l'exercice précédent.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 147 millions de dollars au 31 janvier 2014.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie de la juste valeur définie dans IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Pour de plus amples renseignements sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur, se reporter à la note 3 de nos états financiers résumés.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 au 31 janvier 2014.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2014				Total
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	
Actifs financiers					
Valeurs mobilières évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	148 774 \$	40 %	59 %	1 %	100 %
Disponibles à la vente	40 294	18 %	69 %	13 %	100 %
Prêts de gros	1 486	0 %	70 %	30 %	100 %
Dérivés	112 583	2 %	97 %	1 %	100 %
Autres actifs	1 483	41 %	59 %	0 %	100 %
Passifs financiers					
Dépôts	77 664 \$	0 %	93 %	7 %	100 %
Dérivés	114 269	2 %	96 %	2 %	100 %

(1) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Sommaire des méthodes comptables et des estimations

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers résumés, ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Changements de méthodes comptables et informations à fournir

Nous avons adopté plusieurs IFRS nouvelles et modifiées avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013. Ces normes nouvelles et modifiées comprennent IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 11, *Partenariats*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, IAS 27, *États financiers individuels*, IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, IAS 19, *Avantages du personnel*, et IFRS 7, *Instruments financiers – informations à fournir – compensation des actifs financiers et des passifs financiers*. Pour des détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2014, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2014.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Nos politiques et procédures relatives aux transactions entre parties liées n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 octobre 2013. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé Enhancing the Risk Disclosures of Banks) dans lequel il présente 32 recommandations visant à présenter des renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations à fournir supplémentaires sont présentées dans notre rapport annuel 2013, dans notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2014 et dans notre document d'information financière complémentaire.

L'index suivant présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements :

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	48	114	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques	–	54-58 207-209	–
	3	Risques principaux et risques émergents	–	51-53	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	33-34, 41-42	76, 91-92	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques	–	54-58	–
	6	Culture à l'égard du risque	–	54	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités	–	58	–
	8	Simulation de crise	–	56-57, 70	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de capital minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale	42	91-92	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire	–	–	22-27
	11	État de l'évolution du capital réglementaire	–	–	28
	12	Planification stratégique en matière de capital	–	90	–
	13	Actifs pondérés en fonction des risques par secteur d'activité	–	–	31
	14	Analyse des exigences de capital et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe	–	59-62	29-30
	15	Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes	–	–	42-44
Liquidités	16	Évolution des actifs pondérés en fonction des risques par catégorie de risque	–	–	31
	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle	–	60	42
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	34-36	78-79	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	36, 41	78-79 86	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	39-40	83-84	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	36-38	80-81	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	32-33	75	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	31	70-71, 73	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché	–	70	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés	–	70-71	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la banque	22-29	59-69	32-44
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	72-73	151-154 109-112	
	27	Politiques de détermination des prêts douteux	29	103 131-132	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice	–	–	34,38
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse	–	–	46
Autres risques	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit	–	61	41
	31	Types d'autres risques	–	86-89	–
	32	Événements publics comportant des risques	78	89, 194	–

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Au		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
Actif			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	13 786 \$	15 550 \$	13 539 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 245	9 039	8 480
Valeurs mobilières (note 4)			
Titres détenus à des fins de transaction	148 774	144 023	130 758
Titres disponibles à la vente	40 720	38 687	38 458
	189 494	182 710	169 216
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	140 669	117 517	121 333
Prêts (note 5)			
Prêts de détail	322 518	320 627	301 308
Prêts de gros	95 089	90 182	81 627
	417 607	410 809	382 935
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(1 979)	(1 959)	(1 954)
	415 628	408 850	380 981
Actif net des fonds distincts	542	513	406
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 503	9 953	9 312
Dérivés (note 6)	79 475	74 822	87 243
Locaux et matériel	2 650	2 636	2 652
Goodwill	8 616	8 332	7 431
Autres immobilisations incorporelles	2 815	2 777	2 684
Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	290	247	613
Actifs au titre des avantages du personnel	265	161	151
Autres actifs	31 736	26 638	32 895
	136 350	125 566	142 981
Total de l'actif	904 714 \$	859 745 \$	836 936 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts (note 8)			
Particuliers	200 125 \$	194 943 \$	184 928 \$
Entreprises et gouvernements	371 764	350 864	313 533
Banques	18 534	13 543	17 075
	590 423	559 350	515 536
Passif au titre des fonds distincts	542	513	406
Autres			
Acceptations	10 503	9 953	9 312
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	48 818	47 128	50 062
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	67 015	60 416	64 329
Dérivés (note 6)	80 702	76 745	92 262
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	8 115	8 034	7 956
Passifs au titre des avantages du personnel	1 979	2 027	2 310
Autres passifs	38 091	38 676	39 332
	255 223	242 979	265 563
Débitures subordonnées (note 10)	6 521	7 443	9 441
Passif au titre des actions privilégiées (note 10)	490	–	–
Total du passif	853 199	810 285	790 946
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
Actions privilégiées	4 600	4 600	4 813
Actions ordinaires (émises – 1 442 194 698, 1 441 055 616 et 1 446 267 084) (note 10)	14 442	14 377	14 367
Actions propres – privilégiées [détenues – 1 829, (46 641) et 44 805]	–	1	(1)
– ordinaires [détenues – (555 867), (666 366) et 326 556]	33	41	(22)
Bénéfices non distribués	28 551	27 438	24 289
Autres composantes des capitaux propres	2 117	1 208	780
	49 743	47 665	44 226
Participations ne donnant pas le contrôle	1 772	1 795	1 764
Total des capitaux propres	51 515	49 460	45 990
Total du passif et des capitaux propres	904 714 \$	859 745 \$	836 936 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les chiffres correspondants présentés ont été retraités en raison de l'adoption de nouvelles conventions comptables. Se reporter à la note 2.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Revenu d'intérêt			
Prêts	4 230 \$	4 173 \$	4 053 \$
Valeurs mobilières	957	982	961
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	246	222	249
Dépôts et autres	17	14	13
	5 450	5 391	5 276
Frais d'intérêt			
Dépôts et autres	1 458	1 445	1 436
Autres passifs	470	522	464
Débitures subordonnées	62	73	92
	1 990	2 040	1 992
Revenu net d'intérêt	3 460	3 351	3 284
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 282	1 083	1 021
Revenus tirés des activités de négociation	310	260	356
Commissions de gestion de placements et de services de garde	718	663	609
Revenus tirés des fonds communs de placement	729	672	594
Commissions de courtage en valeurs mobilières	341	334	321
Frais bancaires	364	368	354
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	401	394	469
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	168	187	175
Revenus sur cartes	175	145	171
Commissions de crédit	287	320	286
Profit net sur les titres disponibles à la vente (note 4)	23	51	66
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	38	32	37
Autres	158	59	115
	4 994	4 568	4 574
Total des revenus	8 454	7 919	7 858
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 5)	292	334	349
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	982	878	705
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines (note 9)	2 850	2 530	2 649
Matériel	284	289	258
Frais d'occupation	316	324	302
Communications	156	210	157
Honoraires	160	222	160
Impartitionnement de services de traitement	60	60	60
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	156	147	135
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	-	10	-
Autres	399	359	322
	4 381	4 151	4 043
Bénéfice avant impôt	2 799	2 556	2 761
Impôt sur le résultat	707	455	714
Bénéfice net	2 092 \$	2 101 \$	2 047 \$
Bénéfice net attribuable aux :			
Actionnaires	2 067 \$	2 077 \$	2 022 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	25	24	25
	2 092 \$	2 101 \$	2 047 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	1,39 \$	1,40 \$	1,35 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	1,38	1,39	1,34
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,67	0,67	0,60

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les chiffres correspondants présentés ont été retraités en raison de l'adoption de nouvelles conventions comptables. Se reporter à la note 2.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Bénéfice net	2 092 \$	2 101 \$	2 047 \$
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale), déduction faite de l'impôt			
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :			
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente			
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	74	83	2
Reclassement en résultat de (profits nets) pertes nettes sur les titres disponibles à la vente	(11)	(7)	(50)
	63	76	(48)
Écarts de change			
Profits (pertes) de change latents	2 480	732	(52)
(Pertes nettes) profits nets de change liés aux activités de couverture	(1 513)	(496)	37
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	–	–	–
	967	236	(15)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie			
(Pertes nettes) profits nets sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(118)	(140)	24
Reclassement de (profits) pertes sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(3)	(2)	(12)
	(121)	(142)	12
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :			
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 9)	77	(75)	45
Total des autres éléments du bénéfice global, déduction faite de l'impôt	986	95	(6)
Total du bénéfice global	3 078 \$	2 196 \$	2 041 \$
Total du bénéfice global attribuable aux :			
Actionnaires	3 053 \$	2 172 \$	2 016 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	25	24	25
	3 078 \$	2 196 \$	2 041 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Charge (économie) d'impôt liée aux profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	26 \$	31 \$	(9) \$
(Charge) économie d'impôt liée au reclassement en résultat de (profits nets) pertes nettes sur les titres disponibles à la vente	(1)	(9)	(5)
Charge (économie) d'impôt liée aux profits (pertes) de change latents	5	2	(1)
(Économie) charge d'impôt liée aux (pertes) profits de change liés aux activités de couverture	(536)	(176)	13
Économie d'impôt liée au reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	1	–	–
(Économie) charge d'impôt liée aux (pertes) profits sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(42)	(49)	8
(Charge) économie d'impôt liée au reclassement en résultat de (profits) pertes sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(1)	(1)	(4)
Charge (économie) d'impôt liée aux réévaluations des avantages du personnel	28	(22)	16
Total de (l'économie) la charge d'impôt	(520)\$	(224)\$	18 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les chiffres correspondants présentés ont été retraités en raison de l'adoption de nouvelles conventions comptables. Se reporter à la note 2.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres		
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Actions	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres						
en millions de dollars canadiens)																
Solde au 31 octobre 2012	4 813 \$	14 323 \$	1 \$	30 \$	23 162 \$	419 \$	196 \$	216 \$	831 \$	43 160 \$	1 761 \$	44 921 \$				
Variations des capitaux propres																
Capital social émis	–	44	–	–	–	–	–	–	–	44	–	44				
Actions propres – ventes	–	–	45	636	–	–	–	–	–	681	–	681				
Actions propres – achats	–	–	(47)	(688)	–	–	–	–	–	(735)	–	(735)				
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	(2)				
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(868)	–	–	–	–	(868)	–	(868)				
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(65)	–	–	–	–	(65)	(47)	(112)				
Autres	–	–	–	–	(5)	–	–	–	–	(5)	25	20				
Bénéfice net	–	–	–	–	2 022	–	–	–	–	2 022	25	2 047				
Total des autres éléments du bénéfice global	–	–	–	–	45	(48)	(15)	12	(51)	(6)	–	(6)				
Solde au 31 janvier 2013	4 813 \$	14 367 \$	(1) \$	(22) \$	24 289 \$	371 \$	181 \$	228 \$	780 \$	44 226 \$	1 764 \$	45 990 \$				
Solde au 31 juillet 2013	4 600 \$	14 333 \$	(1) \$	(10) \$	26 468 \$	271 \$	450 \$	317 \$	1 038 \$	46 428 \$	1 757 \$	48 185 \$				
Variations des capitaux propres																
Capital social émis	–	44	–	–	–	–	–	–	–	44	–	44				
Actions propres – vente	–	–	22	1 103	–	–	–	–	–	1 125	–	1 125				
Actions propres – achat	–	–	(20)	(1 052)	–	–	–	–	–	(1 072)	–	(1 072)				
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(4)	–	–	–	–	(4)	–	(4)				
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(965)	–	–	–	–	(965)	–	(965)				
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(61)	–	–	–	–	(61)	–	(61)				
Autres	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	14	12				
Bénéfice net	–	–	–	–	2 077	–	–	–	–	2 077	24	2 101				
Total des autres éléments du bénéfice global	–	–	–	–	(75)	76	236	(142)	170	95	–	95				
Solde au 31 octobre 2013	4 600 \$	14 377 \$	1 \$	41 \$	27 438 \$	347 \$	686 \$	175 \$	1 208 \$	47 665 \$	1 795 \$	49 460 \$				
Variations des capitaux propres																
Capital social émis	–	65	–	–	–	–	–	–	–	65	–	65				
Actions propres – vente	–	–	20	1 061	–	–	–	–	–	1 081	–	1 081				
Actions propres – achat	–	–	(21)	(1 069)	–	–	–	–	–	(1 090)	–	(1 090)				
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	(2)				
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(966)	–	–	–	–	(966)	–	(966)				
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(62)	–	–	–	–	(62)	(47)	(109)				
Autres	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	(1)	(2)				
Bénéfice net	–	–	–	–	2 067	–	–	–	–	2 067	25	2 092				
Total des autres éléments du bénéfice global	–	–	–	–	77	63	967	(121)	909	986	–	986				
Solde au 31 janvier 2014	4 600 \$	14 442 \$	– \$	33 \$	28 551 \$	410 \$	1 653 \$	54 \$	2 117 \$	49 743 \$	1 772 \$	51 515 \$				

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les chiffres correspondants présentés ont été retraités en raison de l'adoption de nouvelles conventions comptables. Se reporter à la note 2.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Bénéfice net	2 092 \$	2 101 \$	2 047 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet de trésorerie et autres			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	292	334	349
Amortissement	119	119	107
Impôt différé	248	(142)	122
Amortissement et dépréciation des autres immobilisations incorporelles	156	157	135
(Profit) perte à la vente de locaux et de matériel	(2)	2	(1)
Profit sur les titres disponibles à la vente	(39)	(58)	(79)
Profit à la cession d'activités	–	(17)	–
Dépréciation de titres disponibles à la vente	10	5	13
Quote-part des pertes des coentreprises et des entreprises associées	(38)	(32)	(37)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs opérationnels			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	81	219	35
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(49)	(52)	(405)
Impôt exigible	(853)	485	383
Actifs dérivés	(4 653)	3 024	4 050
Passifs dérivés	3 957	(3 633)	(4 499)
Titres détenus à des fins de transaction	(4 699)	(6 265)	(9 975)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(7 149)	(6 483)	(2 698)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	(23 152)	2 667	(9 076)
Variation des dépôts	32 391	12 272	6 435
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	6 599	(5 134)	297
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 706	655	9 306
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(267)	(35)	525
Autres	(6 182)	5 708	(457)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	568	5 897	(3 423)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	794	(1 691)	1 766
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	2 076	1 133	3 099
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	8 886	8 028	11 152
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(11 529)	(10 736)	(12 217)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	142	164	150
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(132)	(74)	(126)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(311)	(281)	(246)
Produit de cessions	–	17	–
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(74)	(3 440)	3 578
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Rachat de titres de fiducie de capital	(900)	–	–
Émission de débentures subordonnées	–	–	2 046
Remboursement de débentures subordonnées	(1 000)	–	–
Émission d'actions ordinaires	65	44	44
Passif au titre de l'émission d'actions privilégiées	490	–	–
Actions propres – vente	1 081	1 125	681
Actions propres – achat	(1 090)	(1 072)	(735)
Dividendes versés	(1 026)	(971)	(932)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(47)	–	(47)
Variation des emprunts à court terme des filiales	5	2	(97)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement	(2 422)	(872)	960
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	164	37	(4)
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(1 764)	1 622	1 111
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	15 550	13 928	12 428
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	13 786 \$	15 550 \$	13 539 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles comprennent les éléments suivants :			
Intérêts versés	2 170 \$	1 464 \$	2 372 \$
Intérêts reçus	5 407	4 585	5 063
Dividendes reçus	369	353	369
Impôt sur le résultat payé	712	199	247

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,6 milliards de dollars au 31 janvier 2014 (2,6 milliards au 31 octobre 2013; 2,8 milliards au 31 juillet 2013; 2,6 milliards au 31 janvier 2013; 2,1 milliards au 31 octobre 2012).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les chiffres correspondants présentés ont été retraités en raison de l'adoption de nouvelles conventions comptables. Se reporter à la note 2.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2013 audités et les notes annexes présentés aux pages 115 à 203 de notre rapport annuel 2013. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 25 février 2014, le conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

À l'exception de ce qui est expliqué ci-après, les états financiers résumés ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels 2013 audités.

Changements de méthodes comptables

Au cours du trimestre, nous avons adopté les nouvelles normes comptables suivantes.

Modifications à IAS 19, *Avantages du personnel* (IAS 19)

Les modifications à IAS 19 changent la manière de comptabiliser les prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, particulièrement les gains actuariels et les pertes actuarielles, les coûts des services passés, les frais d'intérêt et le rendement des actifs des régimes. La norme modifiée élimine le report et l'amortissement des écarts actuariels par le biais du résultat net, exigeant plutôt la comptabilisation immédiate des écarts actuariels dans les autres éléments du résultat global. Les coûts des services passés sont également comptabilisés immédiatement dans la période où un régime est modifié. Le montant net des intérêts, calculé en appliquant le taux d'actualisation à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies, remplace les composantes coût financier et rendement prévu des actifs des régimes de la charge au titre des régimes à prestations définies. Les modifications présentent également un certain nombre d'exigences en matière d'informations intermédiaires et annuelles à fournir sur les régimes à prestations définies.

Nous avons adopté les modifications de façon rétrospective le 1^{er} novembre 2013. Aux termes de la norme modifiée, nous comptabilisons la valeur actualisée de notre obligation au titre des prestations définies pour chaque régime de retraite à prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime, comme un passif au poste Passifs au titre des avantages du personnel dans nos bilans consolidés. Dans le cas des régimes comportant un actif net au titre des prestations définies, le montant est comptabilisé comme un actif au poste Actifs au titre des avantages du personnel. Les nouvelles informations intermédiaires à fournir sont présentées à la note 9.

IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10)

IFRS 10 remplace les exigences relatives à la consolidation prévues par IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (IAS 27), et SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc* (SIC-12), et elle fournit un modèle de consolidation unique applicable à tous les types d'entités. IFRS 10 est fondée sur le principe qu'une entité doit consolider toutes les autres entités qu'elle contrôle.

Aux termes d'IAS 27 et de SIC-12, le contrôle était basé sur le fait de détenir la majorité des participations avec droit de vote ou, dans le cas des entités ad hoc, sur une évaluation globale de l'objet et de la conception de l'entité, de nos droits décisionnels et de notre exposition à la majorité des risques et avantages attachés à la propriété. Aux termes d'IFRS 10, trois conditions doivent être remplies pour avoir le contrôle : i) il faut avoir un pouvoir décisionnel en ce qui a trait aux activités pertinentes, ii) il faut être exposé à des rendements variables et iii) il doit y avoir un lien entre pouvoir décisionnel et rendements. IFRS 10 présente un guide d'application substantiel qui approfondit les principes nouveaux et existants liés à la détermination du contrôle. Elle met davantage l'accent sur le pouvoir décisionnel en en faisant une condition pour avoir le contrôle, ne présente plus une définition claire de l'évaluation de l'exposition aux risques et aux avantages, mais amène de nouveaux faits à prendre en considération pour déterminer si nous agissons pour notre propre compte ou comme mandataire pour des entités sur lesquelles nous exerçons un pouvoir décisionnel. La détermination du contrôle est fondée sur les faits et circonstances actuels et doit faire l'objet d'une évaluation sur une base continue.

Nous avons adopté IFRS 10 de façon rétrospective le 1^{er} novembre 2013. Lors de l'adoption, la Fiducie de capital RBC II a été déconsolidée, car notre participation ne nous expose pas à des rendements variables. Se reporter à la note 20 de notre rapport annuel de 2013 pour en savoir davantage sur les instruments de capital innovateurs.

IFRS 11, *Partenariats* (IFRS 11)

IFRS 11 exige d'une partie à un partenariat qu'elle détermine le type de partenariat auquel elle participe en évaluant ses droits et obligations issus du partenariat. IFRS 11 exige d'un coparticipant qu'il comptabilise et évalue les actifs et passifs liés à sa participation dans le partenariat, et d'un coentrepreneur qu'il applique la méthode de la mise en équivalence. Nous avons adopté IFRS 11 de façon rétrospective le 1^{er} novembre 2013. Par suite de l'adoption, nous utilisons la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des coentreprises, et non plus la méthode de la consolidation proportionnelle.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (IFRS 12)

IFRS 12 fournit des directives plus détaillées sur les informations à fournir annuellement à l'égard des intérêts d'une entité présentant l'information financière dans d'autres entités. La norme exige qu'une entité présente de l'information qui aide les utilisateurs à évaluer i) la nature de ses intérêts détenus dans des filiales, des coentreprises, des entreprises associées et des entités structurées non consolidées (structures hors bilan) et les risques qui leur sont associés et ii) l'incidence de ces intérêts sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité. Nous avons adopté IFRS 12 le 1^{er} novembre 2013. Toutefois, l'adoption d'IFRS 12 n'a eu aucune incidence sur les états financiers résumés. Les informations annuelles requises par IFRS 12, y compris celles des périodes comparatives, seront présentées dans nos états financiers annuels consolidés pour l'exercice 2014.

IAS 27, *États financiers individuels* (IAS 27) et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (IAS 28)

En raison des nouvelles IFRS, soit IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12, l'IASB a publié les normes suivantes, qui ont été révisées et dont l'intitulé a été modifié : IAS 27, *États financiers individuels*, et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*. Nous avons adopté de façon rétrospective ces nouvelles exigences le 1^{er} novembre 2013. L'adoption n'a eu aucune incidence sur nos états financiers résumés.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)

IFRS 13 présente une définition révisée de la juste valeur et établit, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur. IFRS 13 exige également la présentation d'informations à fournir plus exhaustives sur l'évaluation de la juste valeur. Les exigences relatives à l'évaluation et aux informations à fournir d'IFRS 13 s'appliquent lorsqu'une autre norme impose ou permet que l'élément soit évalué à la juste valeur, sauf quelques exceptions limitées. Nous avons adopté de façon prospective IFRS 13 le 1^{er} novembre 2013. L'adoption n'a pas eu une incidence importante sur nos états financiers résumés. Les nouvelles informations intermédiaires à fournir aux termes d'IAS 34 par suite de l'adoption d'IFRS 13 sont présentées à la note 3.

IFRS 7, Informations à fournir – compensation des actifs financiers et des passifs financiers (IFRS 7)

Les modifications à IFRS 7 exigent la présentation d'informations supplémentaires afin de permettre aux utilisateurs d'évaluer l'incidence des accords de compensation sur la situation financière d'une entité. En vertu des modifications, les entités doivent présenter le montant brut et le montant net des accords généraux de compensation et des accords semblables, y compris l'incidence des garanties financières, qu'elles soient présentées ou non au montant net dans le bilan. Nous avons adopté les modifications à IFRS 7 le 1^{er} novembre 2013. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers résumés. Les informations annuelles requises par les modifications, y compris celles des périodes comparatives, seront présentées dans les états annuels consolidés pour l'exercice 2014.

L'incidence de l'adoption des normes expliquées ci-dessus sur nos bilans consolidés au 31 octobre 2013, au 31 janvier 2013 et au 31 octobre 2012 et sur nos comptes consolidés de résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012 est présentée dans les tableaux suivants.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Au 31 octobre 2013					
	Montant publié (1)	Ajustements			Incidence totale	Montant retraité
		IAS 19	IFRS 10	IFRS 11		
Bilan consolidé						
Trésorerie et montants à recevoir de banques	15 870 \$	– \$	– \$	(320)\$	(320)\$	15 550 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	9 061	–	–	(22)	(22)	9 039
Titres – Détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	182 718	–	1	(9)	(8)	182 710
Prêts de gros (1)	89 998	–	3	181	184	90 182
Autres – Placement dans des entreprises associées et des coentreprises	112	–	–	135	135	247
Autres – Actifs liés aux avantages du personnel	1 084	(923)	–	–	(923)	161
Autres – Autres postes touchés par les changements de méthodes comptables (2)	40 503	292	–	(412)	(120)	40 383
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	521 473	–	–	–	–	521 473
Total de l'actif	860 819	(631)	4	(447)	(1 074)	859 745
Dépôts – Entreprises et gouvernements (1)	349 994	–	903	(33)	870	350 864
Autres – Passifs liés aux avantages du personnel	1 759	268	–	–	268	2 027
Autres – Autres passifs	39 113	(24)	1	(414)	(437)	38 676
Titres de fiducie de capital	900	–	(900)	–	(900)	–
Bénéfices non distribués	28 314	(876)	–	–	(876)	27 438
Autres composantes des capitaux propres	1 207	1	–	–	1	1 208
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	439 532	–	–	–	–	439 532
Total du passif et des capitaux propres	860 819	(631)	4	(447)	(1 074)	859 745
Compte consolidé de résultat						
Bénéfice net attribuable aux actionnaires (exercice clos le 31 octobre 2013)	8 078	(87)	–	–	(87)	7 991
<i>Trimestre clos le 31 janvier 2013</i>	1 980	(23)	–	–	(23)	1 957
<i>Trimestre clos le 30 avril 2013</i>	1 848	(27)	–	–	(27)	1 821
<i>Trimestre clos le 31 juillet 2013</i>	2 216	(19)	–	–	(19)	2 197
<i>Trimestre clos le 31 octobre 2013</i>	2 034	(18)	–	–	(18)	2 016
Bénéfice de base par action (en dollars) (exercice clos le 31 octobre 2013)	5,60	(0,07)	–	–	(0,07)	5,53
Bénéfice dilué par action (en dollars) (exercice clos le 31 octobre 2013)	5,54	(0,05)	–	–	(0,05)	5,49

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2013					
	Montant publié (1)	Ajustements			Incidence totale	Montant retraité
		IAS 19	IFRS 10	IFRS 11		
Bilan consolidé						
Trésorerie et montants à recevoir de banques	13 741 \$	– \$	– \$	(202)\$	(202)\$	13 539 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 499	–	–	(19)	(19)	8 480
Titres – Détenus aux fins de transaction et disponibles à la vente	169 225	–	1	(10)	(9)	169 216
Prêts de gros (1)	81 630	–	3	(6)	(3)	81 627
Autres – Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	129	–	–	484	484	613
Autres – Actifs au titre des avantages du personnel	999	(848)	–	–	(848)	151
Autres – Autres postes touchés par les changements de méthodes comptables (2)	45 714	411	–	(463)	(52)	45 662
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	517 648	–	–	–	–	517 648
Total de l'actif	837 585	(437)	4	(216)	(649)	836 936
Dépôts – Entreprises et gouvernements (1)	312 658	–	903	(28)	875	313 533
Autres – Passifs au titre des avantages du personnel	1 628	682	–	–	682	2 310
Autres – Autres passifs	39 552	(33)	1	(188)	(220)	39 332
Titres de fiducie de capital	900	–	(900)	–	(900)	–
Bénéfices non distribués	25 375	(1 086)	–	–	(1 086)	24 289
Autres composantes des capitaux propres	780	–	–	–	–	780
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	456 692	–	–	–	–	456 692
Total du passif et des capitaux propres	837 585	(437)	4	(216)	(649)	836 936

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)

Au 31 octobre 2012 et pour l'exercice clos à cette date

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Montant publié (1)	Ajustements			Incidence totale	Montant retraité
		IAS 19	IFRS 10	IFRS 11		
Bilan consolidé						
Trésorerie et montants à recevoir de banques	12 617 \$	– \$	– \$	(189)\$	(189)\$	12 428 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 255	–	–	(9)	(9)	10 246
Titres – Détenus aux fins de transaction et disponibles à la vente	161 611	–	1	(10)	(9)	161 602
Prêts de gros (1)	79 953	–	3	(7)	(4)	79 949
Autres – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	125	–	–	452	452	577
Autres – Actifs au titre des avantages du personnel	1 049	(920)	–	–	(920)	129
Autres – Autres postes touchés par les changements de méthodes comptables (2)	47 881	367	–	(834)	(467)	47 414
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	511 609	–	–	–	–	511 609
Total de l'actif	825 100	(553)	4	(597)	(1 146)	823 954
Dépôts – Entreprises et gouvernement (1)	312 314	–	903	(21)	882	313 196
Autres – Passifs au titre des avantages du personnel	1 729	589	–	–	589	2 318
Autres – Autres passifs	41 371	(35)	1	(576)	(610)	40 761
Titres de fiducie de capital	900	–	(900)	–	(900)	–
Bénéfices non distribués	24 270	(1 108)	–	–	(1 108)	23 162
Autres composantes des capitaux propres	830	1	–	–	1	831
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	443 686	–	–	–	–	443 686
Total du passif et des capitaux propres	825 100	(553)	4	(597)	(1 146)	823 954
Compte consolidé de résultat						
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	7 184	(32)	–	–	(32)	7 152
Bénéfice de base par action (en dollars)	4,98	(0,02)	–	–	(0,02)	4,96
Bénéfice dilué par action (en dollars)	4,93	(0,02)	–	–	(0,02)	4,91

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux publiés initialement afin de refléter les changements de classement effectués au cours de la période considérée.

(2) Comprend les locaux et le matériel, le goodwill, les autres immobilisations incorporelles et les autres actifs.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Nous déterminons la juste valeur en tenant compte de tous les facteurs que les participants du marché prendraient en considération pour établir un prix, y compris les méthodes d'évaluation généralement reconnues.

Le Conseil d'administration surveille l'évaluation des instruments financiers principalement par l'entremise du Comité d'audit et du Comité de révision et de la politique du risque. Le Comité d'audit revoit la présentation des instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur et les informations à fournir, tandis que le Comité de révision et de la politique du risque évalue le caractère adéquat des structures de gouvernance et des processus de contrôle concernant ces instruments.

Nous avons mis en place des politiques, des procédures et des contrôles liés aux méthodes et aux techniques d'évaluation afin de nous assurer que la juste valeur fait l'objet d'une estimation raisonnable. Les principaux processus et contrôles d'évaluation comprennent, sans s'y limiter, la ventilation des profits et des pertes, la vérification indépendante des prix et les normes de validation des modèles. Ces processus de contrôle sont gérés soit par le groupe Finance, soit par la Gestion des risques du Groupe et ils sont indépendants des secteurs d'activité connexes et de leurs fonctions de négociation. La ventilation des profits et des pertes est un processus qui vise à expliquer les variations de la juste valeur de certaines positions et elle est effectuée quotidiennement pour les portefeuilles de négociation. Tous les instruments comptabilisés à la juste valeur sont soumis à la vérification indépendante des prix, soit un processus en vertu duquel les évaluations de la fonction de négociation sont comparées aux cours du marché externe et à d'autres données de marché pertinentes. Les sources de données de marché comprennent les cours du marché, les courtiers et les prix du vendeur. D'autres techniques d'évaluation sont utilisées lorsque les prix ou les cours ne sont pas disponibles. Certains processus d'évaluation ont recours à des modèles d'évaluation pour déterminer la juste valeur. Notre démarche en matière d'utilisation de modèles est systématique et constante. L'utilisation de modèles d'évaluation conformes à notre cadre de gestion des risques liés aux modèles est approuvée. Le cadre traite, entre autres choses, des normes d'établissement des modèles, des processus et procédures de validation et des autorités d'approbation. Le processus de validation est l'un des principaux contrôles de modèles. La validation des modèles a pour objectif de s'assurer qu'un modèle est adéquat pour l'utilisation prévue et de définir des limitations quant à son utilisation. Tous les modèles sont régulièrement soumis au processus de validation.

Au nombre des autres contrôles figure l'utilisation d'une liste de sources tierces attestées pour l'établissement des prix. La liste de sources tierces pour l'établissement des prix accorde la priorité aux services et aux prix dont l'exactitude est la plus élevée et la plus constante. Le niveau d'exactitude est établi au fil du temps en comparant les prix déterminés par des tiers aux prix déterminés par des courtiers ou un système, aux prix déterminés par d'autres services d'établissement des prix et, lorsqu'elles sont disponibles, aux données de négociation réelles.

Pour une description des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur de nos principaux actifs et passifs financiers, se reporter à la note 2 de notre rapport annuel 2013. Aucun changement important n'a été apporté à nos techniques d'évaluation. Comme il est mentionné à la note 10, nous avons émis de nouvelles actions privilégiées qui sont évaluées en fonction des prix de transaction récents.

Pour déterminer la juste valeur, on utilise une hiérarchie qui place en ordre de priorité les données utilisées dans les techniques d'évaluation. Selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, le plus haut niveau correspond aux prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1) et le niveau le plus bas correspond aux données non observables (niveau 3). La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Les données du niveau 1 correspondent aux prix cotés non ajustés sur des marchés actifs, auxquels nous avons accès à la date d'évaluation, pour des actifs ou des passifs identiques. Les données du niveau 2 comprennent les prix cotés pour des actifs ou passifs semblables sur des marchés actifs, les prix cotés pour des actifs ou passifs identiques ou semblables sur des marchés qui sont inactifs, et les données du modèle qui sont observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur le marché sur pratiquement toute la durée de vie des actifs ou des passifs. Les données du niveau 3 correspondent à une ou à plusieurs données non observables aux fins du calcul de la juste valeur de l'actif ou du passif. Les

données non observables sont utilisées pour évaluer la juste valeur dans la mesure où des données observables ne sont pas disponibles à la date d'évaluation. La disponibilité des données aux fins de l'évaluation peut influencer sur la sélection des techniques d'évaluation. Un instrument financier est classé aux fins de présentation en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier.

	Au 31 janvier 2014								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	139 381 \$	9 393 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	148 774 \$	148 774 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	40 310	–	–	410	40 720	40 720	
Total des valeurs mobilières	139 381	9 393	40 310	–	–	410	189 494	189 494	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	98 008	–	42 661	42 661	–	140 669	140 669	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	321 290	318 888	–	321 290	318 888	
Prêts de gros	815	671	–	92 852	92 239	–	94 338	93 725	
Total des prêts	815	671	–	414 142	411 127	–	415 628	412 613	
Autres									
Dérivés	79 475	–	–	–	–	–	79 475	79 475	
Autres actifs	–	1 483	–	32 122	32 122	–	33 605	33 605	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	9 968 \$		190 157 \$	190 413 \$		200 125 \$	200 381 \$	
Entreprises et gouvernements (1)	–	62 832		308 932	308 753		371 764	371 585	
Banques (2)	–	4 864		13 670	13 670		18 534	18 534	
Total des dépôts	–	77 664		512 759	512 836		590 423	590 500	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	48 818	–		–	–		48 818	48 818	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	60 194		6 821	6 821		67 015	67 015	
Dérivés	80 702	–		–	–		80 702	80 702	
Autres passifs	(16)	125		38 511	38 511		38 620	38 620	
Débiteures subordonnées	–	112		6 409	6 373		6 521	6 485	
Passif au titre des actions privilégiées	–	–		490	500		490	500	

	Au 31 janvier 2013								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	120 963 \$	9 795 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	130 758 \$	130 758 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	37 973	–	–	485	38 458	38 458	
Total des valeurs mobilières	120 963	9 795	37 973	–	–	485	169 216	169 216	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	92 262	–	29 071	29 071	–	121 333	121 333	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	300 170	297 269	–	300 170	297 269	
Prêts de gros	71	1 515	–	79 225	78 813	–	80 811	80 399	
Total des prêts	71	1 515	–	379 395	376 082	–	380 981	377 668	
Autres									
Dérivés	87 243	–	–	–	–	–	87 243	87 243	
Autres actifs	–	738	–	35 069	35 069	–	35 807	35 807	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	7 219 \$		177 709 \$	177 922 \$		184 928 \$	185 141 \$	
Entreprises et gouvernements (1)	–	47 281		266 252	266 665		313 533	313 946	
Banques (2)	–	5 253		11 822	11 822		17 075	17 075	
Total des dépôts	–	59 753		455 783	456 409		515 536	516 162	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 062	–		–	–		50 062	50 062	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	57 205		7 124	7 124		64 329	64 329	
Dérivés	92 262	–		–	–		92 262	92 262	
Autres passifs	65	31		40 093	40 093		40 189	40 189	
Débitures subordonnées	–	110		9 331	9 231		9 441	9 341	
Passif au titre des actions privilégiées	–	–		–	–		–	–	

(1) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(2) Les banques désignent les banques réglementées.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 13.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au												
	31 janvier 2014					31 octobre 2013							
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustement de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3				Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3					
Actifs financiers													
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	1 766 \$	– \$	1 766 \$		\$	1 766 \$	– \$	2 424 \$	– \$	2 424 \$	\$	2 424 \$
Valeurs mobilières													
Titres détenus à des fins de transaction													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)													
Gouvernement fédéral	9 240	7 478	–	16 718		16 718	11 978	6 663	–	18 641		18 641	18 641
Provinces et municipalités	–	12 485	–	12 485		12 485	–	12 108	–	12 108		12 108	12 108
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	4 429	24 858	4	29 291		29 291	5 480	23 980	22	29 482		29 482	29 482
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	4 158	7 386	–	11 544		11 544	2 815	6 671	370	9 856		9 856	9 856
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	994	30	1 024		1 024	–	802	28	830		830	830
Titres adossés à des actifs	–	–	–	–		–	–	–	–	–		–	–
TGC (3)	–	14	19	33		33	–	–	31	31		31	31
Titres non garantis par des créances	–	936	297	1 233		1 233	–	1 084	260	1 344		1 344	1 344
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	5	29 547	389	29 941		29 941	–	26 127	415	26 542		26 542	26 542
Titres de participation	41 919	4 401	185	46 505		46 505	41 874	3 132	183	45 189		45 189	45 189
	59 751	88 099	924	148 774		148 774	62 147	80 567	1 309	144 023		144 023	144 023
Titres disponibles à la vente (4)													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)													
Gouvernement fédéral	313	9 195	–	9 508		9 508	153	9 669	–	9 822		9 822	9 822
Provinces et municipalités	–	552	–	552		552	–	667	–	667		667	667
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	22	4 447	2 160	6 629		6 629	26	4 238	2 014	6 278		6 278	6 278
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 511	5 538	–	12 049		12 049	5 463	5 319	–	10 782		10 782	10 782
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	166	–	166		166	–	139	–	139		139	139
Titres adossés à des actifs	–	–	–	–		–	–	–	–	–		–	–
TGC	–	1 194	93	1 287		1 287	–	1 294	103	1 397		1 397	1 397
Titres non garantis par des créances	–	270	171	441		441	–	283	180	463		463	463
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	5 908	1 837	7 745		7 745	–	5 232	1 673	6 905		6 905	6 905
Titres de participation	149	581	1 064	1 794		1 794	137	585	969	1 691		1 691	1 691
Titres de substitut de prêt	99	24	–	123		123	103	24	–	127		127	127
	7 094	27 875	5 325	40 294		40 294	5 882	27 450	4 939	38 271		38 271	38 271
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	98 008	–	98 008		98 008	–	82 023	–	82 023		82 023	82 023
Prêts	–	1 039	447	1 486		1 486	–	1 164	414	1 578		1 578	1 578
Autres													
Dérivés													
Contrats de taux d'intérêt	28	78 125	311	78 464		78 464	22	78 517	333	78 872		78 872	78 872
Contrats de change	–	28 390	66	28 456		28 456	–	20 709	76	20 785		20 785	20 785
Dérivés de crédit	–	198	27	225		225	–	193	32	225		225	225
Autres contrats	2 126	2 926	945	5 997		5 997	2 558	3 219	858	6 635		6 635	6 635
Ajustements de l'évaluation (5)	–	(499)	(60)	(559)		(559)	(2)	(398)	(105)	(505)		(505)	(505)
Total des dérivés, montant brut	2 154	109 140	1 289	112 583		112 583	2 578	102 240	1 194	106 012		106 012	106 012
Ajustements de compensation	–	–	–	–		–	–	–	–	–		–	–
						(33 108)						(31 190)	(31 190)
Total des dérivés						79 475						74 822	74 822
Autres actifs	603	880	–	1 483		1 483	520	452	11	983		983	983
	69 602 \$	326 807 \$	7 985 \$	404 394 \$		371 286 \$	71 127 \$	296 320 \$	7 867 \$	375 314 \$		(31 190) \$	344 124 \$
Passifs financiers													
Dépôts													
Particuliers	– \$	9 452 \$	516 \$	9 968 \$		9 968 \$	– \$	8 033 \$	1 036 \$	9 069 \$		9 069 \$	9 069 \$
Entreprises et gouvernements	–	58 070	4 762	62 832		62 832	–	52 104	3 933	56 037		56 037	56 037
Banques	–	4 864	–	4 864		4 864	–	1 932	–	1 932		1 932	1 932
Autres													
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 546	16 262	10	48 818		48 818	31 832	15 280	16	47 128		47 128	47 128
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	60 194	–	60 194		60 194	–	53 948	–	53 948		53 948	53 948
Dérivés													
Contrats de taux d'intérêt	16	74 066	720	74 802		74 802	9	74 113	791	74 913		74 913	74 913
Contrats de change	–	29 453	21	29 474		29 474	–	22 715	193	22 908		22 908	22 908
Dérivés de crédit	–	279	32	311		311	–	295	37	332		332	332
Autres contrats	2 209	5 892	1 589	9 690		9 690	2 379	5 979	1 727	10 085		10 085	10 085
Ajustements de l'évaluation (5)	–	(28)	20	(8)		(8)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		s.o.	s.o.
Total des dérivés, montant brut	2 225	109 662	2 382	114 269		114 269	2 388	103 102	2 748	108 238		108 238	108 238
Ajustements de compensation	–	–	–	–		–	–	–	–	–		–	–
						(33 567)						(31 493)	(31 493)
Total des dérivés						80 702						76 745	76 745
Autres passifs	–	125	(16)	109		109	–	37	3	40		40	40
Débitures subordonnées	–	–	112	112		112	–	–	109	109		109	109
	34 771 \$	258 629 \$	7 766 \$	301 166 \$		267 599 \$	34 220 \$	234 436 \$	7 845 \$	276 501 \$		(31 493) \$	245 008 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2013					
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers						
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	- \$	670 \$	- \$	670 \$	\$	670 \$
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)						
Gouvernement fédéral	8 310	6 199	-	14 509		14 509
Provinces et municipalités	-	10 120	-	10 120		10 120
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	4 442	17 420	42	21 904		21 904
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	4 845	8 955	330	14 130		14 130
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	798	122	920		920
Titres adossés à des actifs						
TGC (3)	-	-	41	41		41
Titres non garantis par des créances	-	839	189	1 028		1 028
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	188	23 623	417	24 228		24 228
Titres de participation	41 487	2 133	258	43 878		43 878
	59 272	70 087	1 399	130 758		130 758
Titres disponibles à la vente (4)						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)						
Gouvernement fédéral	404	10 438	-	10 842		10 842
Provinces et municipalités	-	1 057	-	1 057		1 057
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	23	3 802	1 764	5 589		5 589
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	5 729	5 038	-	10 767		10 767
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	237	-	237		237
Titres adossés à des actifs						
TGC	-	-	1 854	1 854		1 854
Titres non garantis par des créances	-	188	317	505		505
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	3 587	1 586	5 173		5 173
Titres de participation	129	681	906	1 716		1 716
Titres de substitut de prêt	198	24	-	222		222
	6 483	25 052	6 427	37 962		37 962
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	-	92 262	-	92 262		92 262
Prêts	-	1 118	468	1 586		1 586
Autres						
Dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	14	87 714	771	88 499		88 499
Contrats de change	-	24 679	82	24 761		24 761
Dérivés de crédit	-	160	89	249		249
Autres contrats	1 592	2 640	413	4 645		4 645
Ajustements de l'évaluation (5)	(23)	(348)	(209)	(580)		(580)
Total des dérivés, montant brut	1 583	114 845	1 146	117 574		117 574
Ajustements de compensation					(30 331)	(30 331)
Total des dérivés						87 243
Autres actifs	443	283	12	738		738
	67 781 \$	304 317 \$	9 452 \$	381 550 \$	(30 331) \$	351 219 \$
Passifs financiers						
Dépôts						
Particuliers	- \$	245 \$	6 974 \$	7 219 \$		7 219 \$
Entreprises et gouvernements	-	44 618	2 663	47 281		47 281
Banques	-	5 253	-	5 253		5 253
Autres						
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 296	18 766	-	50 062		50 062
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	57 205	-	57 205		57 205
Dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	8	81 137	1 248	82 393		82 393
Contrats de change	-	31 793	261	32 054		32 054
Dérivés de crédit	-	205	106	311		311
Autres contrats	1 455	4 830	1 288	7 573		7 573
Ajustements de l'évaluation (5)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		s.o.
Total des dérivés, montant brut	1 463	117 965	2 903	122 331		122 331
Ajustements de compensation					(30 069)	(30 069)
Total des dérivés						92 262
Autres passifs	-	31	65	96		96
Débiteures subordonnées	-	-	110	110		110
	32 759 \$	244 083 \$	12 715 \$	289 557 \$	(30 069) \$	259 488 \$

- (1) Au 31 janvier 2014, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction étaient de 5 992 millions de dollars et de 114 millions (4 934 millions et 93 millions au 31 octobre 2013; 7 321 millions et 115 millions au 31 janvier 2013), respectivement, et ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffraient à 3 627 millions et à 34 millions (3 512 millions et 35 millions au 31 octobre 2013; 3 557 millions et 37 millions au 31 janvier 2013), respectivement.
- (2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».
- (3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».
- (4) Ne comprend pas les titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 16 millions de dollars et de 410 millions, respectivement (15 millions et 401 millions au 31 octobre 2013; 11 millions et 485 millions au 31 janvier 2013), qui sont comptabilisés au coût.
- (5) Les exigences d'IFRS 13 sont appliquées de façon prospective, et la norme permet une exception, au moyen d'un choix de méthode comptable, visant l'évaluation de la juste valeur d'un portefeuille d'instruments financiers selon la position de risque nette ouverte lorsque certains critères sont respectés. Nous avons opté pour ce choix de méthode afin de déterminer la juste valeur de certains portefeuilles d'instruments financiers, principalement des dérivés, en fonction de l'exposition nette au risque de crédit ou de marché. Les montants de l'ajustement de l'évaluation figurant dans ce tableau comprennent ceux établis pour l'ensemble du portefeuille.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur, les fourchettes et les moyennes pondérées des données non observables.

Au 31 janvier 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages, les ratios et les années)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3), (4)		
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	Moyenne pondérée/ventilation des données (5)
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs Engagements afférents à des titres vendus à découvert	424 \$	10 \$	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Marges d'escompte Rendements Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Ampleur des taux de perte	68,49 \$ 1,07 % 0,26 % 2,00 % 20,00 % 30,00 %	115,16 \$ 6,91 % 1,32 % 2,00 % 20,00 % 70,00 %	94,28 \$ 1,89 % 1,09 % 2,00 % 20,00 % 50,00 %
Titres à enchères	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Titres adossés à des actifs	1 624 156		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Taux de recouvrement	1,59 % 9,00 % 4,00 % 40,00 %	4,68 % 10,00 % 8,00 % 97,50 %	3,35 % 9,65 % 5,02 % 81,78 %
Titres d'emprunt de sociétés	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances Prêts	432 447		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements Écarts de taux Taux de capitalisation	47,70 \$ 4,00 % 0,92 % 6,70 %	124,18 \$ 15,00 % 5,40 % 14,30 %	103,91 \$ 4,99 % 4,40 % 8,27 %
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	540 1 794		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements	22,00 \$ 0,02 %	105,44 \$ 11,76 %	98,66 \$ 0,83 %
Financement bancaire et dépôts	Dépôts Débentures subordonnées		3 169 112	Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement	0,20 %	0,58 %	0,54 %
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation Actifs liés aux dérivés Passifs liés aux dérivés	1 249 22	515	Cours de marché comparable Fondée sur les prix	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA Ratios c/b Ratios valeur de l'entreprise/revenus Escomptes de liquidité (6) Valeurs liquidatives/ prix (7)	3,00X 2,22X 1,21X 15,00 %	7,37X 12,82X 7,10X 30,00 %	7,10X 8,49X 4,92X 26,91 %
Certificats de placement garantis de municipalités	Dépôts		492	Flux de trésorerie actualisés	Rendements	2,48 %	2,79 %	2,72 %
Instruments financiers dérivés								
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (8)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	270	1 101 740	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Taux d'intérêt Taux des swaps sur IPC Écarts de financement Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux de change Volatilités des taux d'intérêt	3,17 % 1,50 % 0,19 % 19,00 % 29,00 % 75,00 % 20,02 %	3,39 % 2,28 % 0,58 % 67,00 % 56,00 % 75,00 % 36,00 %	Ventilation égale Ventilation égale Tranche supérieure Ventilation égale Ventilation égale Ventilation égale Milieu
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (8)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	826	516 945	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Rendements des actions Écarts de financement Corrélation cours des actions/cours des actions Corrélation cours des actions/taux de change Volatilités des cours des actions	0,08 % 0,50 % 3,70 % (72,00)% 6,00 %	16,56 % 0,58 % 97,40 % 53,90 % 157,00 %	Tranche inférieure Ventilation égale Milieu Tranche inférieure Tranche inférieure
Autres (9)	Titres adossés à des créances hypothécaires Actifs liés aux dérivés Passifs liés aux dérivés Autres passifs	30 171	182 (16)					
Total		7 985 \$	7 766 \$					

(1) Les acronymes désignent les termes suivants : (i) bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (BAIIA); (ii) cours/bénéfice (c/b); et (iii) indice des prix à la consommation (IPC).

(2) L'information comparative relative aux périodes qui précèdent le 1^{er} novembre 2013 n'est pas exigée selon IFRS 13.

(3) Les valeurs du bas et du haut représentent les données des niveaux réels le plus bas et le plus élevé qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits en particulier. Ces fourchettes de données ne reflètent pas le niveau d'incertitude des données, mais sont influencées par les différents instruments sous-jacents de la catégorie de produits. Par conséquent, les fourchettes de données varieront d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de bilan. Lorsqu'elle est présentée, la moyenne pondérée des valeurs des données est calculée en fonction de la juste valeur relative des instruments de la catégorie de produits. Les moyennes pondérées des dérivés ne sont pas présentées dans le tableau, car elles ne constituent pas une mesure comparable, mais la ventilation des principales données non observables dans la fourchette indiquée pour chacune des catégories de produits y est présentée.

(4) Les données fondées sur les prix sont importantes pour certains titres d'emprunt et elles sont fondées sur des données de référence externes, des instruments comparables ou des données de négociation datées d'avant la fin du trimestre. Pour ces instruments, la donnée sur le prix est exprimée en dollars pour chaque tranche de 100 \$ de la valeur nominale. Par exemple, si la donnée sur le prix est de 105 \$, un instrument est évalué à prime sur sa valeur nominale.

- (5) Le niveau de regroupement et de diversité de chaque catégorie d'instruments dérivés peut faire en sorte que certaines fourchettes de données soient étendues et que les données y soient réparties inégalement. Dans le tableau, nous avons indiqué si la majorité des données sont concentrées dans la partie supérieure, centrale ou inférieure de la fourchette, ou si elles sont réparties également dans la fourchette.
- (6) La juste valeur des titres, compte tenu des données sur les escomptes de liquidité, a totalisé 134 millions de dollars.
- (7) La valeur liquidative d'un fonds de couverture est la juste valeur totale de l'actif moins le passif, divisée par le nombre de parts du fonds. La valeur liquidative des fonds et les dérivés sur actions correspondants fondés sur la valeur liquidative ne sont pas considérés comme des données observables, car nous ne pouvons racheter certains de ces fonds de couverture à la valeur liquidative avant la prochaine date de clôture trimestrielle. Les titres de placements privés sont évalués à la valeur liquidative ou selon des techniques d'évaluation. La fourchette de la valeur liquidative par part ou du prix par action n'a pas été présentée pour les fonds de couverture ou les titres de placements privés en raison de la dispersion des prix qui découle de la diversité des placements.
- (8) Les obligations structurées comprennent des dérivés incorporés sur taux d'intérêt et sur actions dont les données non observables sont semblables à celles des dérivés sur actions et sur taux d'intérêt.
- (9) La catégorie Autres inclut principalement des instruments non importants comme les dérivés sur marchandises, les dérivés de change, les dérivés de crédit et les contrats d'assurance vie détenus par des banques.

Sensibilité aux données non observables et relations entre les données non observables

Rendement, écarts de taux/marges d'escompte

Le rendement d'un instrument financier est le taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un modèle d'évaluation. Une augmentation du rendement, de façon isolée, se traduirait par une diminution de l'évaluation de la juste valeur, et réciproquement. Un écart de taux/une marge d'escompte est la différence entre le rendement d'un instrument d'emprunt et le rendement d'un instrument de référence. Les instruments de référence sont assortis de notations élevées et d'échéances semblables et sont souvent des obligations d'entités gouvernementales. Par conséquent, l'écart de taux/la marge d'escompte représente le taux d'actualisation utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie d'un actif afin de refléter le rendement du marché nécessaire pour compenser l'incertitude des flux de trésorerie estimatifs. L'écart de taux ou la marge d'escompte d'un instrument fait partie du rendement utilisé pour calculer les flux de trésorerie actualisés. En général, une augmentation de l'écart de taux ou la marge d'escompte se traduira par une diminution de la juste valeur, et réciproquement.

Écart de financement

Les écarts de financement sont les écarts de taux qui s'appliquent particulièrement aux taux de nos dépôts ou de nos financements. Une diminution des écarts de financement, de façon isolée, se traduira par une augmentation de la juste valeur de nos passifs, et réciproquement.

Taux de défaillance

Le taux de défaillance est le taux auquel les emprunteurs omettent d'effectuer leurs remboursements prévus. Une diminution du taux de défaillance donnera habituellement lieu à une augmentation de la juste valeur du prêt, et réciproquement. Cet effet sera beaucoup plus prononcé pour un prêt aux étudiants non garanti par un gouvernement que pour un prêt garanti par un gouvernement.

Taux de remboursement anticipé

Le taux de remboursement anticipé est le taux auquel un prêt sera remboursé par anticipation par rapport à son amortissement prévu. Les remboursements anticipés modifient les flux de trésorerie futurs d'un prêt. Une augmentation du taux de remboursement anticipé, de façon isolée, se traduira par une augmentation de la juste valeur si le taux d'intérêt du prêt est inférieur au taux de réinvestissement en vigueur, et une diminution du taux de remboursement anticipé, de façon isolée, se traduira par une diminution de la juste valeur si le taux d'intérêt d'un prêt est inférieur au taux de réinvestissement en vigueur. Les taux de remboursement anticipés sont, en général, corrélés négativement par rapport aux taux d'intérêt.

Taux de recouvrement et ampleur des taux de perte

Le taux de recouvrement est une estimation du montant qui devrait être recouvré dans un scénario de prêt en défaillance. Le taux de recouvrement est le pourcentage du montant recouvré divisé par le solde du prêt. La notion inverse du recouvrement est l'ampleur des taux de perte. L'ampleur des taux de perte est une estimation du montant qui ne sera pas recouvré si un prêt est en défaillance. L'ampleur des taux de perte est le pourcentage de la perte divisé par le solde du prêt. En général, une augmentation du taux de recouvrement ou une diminution de l'ampleur des taux de perte se traduira par une augmentation de la juste valeur du prêt, et réciproquement.

Les données non observables liées aux titres à enchères, y compris celles présentées ci-dessus, soit la marge d'escompte, le taux de défaillance, le taux de remboursement anticipé, le taux de recouvrement et l'ampleur des taux de perte, pourraient ne pas être indépendantes l'une de l'autre. Une variation du taux de défaillance, du taux de remboursement anticipé, du taux de recouvrement et de l'ampleur des taux de perte pourrait avoir une incidence sur la marge d'escompte des titres à enchères. En général, les marges d'escompte diminueront si les taux de défaillance diminuent ou si les taux de recouvrement augmentent. Les remboursements anticipés pourraient se traduire par une augmentation ou une diminution de la juste valeur.

Taux de capitalisation

Un taux de capitalisation est le taux de rendement d'un placement dans un bien immobilier calculé en divisant le revenu du bien par la valeur du bien. Un taux de capitalisation moins élevé se traduira par une augmentation de la valeur du bien, et réciproquement.

Taux de volatilité

La volatilité mesure la variabilité potentielle des prix futurs et est souvent évaluée comme l'écart normal des fluctuations des prix. La volatilité est une donnée des modèles d'évaluation des options qui est utilisée pour déterminer la valeur des dérivés et des obligations structurées émises. La volatilité est utilisée pour évaluer les options sur actions, sur taux d'intérêt, sur marchandises et sur devises. Un taux de volatilité plus élevé représente une plus forte probabilité que le taux ou le prix sous-jacent fluctuera. Des taux de volatilité plus élevés pourraient se traduire par une augmentation ou une diminution de la juste valeur de l'option, selon les modalités de l'option. La détermination des taux de volatilité dépend de divers facteurs y compris, sans s'y limiter, le cours du marché sous-jacent, le prix d'exercice et l'échéance.

Rendements des actions

Le rendement de l'action correspond au rendement prévu des actions sous-jacentes, exprimé en pourcentage annuel de leur prix. Le rendement de l'action est utilisé comme donnée des modèles d'évaluation des prix des contrats à terme de gré à gré sur actions et des options. Une augmentation des rendements des actions se traduira par une diminution du prix à terme et réciproquement. Une augmentation du rendement des actions se traduira par une augmentation ou une diminution de la valeur d'une option, selon les modalités de l'option.

Taux de corrélation

La corrélation est la relation linéaire entre les variations de deux variables différentes. La corrélation est une donnée utilisée pour évaluer les contrats dérivés et les obligations structurées émises lorsque le rendement d'un instrument est déterminé par des variables corrélées. Lorsque les variables sont corrélées positivement, une augmentation d'une variable se traduira par augmentation de l'autre variable. Lorsque les variables sont corrélées

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

négativement, une augmentation d'une variable se traduira par une diminution de l'autre variable. Les variables en question peuvent faire partie d'une seule catégorie d'actifs ou d'un seul marché (cours des actions, taux d'intérêt, prix des marchandises, écarts de taux et taux de change) ou faire partie de différentes catégories d'actifs (cours des actions par rapport aux taux de change, taux d'intérêt par rapport aux taux de change, etc.) Les variations de la corrélation donneront lieu à une augmentation ou à une diminution de la juste valeur d'un instrument financier selon les modalités de son rendement contractuel.

Taux d'intérêt

Un taux d'intérêt est le montant à payer en pourcentage sur le capital ou le capital nominal. Une augmentation des taux d'intérêt entraînera une diminution de la valeur des flux de trésorerie actualisés d'un instrument financier, et réciproquement.

Taux des swaps sur l'indice des prix à la consommation

Le taux d'un swap sur l'indice des prix à la consommation (IPC) est exprimé en pourcentage d'une augmentation du prix moyen d'un panier de produits et services, par exemple dans les secteurs du transport, de l'alimentation et des soins de santé. Une augmentation du taux des swaps sur IPC se traduira par une augmentation des paiements des swaps sur inflation, et réciproquement.

Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA, ratios c/b, ratios valeur de l'entreprise/revenus et escomptes de liquidité

Les données d'évaluation des titres de placements privés incluent les ratios valeur de l'entreprise/BAIIA, les ratios c/b et les ratios valeur de l'entreprise/revenus. Ces ratios sont utilisés pour calculer soit la valeur de l'entreprise, soit la valeur de l'action d'une société en se fondant sur un multiple des bénéfices ou des revenus estimés. Des multiples plus élevés se traduiront par des justes valeurs plus élevées pour tous les types de ratios, et réciproquement. Un escompte de liquidité peut être appliqué lorsqu'il y a peu de transactions sur lesquelles fonder les évaluations, voire aucune.

Variations de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments évalués de façon récurrente et classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes à la juste valeur pour les instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur.

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 janvier 2014
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2014	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	22	–	2	12	(29)	–	(3)	4	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	370	–	(4)	–	–	–	(366)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	(1)	2	17	(12)	–	(4)	30	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	31	8	–	6	(26)	–	–	19	7
Titres non garantis par des créances	260	2	16	663	(641)	–	(3)	297	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	415	(6)	31	78	(119)	–	(10)	389	(6)
Titres de participation	183	6	12	7	(31)	8	–	185	6
	1 309	9	59	783	(858)	8	(386)	924	7
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 014	–	146	–	–	–	–	2 160	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	103	–	10	–	(12)	–	(8)	93	s.o.
Titres non garantis par des créances	180	(4)	13	–	(18)	–	–	171	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 673	–	106	239	(181)	–	–	1 837	s.o.
Titres de participation	969	9	109	9	(32)	–	–	1 064	s.o.
	4 939	5	384	248	(243)	–	(8)	5 325	s.o.
Prêts de gros	414	6	26	–	1	–	–	447	6
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(458)	(4)	(2)	14	1	–	40	(409)	(12)
Contrats de change	(117)	12	1	–	–	–	149	45	12
Dérivés de crédit	(5)	(6)	(2)	–	8	–	–	(5)	2
Autres contrats	(869)	37	(49)	(14)	19	(51)	283	(644)	1
Ajustements de l'évaluation	(105)	8	(1)	–	–	–	18	(80)	6
Autres actifs	11	–	–	–	–	–	(11)	–	–
	5 119 \$	67 \$	416 \$	1 031 \$	(1 072) \$	(43) \$	85 \$	5 603 \$	22 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(1 036) \$	13 \$	(57) \$	(174) \$	74 \$	(40) \$	704 \$	(516) \$	2 \$
Entreprises et gouvernements	(3 933)	(45)	(238)	(613)	39	–	28	(4 762)	(54)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(16)	–	(1)	(18)	25	–	–	(10)	–
Autres passifs	(3)	14	1	–	–	–	4	16	15
Débitures subordonnées	(109)	–	(3)	–	–	–	–	(112)	–
	(5 097) \$	(18) \$	(298) \$	(805) \$	138 \$	(40) \$	736 \$	(5 384) \$	(37) \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2013

	Juste valeur au 1 ^{er} août 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 octobre 2013	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 octobre 2013
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	40	(1)	1	75	(92)	–	(1)	22	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	163	(1)	6	271	(69)	–	–	370	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	52	(1)	1	31	(27)	–	(28)	28	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	15	–	–	16	–	–	–	31	–
Titres non garantis par des créances	189	–	3	773	(694)	–	(11)	260	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	478	15	14	108	(199)	22	(23)	415	(1)
Titres de participation	185	(27)	2	66	(46)	4	(1)	183	(25)
	1 122	(15)	27	1 340	(1 127)	26	(64)	1 309	(27)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 684	(5)	45	417	(127)	–	–	2 014	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	92	(2)	9	–	(8)	12	–	103	s.o.
Titres non garantis par des créances	257	7	8	–	(92)	–	–	180	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 669	(15)	37	218	(266)	30	–	1 673	s.o.
Titres de participation	922	2	49	17	(21)	–	–	969	s.o.
	4 624	(13)	148	652	(514)	42	–	4 939	s.o.
Prêts de gros	592	5	8	–	(191)	–	–	414	4
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(419)	(47)	(1)	9	(1)	–	1	(458)	12
Contrats de change	(140)	20	–	–	3	–	–	(117)	1
Dérivés de crédit	(6)	(7)	–	–	8	–	–	(5)	(1)
Autres contrats	(843)	(45)	(10)	(24)	26	(23)	50	(869)	(20)
Ajustements de l'évaluation	(156)	53	–	(1)	–	–	(1)	(105)	26
Autres actifs	11	–	–	–	–	–	–	11	–
	4 785 \$	(49) \$	172 \$	1 976 \$	(1 796) \$	45 \$	(14) \$	5 119 \$	(5) \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(7 801) \$	(293) \$	(136) \$	(358) \$	2 017 \$	– \$	5 535 \$	(1 036) \$	(39) \$
Entreprises et gouvernements	(3 342)	(51)	(49)	(366)	(217)	–	92	(3 933)	(47)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(6)	–	–	(30)	18	–	2	(16)	–
Autres passifs	(19)	16	–	–	–	–	–	(3)	16
Débitures subordonnées	(108)	1	(2)	–	–	–	–	(109)	–
	(11 276) \$	(327) \$	(187) \$	(754) \$	1 818 \$	– \$	5 629 \$	(5 097) \$	(70) \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013

	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2012	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2013	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 janvier 2013
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	99	1	–	148	(241)	35	–	42	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	375	–	–	200	(90)	–	(155)	330	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	55	4	–	–	76	1	(14)	122	2
Titres adossés à des actifs									
TGC	59	2	–	–	(20)	–	–	41	2
Titres non garantis par des créances	23	–	–	1 188	(1 009)	1	(14)	189	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	397	17	(4)	206	(193)	8	(14)	417	18
Titres de participation	302	5	–	29	(80)	2	–	258	8
	1 310	29	(4)	1 771	(1 557)	47	(197)	1 399	30
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 906	–	1	–	(143)	–	–	1 764	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 996	1	7	–	(150)	–	–	1 854	s.o.
Titres non garantis par des créances	645	(1)	9	–	(336)	–	–	317	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 446	(3)	(11)	514	(380)	20	–	1 586	s.o.
Titres de participation	948	35	(39)	4	(42)	–	–	906	s.o.
	6 941	32	(33)	518	(1 051)	20	–	6 427	s.o.
Prêts de gros	403	–	(1)	71	(5)	–	–	468	–
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(487)	59	(2)	21	(31)	–	(37)	(477)	85
Contrats de change	(198)	47	(13)	–	(15)	–	–	(179)	(8)
Dérivés de crédit	(22)	(4)	–	–	9	–	–	(17)	(3)
Autres contrats	(1 052)	(71)	(1)	72	52	(7)	132	(875)	42
Ajustements de l'évaluation	(282)	78	1	(5)	–	(1)	–	(209)	66
Autres actifs	14	(2)	–	–	–	–	–	12	1
	6 627 \$	168 \$	(53) \$	2 448 \$	(2 598) \$	59 \$	(102) \$	6 549 \$	213 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(6 840) \$	(282) \$	123 \$	(1 564) \$	1 583 \$	– \$	6 \$	(6 974) \$	(225) \$
Entreprises et gouvernements	(2 519)	34	15	(358)	153	–	12	(2 663)	8
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(8)	10	–	(72)	66	–	4	–	–
Autres passifs	(101)	33	–	–	3	–	–	(65)	35
Débitures subordonnées	(122)	(3)	15	–	–	–	–	(110)	(3)
	(9 590) \$	(208) \$	153 \$	(1 994) \$	1 805 \$	– \$	22 \$	(9 812) \$	(185) \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres disponibles à la vente se sont établis à 63 millions de dollars, comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (profits de 79 millions au 31 octobre 2013; pertes de 23 millions au 31 janvier 2013), à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2014 comprend des actifs dérivés de 1 289 millions de dollars (1 194 millions au 31 octobre 2013; 1 146 millions au 31 janvier 2013) et des passifs dérivés de 2 382 millions (2 748 millions au 31 octobre 2013; 2 903 millions au 31 janvier 2013).

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Total des profits ou des pertes des instruments de niveau 3 comptabilisés en résultat** (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014					
	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat			Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 janvier 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt						
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 \$	– \$	1 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus tirés des activités de négociation	303	(253)	50	283	(297)	(14)
Profit net sur les titres disponibles à la vente	5	–	5	s.o.	s.o.	s.o.
Commissions de crédit et autres	(1)	(6)	(7)	(1)	–	(1)
	308 \$	(259)\$	49 \$	282 \$	(297)\$	(15)\$

(1) L'information comparative relative aux périodes antérieures au 1^{er} novembre 2013 n'est pas requise en vertu d'IFRS 13.

Transferts entre les niveaux de hiérarchie de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2, et les transferts d'instruments dans le niveau 3 et les sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les sorties du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette colonne du tableau de rapprochement ci-dessus.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours du marché sur les marchés actifs (niveau 1) ou estimée au moyen des données observables d'un modèle de flux de trésorerie actualisés (niveau 2). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 552 millions de dollars, présentées au poste Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction, et un montant de 191 millions présenté au poste Engagements afférents à des titres vendus à découvert ont été transférés du niveau 1 aux soldes du niveau 2 correspondants.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprennent ce qui suit : i) des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 366 millions de dollars en raison de la transparence accrue des prix; ii) certaines obligations liées à des titres de participation de 704 millions, incluses dans les dépôts des particuliers; iii) des polices d'assurance vie détenues par des banques de 311 millions adossées à des actifs sous-jacents dont les prix sont observables; et iv) des swaps de devises de 149 millions, inclus dans les soldes nets des dérivés en raison de durées jusqu'à l'échéance plus courtes.

Variation de la juste valeur positive et négative des instruments financiers de niveau 3 évalués de façon récurrente découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons pris en considération les soldes qui se compensaient lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation compensait la juste valeur positive et négative, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

	Au 31 janvier 2014			Au 31 octobre 2013		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	4 \$	– \$	– \$	22 \$	– \$	(1)\$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	370	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	30	1	(2)	28	1	(2)
Titres adossés à des actifs	316	8	(9)	291	3	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	389	38	(31)	415	42	(32)
Titres de participation	185	–	–	183	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 160	21	(71)	2 014	20	(64)
Titres adossés à des actifs	264	12	(17)	283	9	(16)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 837	12	(12)	1 673	9	(10)
Titres de participation	1 064	26	(24)	969	24	(20)
Prêts	447	6	(8)	414	3	(3)
Dérivés	1 289	56	(48)	1 194	84	(85)
Autres actifs	–	–	–	11	–	–
	7 985 \$	180 \$	(222)\$	7 867 \$	195 \$	(236)\$
Dépôts	(5 278)	74	(46)	(4 969)	60	(39)
Dérivés	(2 382)	65	(84)	(2 748)	77	(100)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées	(106)	1	–	(128)	1	–
	(7 766)\$	140 \$	(130)\$	(7 845)\$	138 \$	(139)\$

	Au 31 janvier 2013		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)			
Valeurs mobilières			
Titres détenus à des fins de transaction			
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	42 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	330	1	(1)
Titres adossés à des créances hypothécaires	122	4	(4)
Titres adossés à des actifs	230	4	(4)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	417	49	(37)
Titres de participation	258	1	(1)
Titres disponibles à la vente			
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 764	28	(51)
Titres adossés à des actifs	2 171	24	(28)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 586	10	(9)
Titres de participation	906	14	(13)
Prêts	468	10	(10)
Dérivés	1 146	106	(113)
Autres actifs	12	1	(1)
	9 452 \$	252 \$	(272)\$
Dépôts	(9 637)	98	(98)
Dérivés	(2 903)	48	(75)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées	(175)	4	(4)
	(12 715)\$	150 \$	(177)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Sensibilité**

Au 31 janvier 2014, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 180 millions de dollars et une diminution de 222 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 71 millions et une tranche de 124 millions seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres. L'utilisation de ces hypothèses se traduirait par une diminution de 140 millions de dollars et une augmentation de 130 millions de la juste valeur des positions de passif de niveau 3.

Données de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approches utilisées pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles

Les données non observables utilisées pour les instruments de niveau 3 et les approches adoptées pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous.

Actifs ou passifs financiers	Méthode d'analyse de la sensibilité
Titres adossés à des actifs, titres d'emprunt de sociétés, créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Les sensibilités positives et négatives sont déterminées en utilisant un écart type positif ou négatif des écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur ou des prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.
Titres à enchères	En calculant la sensibilité de ces titres à enchères, nous avons diminué la marge d'escompte pour l'établir entre 9 % et 14 % et l'avons augmentée pour l'établir entre 15 % et 32 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier. Les modifications de la marge d'escompte reflètent les fluctuations mensuelles historiques sur le marché des titres adossés à des actifs liés aux prêts étudiants.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Les valeurs liquidatives des titres de placements privés, de nos fonds de couverture et des dérivés sur actions connexes sont fournies par le gestionnaire du fonds. Par conséquent, il n'y a pas d'autre hypothèse raisonnablement possible pour ces placements.
Dérivés sur taux d'intérêt	Les sensibilités des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises sont dérivées au moyen d'un écart type positif ou négatif de ces données et d'un montant basé sur l'incertitude du modèle et des paramètres, le cas échéant.
Dérivés sur actions	La sensibilité de la position de niveau 3 sera déterminée en appliquant aux données non observables du modèle un écart type positif ou négatif par rapport aux données de marché des services d'établissement des prix, notamment la volatilité, les dividendes ou les corrélations, selon le cas.
Financement bancaire et dépôts	Les sensibilités des dépôts sont calculées en appliquant à la courbe de financement une fluctuation positive ou négative d'un certain nombre de points de base.
Obligations structurées	Les sensibilités dans le cas des obligations structurées liées à des taux d'intérêt et à des titres de participation sont dérivées en ajustant les données selon un écart type positif ou négatif et, dans le cas des autres dépôts, en estimant une fluctuation positive ou négative raisonnable de la courbe de financement de certains points de base.
Certificats de placement garanti de municipalités	La sensibilité est calculée au moyen d'un écart type positif ou négatif par rapport à l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur de la courbe de financement.

Note 4 Valeurs mobilières**Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente** (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2014				31 octobre 2013			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	9 200 \$	363 \$	(1)\$	9 562 \$	9 551 \$	340 \$	(2)\$	9 889 \$
Provinces et municipalités	548	5	(1)	552	665	3	(1)	667
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	6 777	8	(156)	6 629	6 422	9	(153)	6 278
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	12 098	9	(3)	12 104	10 826	12	(4)	10 834
Titres adossés à des créances hypothécaires	158	8	–	166	130	10	(1)	139
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 245	47	(5)	1 287	1 343	58	(4)	1 397
Titres non garantis par des créances	536	4	(82)	458	545	3	(85)	463
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	8 002	52	(25)	8 029	7 165	51	(29)	7 187
Titres de participation	1 432	387	(9)	1 810	1 407	312	(13)	1 706
Titres de substitut de prêt	125	–	(2)	123	125	3	(1)	127
	40 121 \$	883 \$	(284)\$	40 720 \$	38 179 \$	801 \$	(293)\$	38 687 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2013			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes				
Gouvernement fédéral	10 559 \$	443 \$	(2)\$	11 000 \$
Provinces et municipalités	1 050	7	–	1 057
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	5 726	14	(151)	5 589
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	10 806	24	(13)	10 817
Titres adossés à des créances hypothécaires	220	18	(1)	237
Titres adossés à des actifs				
TGC	1 790	69	(5)	1 854
Titres non garantis par des créances	602	9	(106)	505
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	5 446	46	(42)	5 450
Titres de participation	1 494	242	(9)	1 727
Titres de substitut de prêt	208	14	–	222
	37 901 \$	886 \$	(329)\$	38 458 \$

- (1) Comprend des titres détenus jusqu'à leur échéance de 410 millions de dollars au 31 janvier 2014 (401 millions au 31 octobre 2013; 485 millions au 31 janvier 2013).
- (2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se sont chiffrés à 33 millions de dollars, à 1 million, à néant et à 34 millions, respectivement, au 31 janvier 2014 (34 millions, 1 million, montant négligeable et 35 millions au 31 octobre 2013; 36 millions, 1 million, néant et 37 millions au 31 janvier 2013).
- (3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, ainsi que des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Profit net et perte nette sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Profits réalisés	40 \$	60 \$	83 \$
Pertes réalisées	(7)	(4)	(4)
Pertes de valeur	(10)	(5)	(13)
	23 \$	51 \$	66 \$

- (1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils ne sont pas constatés au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente. Ils sont constatés au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires des comptes consolidés de résultat : les profits réalisés pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 se sont chiffrés à 6 millions de dollars (2 millions au 31 octobre 2013; néant au 31 janvier 2013). Il n'y a eu aucune perte réalisée ni aucune perte de valeur relativement à nos activités d'assurance au cours des trimestres clos le 31 janvier 2014, le 31 octobre 2013 et le 31 janvier 2013.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré.

Au 31 janvier 2014, le total du coût/coût amorti du portefeuille de titres disponibles à la vente a augmenté de 1,9 million de dollars, ou 5 %, par rapport au 31 octobre 2013. L'augmentation est principalement attribuable à l'achat net de créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE et de titres d'emprunt de sociétés et autres créances et aux profits de change liés à ces derniers, facteurs contrebalancés en partie par les ventes et l'arrivée à échéance de certaines créances d'entités gouvernementales canadiennes.

Les profits bruts latents ont augmenté de 82 millions de dollars, soit 10 % par rapport au 31 octobre 2013, pour s'établir à 883 millions au 31 janvier 2014. Cette augmentation reflète principalement l'augmentation de la juste valeur de certains titres de participation.

Au 31 janvier 2014, les pertes brutes latentes ont diminué de 9 millions de dollars, soit 3 %, par rapport au 31 octobre 2013, pour s'établir à 284 millions. Cette diminution reflète principalement l'augmentation de la juste valeur de plusieurs catégories d'actifs.

La direction est d'avis qu'il n'y a pas d'indication objective de dépréciation des titres susmentionnés qui affichaient une perte latente au 31 janvier 2014.

Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance comptabilisés au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme ayant subi une perte de valeur lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. La direction est d'avis qu'il n'y a pas d'indication objective de dépréciation de nos titres détenus jusqu'à leur échéance au 31 janvier 2014.

Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, des profits nets de 23 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 51 millions au cours du trimestre précédent. Les résultats de la période considérée reflètent un profit net réalisé de 33 millions de dollars, principalement composé des distributions provenant des titres de participation ainsi que des profits à la vente de certains de ces titres et sur le rachat et la restructuration de certains titres adossés à des actifs. Les profits nets réalisés ont été neutralisés en partie par des pertes de valeur de 10 millions de dollars liées à des titres de participation.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	151 \$	12 \$	(7)\$	– \$	(7)\$	17 \$	166 \$
Prêts aux particuliers	583	140	(121)	24	(5)	(10)	611
Prêts sur cartes de crédit	385	85	(111)	26	–	(1)	384
Prêts aux petites entreprises	61	14	(10)	2	(1)	1	67
	1 180	251	(249)	52	(13)	7	1 228
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	777	41	(70)	8	(10)	3	749
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	779	41	(70)	8	(10)	3	751
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 959	292	(319)	60	(23)	10	1 979
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 050 \$	292 \$	(319)\$	60 \$	(23)\$	10 \$	2 070 \$
Évalués individuellement	240 \$	28 \$	(48)\$	4 \$	(6)\$	3 \$	221 \$
Évalués collectivement	1 810	264	(271)	56	(17)	7	1 849
Total de la provision pour pertes sur créances	2 050 \$	292 \$	(319)\$	60 \$	(23)\$	10 \$	2 070 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 octobre 2013						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	143 \$	15 \$	(10)\$	– \$	(5)\$	8 \$	151 \$
Prêts aux particuliers	536	158	(133)	25	(5)	2	583
Prêts sur cartes de crédit	385	83	(111)	29	–	(1)	385
Prêts aux petites entreprises	72	9	(8)	2	(1)	(13)	61
	1 136	265	(262)	56	(11)	(4)	1 180
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	783	69	(86)	8	(10)	13	777
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	785	69	(86)	8	(10)	13	779
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 921	334	(348)	64	(21)	9	1 959
Provision pour engagements hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 012 \$	334 \$	(348)\$	64 \$	(21)\$	9 \$	2 050 \$
Évalués individuellement	216 \$	74 \$	(50)\$	5 \$	(6)\$	1 \$	240 \$
Évalués collectivement	1 796	260	(298)	59	(15)	8	1 810
Total de la provision pour pertes sur créances	2 012 \$	334 \$	(348)\$	64 \$	(21)\$	9 \$	2 050 \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	124 \$	10 \$	(5)\$	– \$	(5)\$	1 \$	125 \$
Prêts aux particuliers	543	105	(124)	22	(3)	(5)	538
Prêts sur cartes de crédit	403	89	(114)	25	–	(1)	402
Prêts aux petites entreprises	72	8	(8)	2	–	(1)	73
	1 142	212	(251)	49	(8)	(6)	1 138
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	852	137	(171)	7	(13)	2	814
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	854	137	(171)	7	(13)	2	816
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 996	349	(422)	56	(21)	(4)	1 954
Provision pour engagements hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 087 \$	349 \$	(422)\$	56 \$	(21)\$	(4)\$	2 045 \$
Évalués individuellement	298 \$	122 \$	(157)\$	4 \$	(7)\$	(3)\$	257 \$
Évalués collectivement	1 789	227	(265)	52	(14)	(1)	1 788
Total de la provision pour pertes sur créances	2 087 \$	349 \$	(422)\$	56 \$	(21)\$	(4)\$	2 045 \$

(1) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(2) La provision pour éléments hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte dans les provisions au poste Autres passifs.

Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2014				31 octobre 2013			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 jours à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 jours à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 434 \$	1 474 \$	358 \$	5 266 \$	2 953 \$	1 358 \$	329 \$	4 640 \$
Prêts de gros	494	297	17	808	624	303	17	944
	3 928 \$	1 771 \$	375 \$	6 074 \$	3 577 \$	1 661 \$	346 \$	5 584 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2013			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 jours à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 032 \$	1 366 \$	370 \$	4 768 \$
Prêts de gros	480	273	–	753
Total	3 512 \$	1 639 \$	370 \$	5 521 \$

Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
Prêts de détail	65 \$	71 \$	– \$
Prêts de gros			
Prêts aux entreprises	653	815	879
Prêts aux organismes souverains (2)	–	–	–
Prêts aux banques (3)	3	3	3
	721 \$	889 \$	882 \$

(1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 806 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (851 millions au 31 octobre 2013; 933 millions au 31 janvier 2013).

(2) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(3) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments dérivés et non dérivés

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 janvier 2014				31 octobre 2013				31 janvier 2013			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture
Actif												
Instruments dérivés	500 \$	1 446 \$	14 \$	77 515 \$	555 \$	1 461 \$	32 \$	72 774 \$	726 \$	1 463 \$	73 \$	84 981 \$
Passif												
Instruments dérivés	540	283	434	79 445	460	376	95	75 814	525	373	82	91 282
Instruments non dérivés	–	–	18 693	–	–	–	17 499	–	–	–	16 774	–

Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat global

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 31 janvier 2014			le 31 octobre 2013			le 31 janvier 2013		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
Couvertures de la juste valeur									
Profits (pertes) sur les instruments de couverture	88 \$	s.o. \$	s.o. \$	169 \$	s.o. \$	s.o. \$	(288)\$	s.o. \$	s.o. \$
(Profits) pertes sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	(119)	s.o.	s.o.	(196)	s.o.	s.o.	276	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	(31)	s.o.	s.o.	(27)	s.o.	s.o.	(12)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie									
Tranche inefficace	(1)	s.o.	s.o.	(14)	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(118)	s.o.	s.o.	(140)	s.o.	s.o.	24
Reclassées en résultat au cours de la période (1)	s.o.	4	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.	17	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Tranche inefficace	–	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	2 480	s.o.	s.o.	732	s.o.	s.o.	(52)
(Pertes) profits liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(1 513)	s.o.	s.o.	(496)	s.o.	s.o.	37
	(32)\$	4 \$	849 \$	(41)\$	1 \$	96 \$	(11)\$	17 \$	9 \$

(1) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, des profits après impôt de 3 millions de dollars ont été reclassés des autres composantes des capitaux propres au résultat (profits de 2 millions au cours du trimestre clos le 31 octobre 2013; profits de 12 millions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013).

s.o. sans objet

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 janvier 2014				31 octobre 2013				31 janvier 2013			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	17 027 \$	28 755 \$	33 693 \$	79 475 \$	13 695 \$	27 340 \$	33 787 \$	74 822 \$	16 746 \$	26 669 \$	43 828 \$	87 243 \$
Passifs dérivés	17 843	29 485	33 374	80 702	15 672	29 104	31 969	76 745	17 923	31 029	43 310	92 262

Note 7 Cessions importantes*Services bancaires aux particuliers et aux entreprises*

Le 29 janvier 2014, nous avons annoncé que nous avons signé un accord définitif visant la vente de RBC Royal Bank (Jamaica) Limited et de RBTT Securities Jamaica Limited (collectivement, les « activités de RBC en Jamaïque »). L'opération est assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment l'approbation par les autorités de réglementation, et devrait être finalisée au deuxième trimestre. En raison de l'opération, les actifs et les passifs des activités de RBC en Jamaïque ont été classés comme détenus en vue de la vente et présentés aux postes Autres actifs et Autres passifs. Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé au poste Frais autres que d'intérêt – Autres une perte de valeur du groupe destiné à être cédé de 60 millions de dollars. De plus, des montants comptabilisés au poste Autres composantes des capitaux propres se rapportant au groupe destiné à être cédé seront comptabilisés en résultat après la clôture de l'opération. Au 31 janvier 2014, les autres composantes des capitaux propres comprenaient des pertes de change latentes de 40 millions de dollars liées au groupe destiné à être cédé.

Le tableau suivant présente les principales catégories d'actifs, de passifs et de capitaux propres disponibles à la vente incluses dans le groupe destiné à être cédé :

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2014
Actif	
Trésorerie et dépôts à des banques	145 \$
Valeurs mobilières	41
Prêts, déduction faite de la provision	331
Autres actifs	48
Total de l'actif du groupe destiné à être cédé compris dans les Autres actifs – Autres	565
Passif	
Dépôts	418 \$
Autres passifs	49
Total du passif du groupe destiné à être cédé compris dans les Autres passifs – Autres	467
Total des autres composantes des capitaux propres du groupe destiné à être cédé	(40)\$

Note 8 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts :

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2014				31 octobre 2013			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	115 122 \$	16 772 \$	68 231 \$	200 125 \$	111 566 \$	15 732 \$	67 645 \$	194 943 \$
Entreprises et gouvernements	151 924	1 197	218 643	371 764	146 985	1 209	202 670	350 864
Banques	6 214	14	12 306	18 534	5 734	11	7 798	13 543
	273 260 \$	17 983 \$	299 180 \$	590 423 \$	264 285 \$	16 952 \$	278 113 \$	559 350 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	61 393 \$	3 350 \$	– \$	64 743 \$	60 201 \$	3 282 \$	– \$	63 483 \$
États-Unis	1 608	8	–	1 616	1 444	7	–	1 451
Europe (5)	3 930	1	–	3 931	3 810	1	–	3 811
Autres pays	5 300	295	–	5 595	4 684	315	–	4 999
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	164 240	10 400	234 040	408 680	158 743	9 604	223 409	391 756
États-Unis	3 488	326	46 817	50 631	3 488	202	39 134	42 824
Europe (5)	30 149	40	11 100	41 289	28 985	45	7 992	37 022
Autres pays	3 152	3 563	7 223	13 938	2 930	3 496	7 578	14 004
	273 260 \$	17 983 \$	299 180 \$	590 423 \$	264 285 \$	16 952 \$	278 113 \$	559 350 \$

Note 8 Dépôts (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2013			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	107 750 \$	14 641 \$	62 537 \$	184 928 \$
Entreprises et gouvernements	130 220	1 361	181 952	313 533
Banques	4 149	8	12 918	17 075
	242 119 \$	16 010 \$	257 407 \$	515 536 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)				
Canada	56 166 \$	3 000 \$	– \$	59 166 \$
États-Unis	1 315	8	–	1 323
Europe (5)	3 344	1	–	3 345
Autres pays	3 657	411	–	4 068
Dépôts productifs d'intérêts (4)				
Canada	145 108	8 879	209 446	363 433
États-Unis	3 116	566	33 262	36 944
Europe (5)	26 250	59	8 267	34 576
Autres pays	3 163	3 086	6 432	12 681
	242 119 \$	16 010 \$	257 407 \$	515 536 \$

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 31 janvier 2014, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme de 141 milliards de dollars (134 milliards au 31 octobre 2013; 112 milliards au 31 janvier 2013).
- (4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés.
- (5) Comprend le Royaume-Uni, la Suisse et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
Moins de 1 an :			
Moins de 3 mois	67 885 \$	43 426 \$	59 729 \$
De 3 à 6 mois	15 630	34 291	20 063
De 6 à 12 mois	38 192	31 364	41 155
De 1 an à 2 ans	66 347	62 076	54 188
De 2 à 3 ans	36 994	34 274	24 731
De 3 à 4 ans	21 795	21 764	20 763
De 4 à 5 ans	26 647	25 596	16 876
Plus de 5 ans	25 690	25 322	19 902
	299 180 \$	278 113 \$	257 407 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	265 000 \$	244 000 \$	225 000 \$

Note 9 Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Coûts des services rendus	78 \$	75 \$	74 \$	8 \$	7 \$	7 \$
Coûts des services passés	–	(2)	–	–	(2)	–
Frais d'intérêt, montant net	4	7	8	20	18	18
Réévaluations des autres avantages à long terme	–	–	–	3	(4)	–
Frais administratifs	3	3	3	–	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	85 \$	83 \$	85 \$	31 \$	19 \$	25 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	41	27	35	–	–	–
	126 \$	110 \$	120 \$	31 \$	19 \$	25 \$

Réévaluations des régimes d'avantages du personnel ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Profits (pertes) actuariels :						
Modifications des hypothèses démographiques	– \$	382 \$	– \$	– \$	53 \$	– \$
Modifications des hypothèses financières	133	(24)	96	18	(19)	19
Ajustements liés à l'expérience	–	49	–	–	4	–
Rendement des actifs des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(256)	(348)	(176)	–	–	–
	(123)\$	59 \$	(80)\$	18 \$	38 \$	19 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement des actifs des régimes, sont revues et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débetures subordonnées**

Le 4 novembre 2013, nous avons racheté toutes les débetures subordonnées à 5,45 % échéant le 4 novembre 2018 en circulation, d'un montant de 1 milliard de dollars, pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Passif au titre des actions privilégiées

Le 30 janvier 2014, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AZ, pour un produit brut de 500 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 24 mai 2019, les actions donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si déclarés, à un taux annuel de 4,00 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, plus une prime de 2,21 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus une prime de 2,21 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les Banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions en tout ou en partie contre un montant en espèces équivalant à un prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions sont comptabilisées à titre de passif en raison de l'ajout de clauses relatives au capital de réserve en cas de non viabilité, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire en vertu de l'accord de Bâle III.

Titres de fiducie de capital

Le 31 décembre 2013, la Fiducie de capital RBC II, une fiducie à capital variable constituée par RBC, a remboursé la totalité du montant en capital des titres de fiducie de capital de série 2013, soit 900 millions de dollars, contre un montant en espèces équivalant à un prix de remboursement de 1 000 \$ par titre.

Actions ordinaires émises ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 31 janvier 2014		le 31 octobre 2013		le 31 janvier 2013	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Options sur actions exercées ⁽²⁾	1 139	65 \$	878	44 \$	964	44 \$

(1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos le 31 janvier 2014, le 31 octobre 2013 et le 31 janvier 2013, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.

(2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

Note 11 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2014	le 31 octobre 2013	le 31 janvier 2013
Bénéfice de base par action			
Bénéfice net	2 092 \$	2 101 \$	2 047 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(62)	(61)	(65)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(25)	(24)	(25)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 005	2 016	1 957
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 434	1 440 911	1 445 489
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,39 \$	1,40 \$	1,35 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 005 \$	2 016 \$	1 957 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	10	13	13
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 015	2 029	1 970
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 434	1 440 911	1 445 489
Options sur actions (1)	2 835	2 614	2 084
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	–	–	203
Actions échangeables (2)	13 473	19 203	21 554
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 458 742	1 462 728	1 469 330
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,38 \$	1,39 \$	1,34 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action (aucune option en cours au 31 octobre 2013; aucune option en cours au 31 janvier 2013).
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

Note 12 Litiges

Nous sommes une institution mondiale de grande envergure qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes. Par conséquent, la Banque Royale du Canada et ses filiales sont et ont été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. La direction revoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercera son jugement afin de les résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Veuillez vous reporter à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels 2013 pour une description des litiges significatifs.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 443 \$	111 \$	– \$	183 \$	761 \$	(38) \$	3 460 \$
Revenus autres que d'intérêt	968	1 424	1 282	269	1 049	2	4 994
Total des revenus	3 411	1 535	1 282	452	1 810	(36)	8 454
Dotations à la provision pour pertes sur créances	274	19	–	–	(2)	1	292
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	982	–	–	–	982
Frais autres que d'intérêt	1 673	1 191	147	310	1 065	(5)	4 381
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 464	325	153	142	747	(32)	2 799
Charge (économie) d'impôt	393	90	(4)	36	242	(50)	707
Bénéfice net	1 071 \$	235 \$	157 \$	106 \$	505 \$	18 \$	2 092 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	76 \$	38 \$	4 \$	16 \$	7 \$	134 \$	275 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Provisions pour restructuration	3	–	–	–	–	–	3
Total de l'actif	365 762 \$	25 900 \$	12 071 \$	98 875 \$	387 966 \$	14 140 \$	904 714 \$
Total du passif	364 807 \$	25 840 \$	12 118 \$	98 870 \$	387 778 \$	(36 214) \$	853 199 \$

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2013							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 405 \$	103 \$	– \$	165 \$	694 \$	(16)\$	3 351 \$
Revenus autres que d'intérêt	903	1 312	1 100	281	989	(17)	4 568
Total des revenus	3 308	1 415	1 100	446	1 683	(33)	7 919
Dotation à la provision pour pertes sur créances	275	42	–	–	11	6	334
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	878	–	–	–	878
Frais autres que d'intérêt	1 602	1 089	143	324	960	33	4 151
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 431	284	79	122	712	(72)	2 556
Charge (économie) d'impôt	361	82	(28)	31	243	(234)	455
Bénéfice net	1 070 \$	202 \$	107 \$	91 \$	469 \$	162 \$	2 101 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	74 \$	34 \$	4 \$	15 \$	7 \$	132 \$	266 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	1	–	–	5	–	4	10
Provisions pour restructuration	16	–	–	–	–	–	16
Total de l'actif	363 894 \$	23 361 \$	12 275 \$	90 621 \$	358 036 \$	11 558 \$	859 745 \$
Total du passif	363 010 \$	23 306 \$	12 335 \$	90 781 \$	357 893 \$	(37 040)\$	810 285 \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 314 \$	96 \$	– \$	175 \$	738 \$	(39)\$	3 284 \$
Revenus autres que d'intérêt	878	1 244	1 021	275	1 169	(13)	4 574
Total des revenus	3 192	1 340	1 021	450	1 907	(52)	7 858
Dotation à la provision pour pertes sur créances	241	–	–	–	109	(1)	349
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	705	–	–	–	705
Frais autres que d'intérêt	1 474	1 027	136	342	1 054	10	4 043
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 477	313	180	108	744	(61)	2 761
Charge (économie) d'impôt	373	84	16	29	282	(70)	714
Bénéfice net	1 104 \$	229 \$	164 \$	79 \$	462 \$	9 \$	2 047 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	65 \$	34 \$	4 \$	15 \$	6 \$	118 \$	242 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif	343 969 \$	20 479 \$	12 281 \$	84 294 \$	362 155 \$	13 758 \$	836 936 \$
Total du passif	343 309 \$	20 450 \$	12 340 \$	84 370 \$	362 025 \$	(31 548)\$	790 946 \$

(1) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 s'élève à 95 millions de dollars (94 millions au 31 octobre 2013; 90 millions au 31 janvier 2013).

Note 14 Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Le BSIF établit des objectifs précis pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, selon les objectifs, le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie doit être supérieur ou égal à 7 %, le ratio du capital de première catégorie doit être supérieur ou égal à 8,5 % et le ratio du capital total doit être supérieur ou égal à 10,5 %. De plus, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif-capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Au cours du premier trimestre de 2014, nous nous sommes conformés à toutes les exigences en matière de capital imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Au		
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2013
Capital			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	32 998 \$	30 541 \$	28 115 \$
Capital de première catégorie	39 414	37 196	34 769
Capital total	45 978	44 716	43 287
Actif pondéré en fonction des risques			
Risque de crédit	253 799 \$	232 641 \$	223 318 \$
Risque de marché	44 055	42 184	38 099
Risque opérationnel	43 898	44 156	41 711
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	341 752 \$	318 981 \$	303 128 \$
Ratios de capital et coefficients			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,7 %	9,6 %	9,3 %
Ratio du capital de première catégorie	11,5 %	11,7 %	11,5 %
Ratio du capital total	13,5 %	14,0 %	14,3 %
Coefficient actif-capital ⁽¹⁾	17,6X	16,6X	16,2X

(1) Avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire en vertu des lignes directrices du BSIF. La méthode transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application progressive des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.

s.o. sans objet

Note 15 Événements postérieurs à la date du bilan

Le 24 février 2014, nous avons émis 2,4 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série AK totalisant 61 millions de dollars dans le cadre d'une option au gré du détenteur permettant la conversion à raison de une action pour une de certaines de nos actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AJ.

Le 24 février 2014, nous avons également racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AN (9 millions d'actions), série AP (11 millions d'actions) et série AR (14 millions d'actions) émises et en circulation contre un montant en espèces, à un prix de rachat de 25 \$ par action.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie
Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse

(Symbole : RY)
Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Ave., 8th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Royal Bank of Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto, Ontario M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Royal Bank of Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2014

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AL, AT, AV et AX	23 janvier 22 avril 22 juillet 23 octobre	27 janvier 24 avril 24 juillet 27 octobre	24 février 23 mai 22 août 24 novembre
Actions privilégiées de séries AK et AZ	22 avril 22 juillet 23 octobre	24 avril 24 juillet 27 octobre	23 mai 22 août 24 novembre

À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2013, nous pourrions racheter aux fins d'annulation jusqu'à 30 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant et le moment des rachats en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités uniquement après consultation avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2014

Premier trimestre	26 février
Deuxième trimestre	22 mai
Troisième trimestre	22 août
Quatrième trimestre	3 décembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, LA FIDUCIE DE CAPITAL RBC et RBC ASSURANCES, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.